

# JOURNAL OFFICIEL

**DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****Philippe MACHENAUD-JACQUIER**  
Mail : philippe.machenaud@mail.gf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 165 N° 25	<b>TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI</b>	Mahana 25 no Mati 2016
-----------------------	---	---------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC 464 CAB/DDPC du 10 mars 2016 fixant la liste annuelle d'aptitude opérationnelle relative aux opérations de secours et à la composition des équipes spécialisées pour la Polynésie française au titre de l'année 2016 . . .	3121
Arrêté n° HC 470 CAB/DDPC du 15 mars 2016 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen SSIAP 1 à la date du 14 avril 2016 pour des candidats présentés par Proform Sécurité . . . . .	3123
Arrêté n° HC 241 DMME/BRHT/jc du 17 mars 2016 portant délégation de signature à M. Jean-François Courtois, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat . . . . .	3123

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 279 CM du 17 mars 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Pirae pour le projet d'études pour la construction du Fare Miti . . . . .	3128
Arrêté n° 280 CM du 17 mars 2016 autorisant le Président de la Polynésie française à engager des négociations avec le Gouvernement de l'Etat indépendant de Samoa aux fins de la conclusion d'un accord aérien . . . . .	3129
Arrêté n° 281 CM du 17 mars 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour l'acquisition de deux (2) véhicules de type 4x4 équipés pour la police municipale de Teva I Uta . . . . .	3129
Arrêté n° 282 CM du 17 mars 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour la rénovation de la toiture du Fare Va'a de Tehoro . . . . .	3131
Arrêté n° 283 CM du 17 mars 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taiarapu-Ouest pour le bimutage de la route communale Atiura 2 de Teahupoo . . . . .	3132
Arrêté n° 284 CM du 17 mars 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taiarapu-Est pour l'acquisition d'un bus de 34 places . . . . .	3134
Arrêté n° 285 CM du 17 mars 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hitia'a O Te Ra pour l'acquisition d'un véhicule tout-terrain (VTT) destiné au service de la police municipale . . . . .	3135
Arrêté n° 286 CM du 17 mars 2016 constatant la caducité de l'arrêté n° 1869 CM du 15 décembre 2014 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tumaraa pour l'acquisition d'un véhicule utilitaire pour le service environnement . . . . .	3137

Arrêté n° 287 CM du 17 mars 2016 portant nomination de M. Emmanuel Bouniot en qualité de chef du service de l'informatique par intérim .....	3137
Arrêté n° 288 CM du 17 mars 2016 abrogeant l'arrêté n° 2193 CM du 23 novembre 2009 relatif à la location du lot n° 5 d'une superficie de 2,2 hectares dépendant du lotissement agricole Matavahi 2, sis à Mataura, île de Tubuai, au profit de Mme Vaitiare Roomataaroa .....	3138
Arrêté n° 289 CM du 17 mars 2016 portant approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative aux études du projet de construction de l'écomusée Fare Natura à Opunohu, Moorea .....	3138
Arrêté n° 290 CM du 17 mars 2016 fixant la liste des établissements hôteliers classés admis au bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée et le plafond annuel d'exonération applicable à chaque établissement .....	3157
Arrêté n° 291 CM du 17 mars 2016 constatant les index des travaux du bâtiment et des travaux publics pour le mois de février 2016 .....	3157
Arrêté n° 292 CM du 17 mars 2016 relatif à l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de février 2016 .....	3160
Arrêté n° 293 CM du 17 mars 2016 portant création d'un comité de pilotage des archives de la Polynésie française ...	3161
Arrêté n° 294 CM du 17 mars 2016 portant diverses modifications du code de la route de la Polynésie française .....	3162
Arrêté n° 295 CM du 17 mars 2016 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire relatives à la réalisation d'un abri paracyclonique dans la commune de Tatakoto, archipel des Tuamotu .....	3163
Arrêté n° 296 CM du 17 mars 2016 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire relatives à la maîtrise des parcelles de terre nécessaires à la réalisation de l'aérodrome de Takapoto dans l'archipel des Tuamotu .....	3164
Arrêté n° 297 CM du 17 mars 2016 relatif à la représentativité des organisations syndicales de salariés au niveau de la Polynésie française .....	3166
Avis n° 298 CM du 17 mars 2016 sur le projet de décret relatif à la création de l'agence nationale de santé publique ...	3167
Arrêté n° 299 CM du 18 mars 2016 portant application, pour les professions de santé, de l'article 56 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française .....	3167
Avis n° 300 CM du 18 mars 2016 sur le projet de décret relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire .....	3168
Avis n° 301 CM du 18 mars 2016 sur le projet de décret relatif à la mise en ligne de documents des collectivités territoriales .....	3169
Avis n° 303 CM du 18 mars 2016 sur le projet relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et à l'organisation du Conseil national des activités privées de sécurité .....	3169

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### Ministère du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique

Arrêté n° 2163 MTF/DGRH du 18 mars 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016 .....	3169
--	------

### Ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements

Rectificatif n° 2157 MEI/DAE du 17 mars 2016 à l'arrêté n° 186 MEI/DAE du 12 janvier 2016 portant extension de 25 dépôts portant sur l'enregistrement de 37 dessins et modèles français .....	3170
Rectificatif n° 2158 du 17 mars 2016 à l'arrêté n° 9244 MEI/DAE du 15 octobre 2015 portant reconnaissance de 208 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle .....	3171

Rectificatif n° 2159 du 17 mars 2016 à l'arrêté n° 9531MEI/DAE du 2 novembre 2015 portant reconnaissance de 171 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle .....	3172
Rectificatif n° 2160 du 17 mars 2016 à l'arrêté n° 6675 MEI/DAE du 4 août 2015 rectifié portant reconnaissance de 268 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle .....	3172
Rectificatif n° 2161 MEI/DAE du 17 mars 2016 à l'arrêté n° 7393 VP/DAE du 8 août 2014 portant extension de 33 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle .....	3173
Rectificatif n° 2162 MEI/DAE du 17 mars 2016 à l'arrêté n° 7427 VP/DAE du 31 août 2015 portant reconnaissance de 101 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle .....	3174
Rectificatif n° 2176 MEI/DAE du 18 mars 2016 à l'arrêté n° 289 MEI/DAE du 15 janvier 2016 portant reconnaissance de 253 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle .....	3175
Arrêté n° 2177 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant extension des renouvellements de 62 marques françaises. ....	3175
Décision n° 2178 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3399495. ....	3187
Décision n° 2179 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3393649. ....	3188
Décision n° 2180 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3395141. ....	3189
Décision n° 2181 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3395092. ....	3189
Décision n° 2182 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3401157. ....	3190
Décision n° 2183 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95601459. ....	3191
Décision n° 2184 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1331011. ....	3192
Décision n° 2185 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3382840. ....	3193
Décision n° 2186 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3401403. ....	3194
Décision n° 2187 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3397364. ....	3195
Décision n° 2188 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3391036. ....	3196
Rectificatif n° 2189 du 18 mars 2016 à l'arrêté n° 2578 MRE/DAE du 11 mars 2015 portant reconnaissance de 236 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle .....	3197
Arrêté n° 2190 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant reconnaissance de 162 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle. ....	3197
 <b>Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs</b>	
Arrêté n° 2154 MET du 17 mars 2016 portant modification de l'arrêté n° 1368 MET du 24 février 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Ganatopaka cadastrées A-542 (plan 5) et A-545 (plan 7) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu .....	3202
Arrêté n° 2155 MET du 17 mars 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux en terrain privé, en faveur de l'arrondissement infrastructure de la direction de l'équipement .....	3202

Arrêté n° 2156 MET du 17 mars 2016 portant modification de l'arrêté n° 7364 MET du 27 août 2015 modifié portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef du service de l'urbanisme, et à certains de ses agents . . . .	3206
Arrêté n° 2171 MET du 18 mars 2016 autorisant le navire Aremiti 1 à desservir les îles de Hiva Oa, Fatu Hiva et Tahuata en mars et avril 2016 dans le cadre des transports scolaires. . . . .	3206
Arrêté n° 2172 MET du 18 mars 2016 autorisant le navire Cobia II à desservir certains atolls des Tuamotu dans le cadre du transport scolaire en Mars et Avril 2016. . . . .	3206
Arrêté n° 2174 MET du 18 mars 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Nuku Hiva (îles Marquises) et portant attribution d'un licence de transport touristique à Mme Florence Teikitohe épouse Chu . . . . .	3207
Arrêté n° 2175 MET du 18 mars 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Hiva Oa (îles Marquises) et portant attribution d'un licence de transport touristique à M. Jean Napuauhi .	3208

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales. . . . .	3209
Annonces diverses . . . . .	3214
Annonces marchés publics . . . . .	3219





# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° HC 464 CAB/DDPC du 10 mars 2016 fixant la liste annuelle d'aptitude opérationnelle relative aux opérations de secours et à la composition des équipes spécialisées pour la Polynésie française au titre de l'année 2016.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française, ratifiée par la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 (article 20) ;

Vu le décret du 22 août 2013 portant nomination de M. Lionel Beffre, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 30 août 2012 modifié portant agrément national de sécurité civile pour la Fédération nationale de protection civile ;

Vu l'arrêté n° 2333 DIPAC du 3 septembre 2013 relatif aux conditions d'aptitude physique et médicale des emplois relevant des spécialités "sécurité civile" et "sécurité publique" dans la fonction publique des communes, des groupements de communes et de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté n° HC 1766 CAB/DDPC du 29 août 2014 relatif aux conditions d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers volontaires de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 350 DMME/BRHT/jt du 5 septembre 2014 portant délégation de signature à Mme Marie Baviile, directrice de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'article L. 1852-4 du code général des collectivités territoriales de Polynésie française ;

Vu le guide national de référence de juillet 1999 relatif au "groupe polyvalent d'intervention en milieu périlleux" ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 2001 modifié fixant le guide national de référence relatif aux feux de forêts ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2002 fixant le guide national de référence relatif au sauvetage aquatique ;

Vu l'arrêté du 8 avril 2003 fixant le guide national de référence relatif sauvetage déblaiement ;

Sur proposition du directeur de la défense et de la protection civile,

Arrête :

Article 1er.— Le commandement des opérations de secours sur une intervention impliquant plusieurs centres de secours relève de la direction de la défense et de la protection civile. L'officier d'astreinte de la DDPC, lorsque celui-ci n'est pas sur l'intervention, désigne le COS parmi la liste de sapeurs-pompiers figurant à l'article 2.

Art. 2.— La liste des cadres habilités, au titre de l'année 2016, à assurer la fonction de commandant des opérations de secours (COS) sur une intervention impliquant plusieurs centres de secours s'établit comme suit :

- le chef de corps ou un gradé de la commune concernée ;
- un sapeur-pompier titulaire de la formation de chef de groupe et à jour dans sa formation de maintien des acquis :
  - Richard Haupuni (CIS Mahina) ;
  - Sergio Bordes (CIS Papeete) ;
  - Carl Tauru (CIS Papeete) ;
  - Ismaël Heo Moun (CIS Pirae) ;
  - Patrick Vairaaroa (CIS Pirae) ;
  - Jacquie Ahini (CIS Punaauia) ;
  - Cyril Chevy (CIS Punaauia) ;
  - Giovanni Gil (CIS Taiarapu-Est) ;
  - Romuald Lai (CIS Huahine) ;
  - Xavier Bonnet (CIS Uturoa) ;
  - Jean-Louis Faucon (CIS Taputapuatea).

Art. 3. — La liste d'aptitude relative au groupe polyvalent d'intervention en milieu périlleux s'établit comme suit :

- conseiller technique : M. Samuel Roscol ;
- chef d'unité (équivalence IMP3) :
  - M. Samuel Roscol ;
  - Ludovic Ferber (FPPC) ;
- équipiers intervention (équivalence IMP2).

Zone 1 - Tahiti

- Jean-Pierre Achile (FPPC) ;
- Siméon Ayou (FPPC) ;
- Stéphane Barff (FPPC) ;
- Teriimahiti Ellacott (FPPC) ;
- Céline Gay (FPPC) ;
- Léon Hareohoe (FPPC) ;
- Daniel Maihi (FPPC) ;
- Titaina Maitere (FPPC) ;
- Romy Tevaearii (FPPC) ;
- Tania Tepa (FPPC).

Zone 2 - Moorea

- Léon Hareohoe (FPPC).

Zone 3 - Raiatea

- Romy Tevaearii (FPPC).

Art. 4. — La liste d'aptitude du personnel apte à réaliser des missions hélitreuillées par l'hélicoptère inter-administrations s'établit comme suit :

- conseiller technique : lieutenant de vaisseau Hubert Bagot
- commandants des opérations de secours :
  - colonel Frédéric Tournay (DDPC) ;
  - lieutenant-colonel Franck Machingorena (DDPC) ;
  - commandant Frédéric Robin (DDPC) ;
  - lieutenant de vaisseau Hubert Bagot (DDPC) ;
- chefs de DZ :
  - commandant Frédéric Robin (DDPC) ;
  - lieutenant de vaisseau Hubert Bagot (DDPC) ;
  - Richard Camel (CIS Papeete) ;
- chefs de DZ, équipiers DIH :
  - John Marae (CIS Papeete) ;
  - Wilfrid Tiaiho (CIS Papeete) ;
  - Heifara Zima (CIS Papeete) ;
  - Eddy Tevatai (CIS Papeete) ;
  - Halley Teiva Ellis (CIS Faa'a) ;
  - Michel Barsinas (CIS Mahina) ;
  - Richard Haupuni (CIS Mahina) ;
  - William Hiro (CIS Mahina) ;
  - Ismaël Heo Moun (CIS Pirae) ;
  - Tamatoa Ralph Wong (CIS Pirae) ;
  - Gédon Poroi (CIS Teva I Uta) ;
- DSM :
  - Christian Hellec (DDPC) ;
  - Serge Cabaret (SAMU 987) ;
  - Vincent Simon (SAMU 987) ;
- groupe polyvalent d'intervention en milieu périlleux
  - Siméon Ayou (FPPC) ;
  - Stéphane Barff (FPPC) ;
  - Teriimahiti Ellacott (FPPC) ;

- Céline Gay (FPPC) ;
- Daniel Maihi (FPPC) ;
- Titaina Maitere (FPPC) ;
- Samuel Roscol (FPPC) ;
- Romy Tevaearii (FPPC) ;
- Tania Tepa (FPPC).

Art. 5. — La liste d'aptitude relative au sauvetage aquatique s'établit comme suit :

- conseiller technique : M. Georges Buchin ;
- nageur sauveteur aquatique (SAV1) :
  - Lucien Firuu (CIS Taïarapu-Ouest) ;
  - Maxo Vaea Hoara (CIS Rangiroa) ;
  - Grégoire Noss (CIS Mahina) ;
  - Fernand Georges Paitia (CIS Taïarapu-Ouest) ;
  - Matahi Virassamy (CIS Mahina) ;
  - Heimata Dhieux (CIS Moorea-Maïao) ;
  - Elliott Faure (CIS Mahina) ;
  - Walter Mai (CIS Papara) ;
  - Tautiare Teipoarii (CIS Mahina) ;
  - Jean-François Tuigana (CIS Teva I Uta) ;
  - Enrique Taharia (CIS Mahina) ;
  - Matatia Cowan (CIS Mahina) ;
  - James Manea (CIS Teva I Uta) ;
- nageur sauveteur côtier (SAV2) :
  - Sergio Bordes (CIS Papeete) ;
  - Pascal Darphin (CIS Moorea-Maïao) ;
  - Vetea David (CIS Punaauia) ;
  - Halley Ellis (CIS Faa'a) ;
  - Richard Haupuni (CIS Mahina) ;
  - Ismaël Heo Moun (CIS Pirae) ;
  - William Hiro (CIS Mahina) ;
  - Jimmy Hopuare (CIS Punaauia) ;
  - Maevaroa Jamet (CIS Mahina) ;
  - Auguste Heimana Teaurao Parau (CIS Punaauia) ;
- chef de bord sauveteur côtier (SAV3) :
  - Jacquie Ahini (CIS Punaauia) ;
  - Georges Buchin (CIS Papeete).

Art. 6. — La liste des conseillers techniques des autres spécialités s'établit comme suit :

- conseiller technique feux de forêts : chef de bataillon Frédéric Robin ;
- conseiller technique risques chimiques : lieutenant-colonel Franck Machingorena ;
- conseiller technique sauvetage déblaiement : chef de bataillon Frédéric Robin ;
- conseiller technique secourisme : M. Heifara Cros ;
- conseiller technique jeunes sapeurs-pompiers : M. Jean-Luc Prunier.

Art. 7. — Le directeur de la défense et de la protection civile est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 mars 2016.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*La directrice de cabinet,*  
Marie BAVILLE.

**ARRETE n° HC 470 CAB/DDPC du 15 mars 2016 fixant la date, les horaires des épreuves et la composition du jury d'un examen SSIAP 1 à la date du 14 avril 2016 pour des candidats présentés par Proform Sécurité.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur notamment son article 8 ;

Vu l'arrêté n° HC 1304 cab/ddpc/oc du 24 juillet 2014 portant agrément de la société Proform Sécurité pour dispenser des formations SSIAP et pour organiser des examens permettant la délivrance des diplômes SSIAP (service de sécurité incendie et d'assistance à personnes) ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — Un examen, pour des candidats présentés par Proform Sécurité, prévu pour l'obtention du diplôme d'agent de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP 1) aura lieu le 14 avril 2016 à la maison de la culture - Te Fare Tauhiti Nui, dans la commune de Papeete.

Art. 2. — Les épreuves de l'examen se dérouleront :

- de 8 heures à 9 heures pour l'épreuve théorique ;
- à partir de 9 heures pour les épreuves pratiques.

Art. 3. — Le jury d'examen sera composé comme suit :

- *président* : lieutenant de vaisseau Hubert Bagot, officier au sein de la direction de la défense et de la protection civile ;
- *membre* : M. Roger Mahinui, chef de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes au Centre hospitalier de la Polynésie française.

Art. 4. — La directrice de cabinet du haut-commissaire est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mars 2016.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*La directrice de cabinet,*  
Marie BAVILLE.

**ARRETE n° HC 241 DMME/BRHT/jc du 17 mars 2016 portant délégation de signature à M. Jean-François Courtois, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 22 août 2013 portant nomination de M. Lionel Beffre, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-0548 A du 3 mai 2012 du ministère de l'intérieur portant mutation de Mme Martine Damaye au haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-1127 A du 24 juillet 2014 portant mutation de M. Jérôme Lieurey, attaché d'administration de l'Etat, au haut-commissariat de la République en Polynésie française à compter du 18 août 2014 pour une durée de deux ans ;

Vu l'arrêté n° S3-15-06-11-1526 du 11 juin 2015 du ministère de l'intérieur portant mutation de M. Armel Baudalet, ingénieur des systèmes d'information et de communication, au haut-commissariat à compter du 1er septembre 2015 pour une durée de deux ans en qualité de chef du service des systèmes d'information et de communication ;

Vu l'arrêté n° HC 420 DMME/BRHT/jc du 5 janvier 2016 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 462 SGAP du 9 mars 2016 prononçant la mise à disposition auprès du haut-commissariat de la République en Polynésie française, au service des systèmes d'information et de communication, de Mme Marianne Colombel, technicienne de classe exceptionnelle des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur, affectée au secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 74 DMME/BRHT/A du 24 février 2014 portant changement d'affectation de Mme Martine Damaye, attachée d'administration de l'Etat, en qualité de chef du centre de services partagés interministériel ;

Vu la décision n° HC 76 DMME/BRHT/A du 24 février 2014 portant changement d'affectation de M. Sébastien Lequien, attaché d'administration du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, en qualité de chef de la plate-forme de l'achat public interministériel ;

Vu la décision n° HC 80 DMME/BRHT/mp du 26 février 2014 portant changement d'affectation de Mme Madeleine Lau, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, en qualité de responsable du pôle rémunérations et fonctionnement ;

Vu la décision n° HC 81 DMME/BRHT/mp du 26 février 2014 portant changement d'affectation de Mme Maud Rouault, secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, en qualité de responsable du pôle investissements et interventions ;

Vu la décision n° HC 149 DMME/BRHT/A du 14 avril 2014 portant changement d'affectation de M. Jean-François Courtois, directeur de service, en qualité de directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat ;

Vu la décision n° HC 150 DMME/BRHT/A du 14 avril 2014 portant changement d'affectation de Mme Anne-Victoria Letort, attachée principale d'administration de l'Etat, en qualité de directrice adjointe des moyens et de la modernisation de l'Etat, conseillère mobilité-carrière et responsable du pôle de la modernisation de l'action de l'Etat ;

Vu la décision n° HC 151 DMME/BRHT/A du 14 avril 2014 portant changement d'affectation de Mme Nathalie Closset, attachée d'administration de l'Etat, en qualité de chef du bureau des ressources humaines et des traitements à la direction des moyens et de la modernisation de l'Etat ;

Vu la décision n° HC 175 DMME/BRHT/mp du 2 mai 2014 portant changement d'affectation de Mme Maryline Pioche, secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'extrait individuel de M. Christian Chand de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'extrait individuel de M. Nicolas Delaire de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'extrait individuel de Mme Joséphine Ah Mang de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'extrait individuel de M. Michel Felipe de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la convention n° HC 166 SGAP du 3 mars 2016 relative à la mise à disposition auprès du haut-commissariat de la République en Polynésie française, au service des systèmes d'information et de communication, de Mme Marianne Colombel, technicienne de classe exceptionnelle des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur, affectée au secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Jean-François Courtois, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, dans les domaines relevant de ses attributions figurant dans l'arrêté n° HC 420 DMME/BRHT/jc du 5 janvier 2016 susvisé, à l'effet de signer les actes suivants :

- les correspondances, les bordereaux de transmission de pièces administratives et les actes courants, y compris les décisions, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française, et sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont notamment les chefs de subdivision administrative, le vice-recteur, le directeur de l'aviation civile ;
- les correspondances et actes courants, y compris les décisions relatifs à la gestion administrative des volontaires du service civique affectés dans les services du haut-commissariat, à l'exclusion des actes relevant de la compétence des armées, des conventions passées avec les employeurs et des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales, aux différentes instances de la Polynésie française ou aux employeurs ;
- l'ordonnancement, l'engagement, la liquidation et la demande d'émission des titres concernant les dépenses de l'Etat, du BOP 307, Polynésie française, administration territoriale, mission ministérielle AB, administration générale et territoriale de l'Etat, action 05, intégration des hauts-commissariats et représentations de l'Etat à l'outre-mer et soutien du réseau des préfetures, sous-action 05, dépenses de personnel (article de prévision 01) article d'exécution 54 ;
- l'ordonnancement, l'engagement, la liquidation et la demande d'émission des titres concernant les agents de l'Etat payés sur :
  - le programme 124, conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative ;
  - le programme 143, enseignement technique agricole ;
  - le programme 156, gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ;
  - le programme 164, cour des comptes et autres juridictions financières ;
  - le programme 165, Conseil d'Etat et autres juridictions administratives ;

- le programme 215, conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ;
- le programme 216, conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ;
- le programme 217, conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer ;
- la demande d'émission des titres de perception en reversement d'indus sur toutes pensions, allocations et indemnités assignées sur la caisse du trésorier-payeur général de la Polynésie française ;
- les conventions de stage n'emportant pas versement d'une gratification aux stagiaires ;
- l'ordonnancement des recettes et dépenses hors titre 2 relevant du budget opérationnel de programme 307 "administration territoriale" ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
  - le BOP 307, Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence de la direction et dans la limite des crédits notifiés ;
  - l'UO 216, conduite et pilotage des politiques de l'intérieur, dans le champ de compétence de la direction et dans la limite des crédits délégués (action sociale, formation professionnelle et systèmes d'information et de communication) ;
  - l'UO 148, fonction publique, dans le champ de compétences de la direction et dans la limite des crédits délégués (formations interministérielles) ;
  - le BOP 128, coordination des moyens de secours, dans le champ de compétence de la direction et dans la limite des crédits délégués (systèmes d'information et de communication) ;
  - l'UO 176, commandement, soutien et logistique dans le champ de compétences de la direction et dans la limite des crédits délégués (systèmes d'information et de communication) ;
  - le BOP 309, entretien des bâtiments de l'Etat, dans la limite des crédits notifiés et la constatation du service fait pour le BOP 309, entretien des bâtiments de l'Etat ;
  - le BOP 138, emploi outre-mer, dans le champ de compétence de la direction et dans la limite des crédits délégués ;
- les pièces liquidatives des titres de perception et pièces justificatives relatives aux recettes de l'Etat, du programme 307, administration territoriale, mission ministérielle AB, administration générale et territoriale de l'Etat, action 05, intégration des hauts-commissariats et représentations de l'Etat à l'outre-mer et soutien du réseau des préfectures, sous-action 05, autres dépenses (article de prévision 02) article d'exécution 54.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François Courtois, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Anne-Victoria Letort, directrice adjointe des moyens et de la modernisation de l'Etat.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jean-François Courtois et de Mme Anne-Victoria Letort, la délégation de signature qui est consentie à M. Jean-François Courtois sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Nathalie Closset, chef du bureau des ressources humaines et des traitements.

Art. 3. — Délégation de signature est également consentie à Mme Anne-Victoria Letort, directrice adjointe des moyens et de la modernisation de l'Etat, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances et actes courants à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française, et sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont notamment les chefs de subdivision administrative, le vice-recteur, le directeur de l'aviation civile.

Art. 4. — Délégation de signature est également consentie à M. Sébastien Lequien, chef de la plate-forme de l'achat public interministériel, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux administrations centrales.

Art. 5. — Délégation de signature est également consentie à Mme Nathalie Closset, chef du bureau des ressources humaines et des traitements, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances et actes courants, y compris les décisions, relatifs à l'administration et à la gestion du personnel de l'Etat, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française, et sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont notamment les chefs de subdivision administrative, le vice-recteur, le directeur de l'aviation civile ;
- les correspondances et actes courants internes au haut-commissariat concernant les concours ;
- les conventions de stage n'emportant pas versement d'une gratification aux stagiaires ;

- les correspondances et actes courants, y compris les décisions, relatifs à la gestion administrative des volontaires du service civique affectés dans les services du haut-commissariat, à l'exclusion des actes relevant de la compétence des armées, des conventions passées avec les employeurs et des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales, aux différentes instances de la Polynésie française ou aux employeurs ;
- l'ordonnancement, l'engagement, la liquidation et la demande d'émission des titres concernant les dépenses de l'Etat, du BOP 307, Polynésie française, administration territoriale, mission ministérielle AB, administration générale et territoriale de l'Etat, action 05, intégration des hauts-commissariats et représentations de l'Etat à l'outre-mer et soutien du réseau des préfetures, sous-action 05, dépenses de personnel (article de prévision 01) article d'exécution 54 ;
- l'ordonnancement, l'engagement, la liquidation et la demande d'émission des titres concernant les agents de l'Etat payés sur :
  - le programme 124, conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative ;
  - le programme 143, enseignement technique agricole ;
  - le programme 156, gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ;
  - le programme 164, cour des comptes et autres juridictions financières ;
  - le programme 165, Conseil d'Etat et autres juridictions administratives ;
  - le programme 215, conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ;
  - le programme 216, conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ;
  - le programme 217, conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer ;
- la demande d'émission des titres de perception en reversement d'indus sur toutes pensions, allocations et indemnités assignées sur la caisse du trésorier-payeur général de la Polynésie française ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
  - le BOP 307, Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence du BRHT et dans la limite des crédits notifiés (formation professionnelle) ;
  - l'UO 216, conduite et pilotage des politiques de l'intérieur, dans le champ de compétence du BRHT et dans la limite des crédits délégués (action sociale, formation professionnelle) ;
  - l'UO 148, fonction publique, dans le champ de compétences de la direction et dans la limite des crédits délégués (formations interministérielles).

Art. 6. — Délégation de signature est également consentie à Mme Maryline Pioche, adjointe au chef du bureau des ressources humaines et des traitements, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du chef du bureau des ressources humaines et des traitements et du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les actes courants relatifs à la gestion du personnel de l'Etat, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française, et sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont notamment les chefs de subdivision administrative, le vice-recteur, le directeur de l'aviation civile ;
- les correspondances et actes courants internes au haut-commissariat concernant les concours.

Art. 7. — Délégation de signature est également consentie à M. Nicolas Delaire, animateur de formation professionnelle, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du chef du bureau des ressources humaines et des traitements et du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les attestations de stage ;
- les fiches de candidature aux formations organisées par la sous-direction du recrutement et de la formation.
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
  - le BOP 307, Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence du BRHT et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
  - l'UO 148, fonction publique, dans le champ de compétences de la direction et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
  - l'UO 216, conduite et pilotage des politiques de l'intérieur, dans le champ de compétence du BRHT et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros).

Art. 8. — Délégation de signature est également consentie à M. Jérôme Lieurey, chef du bureau des budgets, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- l'ordonnancement des recettes et dépenses hors titre 2 relevant du budget opérationnel de programme 307 "administration territoriale" ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
  - le BOP 138, emploi outre-mer, pour les dépenses relatives aux visites ministérielles et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
  - le BOP 307, Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence du bureau des budgets et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux administrations centrales.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme Lieurey, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Joséphine Ah Mang, adjointe au chef du bureau des budgets.

Art. 9.— Délégation de signature est également consentie à M. Christian Chand, chef du bureau du patrimoine immobilier, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
  - le BOP 307, Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) pour les dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des bâtiments et des logements administratifs dans la limite d'un plafond par acte de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
  - le BOP 309, entretien des bâtiments de l'Etat, dans la limite des crédits notifiés et d'un plafond par acte de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
  - le BOP 138, emploi outre-mer, pour les dépenses relatives aux visites ministérielles et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros).

Art. 10.— Délégation de signature est également consentie à M. Armel Baudelet, chef du service des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les actes internes relatifs au fonctionnement du service des systèmes d'information et de communication ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
  - le BOP 307, Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
  - l'UO 216, conduite et pilotage des politiques de l'intérieur, dans le champ de compétence du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
  - le BOP 128, coordination des moyens de secours - dans le champ de compétence du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros) ;
  - l'UO 176, commandement, soutien et logistique dans le champ de compétences du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 euros).

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Armel Baudelet, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Eric Brient, responsable du pôle systèmes et infrastructures du service des systèmes d'information et de communication.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Armel Baudelet et Eric Brient, la délégation de signature qui est consentie à M. Armel Baudelet sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Marianne Colombel, responsable du pôle assistance aux utilisateurs du service des systèmes d'information et de communication.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Armel Baudelet, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans la limite de ses attributions par M. Michel Felipe, responsable du pôle transmissions du service des systèmes d'information et de communication, pour les actes suivants :

- les actes internes relatifs au fonctionnement du pôle transmissions : congés et autorisations d'absence, tableau du tour de service et certification du service fait sur les états d'heures supplémentaires.

Art. 11.— Délégation de signature est donnée à Mme Martine Damaye, chef du centre de services partagés interministériel, dans les domaines relevant de ses attributions figurant dans l'arrêté n° HC 420 DMME/BRHT/jc du 5 janvier 2016 susvisé, à l'effet de signer les actes suivants :

- les correspondances, les bordereaux d'envoi et les actes courants, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux administrations centrales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Martine Damaye, chef du centre de services partagés interministériel, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Madeleine Lau, responsable du pôle rémunérations et fonctionnement ou par Mme Maud Rouault, responsable du pôle investissements et interventions.

Art. 12.— L'arrêté n° HC 3 DMME/BRHT/jc du 7 janvier 2016 portant délégation de signature à M. Jean-François Courtois, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat est abrogé.

Art. 13.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et le directeur de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Lionel BEFFRE.



# ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 279 CM du 17 mars 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Pirae pour le projet d'études pour la construction du Fare Miti.**

NOR : DDC1520890AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Pirae pour l'exercice 2015 en date du 31 août 2015, réceptionné le 31 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 1109 PR/DDC en date du 14 septembre 2015 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Pirae pour financer le projet d'études pour la construction du Fare Miti, dont le coût réel est estimé à *quatre millions cinq cent vingt mille francs CFP* (4 520 000 F CFP).

Art. 2.— Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 80 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *trois millions six cent seize mille francs CFP* (3 616 000 F CFP).

Art. 3.— L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *un million huit cent huit mille francs CFP* (1 808 000 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4.— Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ;
- pour le solde :
  - tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
  - un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
  - les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
  - les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation ;
  - une copie de l'étude réalisée.

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7.— Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8.— Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10.— La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 45-2015, AE 268-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Pirae et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,  
Teva ROHFRITSCH.*

**ARRETE n° 280 CM du 17 mars 2016 autorisant le Président de la Polynésie française à engager des négociations avec le Gouvernement de l'Etat indépendant de Samoa aux fins de la conclusion d'un accord aérien.**

NOR : DAC1600151AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre n° 8694 PR du 30 décembre 2015 informant les autorités de la République française de l'intention d'engager des discussions aéronautiques avec le Gouvernement des Samoa occidentales aux fins de la conclusion d'un accord aérien ;

Vu la lettre de réponse favorable du ministre des affaires étrangères et du développement international n° 823 CM du 1er février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le Président de la Polynésie française est autorisé à engager des négociations avec le Gouvernement de l'Etat indépendant de Samoa aux fins de la conclusion d'un accord sur les services aériens entre la Polynésie française et l'Etat indépendant de Samoa.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.

Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 281 CM du 17 mars 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour l'acquisition de deux (2) véhicules de type 4x4 équipés pour la police municipale de Teva I Uta.**

NOR : DDC1520901AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Teva I Uta pour l'exercice 2015 en date du 28 août 2015, réceptionné le 31 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 1080 PR/DDC en date du 11 septembre 2015 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour financer l'acquisition de deux (2) véhicules de type 4x4 équipés pour la police municipale de Teva I Uta, dont le coût réel est estimé à *onze millions huit cent soixante-quatre mille neuf cent dix-neuf francs CFP* (11 864 919 F CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *cinq millions neuf cent trente-deux mille quatre cent cinquante-neuf francs CFP* (5 932 459 F CFP).

Art. 3. — Le concours financier de la Polynésie française sera versé au fur et à mesure de la réception des engins.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant de la livraison à Teva I Uta des équipements subventionnés ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 55-2015, AE 276-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Teva I Uta et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,  
Teva ROHFRITSCH.*

**ARRETE n° 282 CM du 17 mars 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour la rénovation de la toiture du Fare Va'a de Tehoro.**

NOR : DDC1520910AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Teva I Uta pour l'exercice 2015 en date du 28 août 2015, réceptionné le 31 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 1084 PR/DDC en date du 11 septembre 2015 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour financer la rénovation de la toiture du Fare Va'a de Tehoro, dont le coût réel est estimé à *seize millions de francs CFP* (16 000 000 F CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *huit millions de francs CFP* (8 000 000 F CFP).

Art. 3. — L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *quatre millions de francs CFP* (4 000 000 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *un million six cent mille francs CFP* (1 600 000 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 7 360 000 F CFP et 10 560 000 F CFP (soit 46 % et 66 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ;
- pour les tranches intermédiaires :
  - un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
  - les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- pour le solde :
  - tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
  - un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
  - les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
  - les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 45-2015, AE 268-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Teva I Uta et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,  
Teva ROHFRITSCH.*

**ARRETE n° 283 CM du 17 mars 2016 approuvant  
l'attribution d'un concours financier en faveur de la  
commune de Taiarapu-Ouest pour le bitumage de la  
route communale Atiura 2 de Teahupoo.**

NOR : BDC1520811AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Taiarapu-Ouest pour l'exercice 2015 en date du 24 août 2015, réceptionné le 27 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 997 PR/DDC en date du 1er septembre 2015 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taiarapu-Ouest pour financer le bitumage de la route communale Atiura 2 de Teahupoo, dont le coût réel est estimé à *douze millions cent dix mille quatre cent trente-six francs CFP* (12 110 436 F CFP).

Art. 2.— Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 60 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *sept millions deux cent soixante-six mille deux cent soixante-deux francs CFP* (7 266 262 F CFP).

Art. 3.— L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *trois millions six cent trente-trois mille cent trente et un francs CFP* (3 633 131 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *un million quatre cent cinquante-trois mille deux cent cinquante-deux francs CFP* (1 453 252 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 5 570 801 F CFP et 7 992 888 F CFP (soit 46 % et 66 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4.— Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ;
- pour les tranches intermédiaires :
  - un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
  - les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- pour le solde :
  - tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
  - un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
  - les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
  - les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7.— Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8.— Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10.— La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 46-2015, AE 269-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Taïarapu-Ouest et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*  
Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 284 CM du 17 mars 2016 approuvant  
l'attribution d'un concours financier en faveur de la  
commune de Taïarapu-Est pour l'acquisition d'un bus  
de 34 places.**

NOR : DDC1520915AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Taïarapu-Est pour l'exercice 2015 en date du 5 août 2015, réceptionné le 7 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 901 PR/DDC en date du 13 août 2015 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taïarapu-Est pour financer l'acquisition d'un bus de 34 places, dont le coût réel est estimé à *dix-huit millions cinq cent mille francs CFP* (18 500 000 F CFP).

Art. 2.— Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 30 % (taux modulé) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *cinq millions cinq cent cinquante mille francs CFP* (5 550 000 F CFP).

Art. 3.— A compter de la notification de la présente décision, le bénéficiaire du concours financier dispose d'un délai maximal de trois (3) mois pour communiquer à la délégation pour le développement des communes l'acte de son organe délibérant révisant le plan de financement de l'opération ainsi agréée. Dès réception de celui-ci, la délégation pour le développement des communes en accuse réception.

Si, à l'expiration du délai précité, l'acte n'a pas été transmis, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 4.— Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

Art. 5.— Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant de la livraison à Taïarapu-Est de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 7.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.



Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 8.— Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 9.— Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 10.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 11.— La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 51-2015, AE 273-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 12.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Tiaarapu-Est et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*

Teva ROHFRTSCH.

**ARRETE n° 285 CM du 17 mars 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hitia'a O Te Ra pour l'acquisition d'un véhicule tout-terrain (VTT) destiné au service de la police municipale.**

NOR : DDC1520918AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Hitia'a O Te Ra pour l'exercice 2015 en date du 20 août 2015, réceptionné le 20 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 949 PR/DDC en date du 26 août 2015 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

## Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hitia'a O Te Ra pour financer l'acquisition d'un véhicule tout-terrain (VTT) destiné au service de la police municipale, dont le coût réel est estimé à *quatre millions sept cent mille francs CFP* (4 700 000 F CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 40 % (taux sollicité) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *un million huit cent quatre-vingt mille francs CFP* (1 880 000 F CFP).

Art. 3. — Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant de la livraison à Hitia'a O Te Ra de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 55-2015, AE 276-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Hitia'a O Te Ra et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,  
Teva ROHFRITSCH.*

**ARRETE n° 286 CM du 17 mars 2016 constatant la caducité de l'arrêté n° 1869 CM du 15 décembre 2014 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tumaraa pour l'acquisition d'un véhicule utilitaire pour le service environnement.**

NOR : DDC1620095AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1869 CM du 15 décembre 2014 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tumaraa pour l'acquisition d'un véhicule utilitaire pour le service environnement ;

Considérant que l'opération subventionnée n'a reçu aucun commencement d'exécution ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux dispositions de l'article LP. 9 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée, il est constaté la caducité de l'arrêté n° 1869 CM du 15 décembre 2014, notifié le 20 janvier 2015, approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tumaraa pour l'acquisition d'un véhicule utilitaire pour le service environnement.

Art. 2.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Tumaraa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le vice-président absent :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*  
Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 287 CM du 17 mars 2016 portant nomination de M. Emmanuel Bouniot en qualité de chef du service de l'informatique par intérim.**

NOR : SIP1600211AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1059 AT du 27 juin 1985 portant création du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 662 CM du 5 juillet 1985 portant définition des attributions et organisation du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 649 CM du 27 mai 2015 portant nomination de M. Francis Pezet en qualité de chef du service de l'informatique ;

Vu la demande de congés de M. Francis Pezet en date du 2 mars 2016 pour la période du 1er au 8 avril 2016 inclus ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— M. Emmanuel Bouniot est nommé en qualité de chef du service de l'informatique du 1er au 8 avril 2016 inclus, durant les congés annuels de M. Francis Pezet.

Art. 2.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*  
Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 288 CM du 17 mars 2016 abrogeant l'arrêté n° 2193 CM du 23 novembre 2009 relatif à la location du lot n° 5 d'une superficie de 2,2 hectares dépendant du lotissement agricole Matavahi 2, sis à Mataura, île de Tubuai, au profit de Mme Vaitiare Roomataaroa.**

NOR : SDR1600161AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3103 DOM du 27 juin 1997 modifié autorisant l'acquisition par le territoire de terrains à Tubuai appartenant à M. Jean Tuterai Martin ;

Vu le bail du 22 février 2010 conclu entre la Polynésie française et Mme Vaitiare Roomataaroa relatif à la location du lot n° 5 dépendant du lotissement agricole Matavahi 2, sis à Mataura, Tubuai ;

Vu le courrier de Mme Vaitiare Roomataaroa du 18 février 2016 reçu au SDR le 23 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 2193 CM du 23 novembre 2009 autorisant la location du lot n° 5 dépendant du lotissement agricole Matavahi 2, sis à Mataura, île de Tubuai, au profit de Mme Vaitiare Roomataaroa, est abrogé.

Art. 2. — Le bail du 22 février 2010 susvisé, conclu entre la Polynésie française et Mme Vaitiare Roomataaroa, est résilié à compter du 23 février 2016.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 289 CM du 17 mars 2016 portant approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative aux études du projet de construction de l'écomusée Fare Natura à Opunohu, Moorea.**

NOR : SDR1600209AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1913 CM du 23 décembre 2013 modifié portant modification des statuts de l'établissement public à caractère industriel et commercial Tahiti Nui Aménagement et développement ;

Vu la délibération n° 7-13 CA/EAD du 9 septembre 2013 portant modification du barème des prestations commerciales de l'établissement public de Tahiti Nui Aménagement et développement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — La convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Polynésie française et l'établissement Tahiti Nui Aménagement et développement relative aux études du projet de construction de l'écomusée Fare Natura à Opunohu, Moorea, ci-annexée, est approuvée.

Art. 2. — Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre absent :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,  
Teva ROHFRITSCH.*

**CONVENTION N° / MTF du**

Relative à la maîtrise d'ouvrage déléguée des études du projet de construction de l'écomusée « Fare Natura » à Opunohu, sis à Moorea.

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 679/PR du 17 septembre 2014, relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce, des entreprises, porte-parole du gouvernement (MRE).;
- Vu l'arrêté n°207/PR du 25 mars 2015 portant modification de l'arrêté n°676/PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leur fonction ;
- Vu l'Arrêté n° 406 CM du 15 avril 2015 portant nomination de M. Claude DRAGO en qualité de directeur général de l'établissement public industriel et commercial Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD) ;
- Vu la délibération n°07/13/CA/TNAD du 09 septembre 2013 fixant le taux de rémunération de Tahiti Nui Aménagement et Développement dans le cadre des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguées ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- Vu l'arrêté n°0331/CM du 15 mars 2013 portant approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative au projet de construction d'un écomusée biodiversité marines d'Opunohu – commune de Moorea.

**ENTRE :**

La Polynésie française, représentée par le Ministère du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement (MTF), désigné ci-après par « le maître d'ouvrage »,

d'une part,

**ET**

Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD), établissement public à caractère industriel et commercial créé par la délibération n°2002-137 APF du 24 octobre 2002, modifiée, immatriculée sous le n° TAHITI 003525, représenté par son Directeur Général p.i., Monsieur Claude DRAGO, ci-après désigné « le mandataire »,

d'autre part,

**ÉTANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :**

La construction d'un écomusée « Fare Natura » s'inscrit dans le cadre d'un projet plus global imaginé par le CRIOBE. Ce dernier souhaite faire du site une vitrine de la recherche française dans le Pacifique, mais aussi un centre scientifique de référence pour les universités du Pacifique sud. Celui-ci serait articulé autour des trois pôles suivants :

- le pôle de recherche existant ;
- un pôle d'enseignement et de vulgarisation à travers le futur musée de la nature ;
- un pôle d'échange et de conférence permettant d'accueillir des séminaires scientifiques.

La création d'un musée de la nature, objet de ce programme, est née face au constat d'une sollicitation de plus en plus accrue des chercheurs pour la vulgarisation et le transfert de leurs connaissances scientifiques et de leurs recherches.

Le « Fare Natura » a été imaginé sur le principe d'un musée de la nature ; il se positionnera comme un pôle éducatif majeur, par sa capacité à accueillir et former les scolaires et les enseignants. Il représentera également un centre touristique important, par l'absence de structure comparable en Polynésie française et la diversité des thématiques abordées et adaptées au contexte local.

Financé par le Pays, il participera à valoriser le patrimoine naturel de Polynésie française et à vulgariser les recherches existantes sur l'environnement en Polynésie.

Une première convention n°1700 MRM/DRM du 22/03/13 avait été signée pour les études jusqu'au niveau « avant projet détaillé ».

## **IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de confier, au mandataire qui l'accepte, la mission d'exercer au nom et pour le compte du maître d'ouvrage, la conduite des études de projet d'un « écomusée biodiversité marine », sis à Opunohu – île de Moorea jusqu'au choix des entreprises (hors études muséographiques)

Cette mission porte tant sur les aspects juridiques, financiers que techniques de l'opération.

### **Article 2 - Programme et enveloppe financière**

L'annexe I explicite les principales lignes directrices du programme et constitue la base contractuelle de la présente convention. Il comprend une description résumée des aménagements muséographiques, l'esquisse du projet retenu par un jury, un descriptif sommaire ainsi que le tableau de surface des locaux.

Il est expressément précisé que le tableau de surface contractuel correspond à une déclinaison réduite du projet figurant sur les esquisses. Toutefois, le principe de distribution, les principes constructifs, la nature des matériaux employés restent conformes à l'esquisse. Le plan masse dessiné peut être sujet à des modifications qui dépendront d'une part du remembrement du foncier envisagé d'autre part du tracé définitif du canal de jonction à la mer réalisé par le CRILOBE.

Le programme comprend de surcroît la construction d'un logement de 100 (cent) mètres carrés (terrasse comprise) à construire dans la vallée dans un rayon de 300 mètres du projet principal.

Il est convenu d'accord partie que la présente convention est engagée sur une provision d'études de 17 481 552 FCFP TTC au titre de l'opération n°62.2014 « Aménagement éco-touristique du domaine d'Opunohu ».

Cette provision permet de mener les études de projet, de lancer les consultations pour les différents lots architecturaux et techniques et de choisir les entreprises. Les études muséographiques ne sont pas intégrées dans cette convention.

L'enveloppe financière figurant dans l'annexe n°2 a un caractère provisoire dans la mesure où elle intègre des « provisions » pour la fourniture et la mise en place des équipements muséographiques ainsi que le recours aux énergies renouvelables.

La signature de la présente convention vaut approbation des dispositions décrites dans les annexes repérées n°1 et 2.

Le maître d'ouvrage délégué rendra compte aussi souvent que nécessaire au maître d'ouvrage pour solliciter ses instructions ainsi que ses arbitrages permettant de fixer la nature des aménagements muséographiques ainsi que le recours aux technologies vertes et par voie de conséquence de confirmer ou d'infirmier l'estimation prévisionnelle.

Le maître d'ouvrage peut par ailleurs apporter en cours d'exécution de la présente convention toute modification au programme de travaux qu'elles aient ou non des conséquences sur l'enveloppe financière.

Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage établit conjointement avec le mandataire, la nature des modifications envisagées, leurs coûts, les conditions de paiement et de réalisation de ces travaux. En tout état de cause, si ces modifications portent atteinte à l'économie de la convention, elles feront l'objet d'un avenant à la présente convention. Dans le cas contraire, un simple procès-verbal cosigné des contractants formalisera les modifications décidées par le maître d'ouvrage.

### **Article 3 - Mission du mandataire**

La mission du mandataire porte sur le suivi de l'exécution du programme de l'opération déléguée.

A ce titre, la mission du mandataire porte sur les obligations suivantes :

#### **Gestion technique et administrative :**

- La définition des conditions administratives et techniques dans lesquelles l'opération sera étudiée et réalisée ;
- l'organisation et la mise en œuvre des procédures de consultation et de sélection des maîtres d'œuvre, des entreprises, des fournisseurs et de tout autre intervenant dans le respect des dispositions du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- La signature et la gestion des marchés de toute nature utiles au bon déroulement de l'opération ;
- Le suivi et le contrôle de l'exécution des prestations et travaux ;
- L'agrément des sous-traitants ;
- Le choix des prestataires divers et notamment des contrôleurs techniques ;
- Les demandes d'autorisations administratives et leur suivi ;



**Gestion financière et comptable :**

- L'établissement et la mise à jour périodique du bilan financier prévisionnel de l'opération ;
- La mise à jour périodique de l'échéancier prévisionnel de dépenses et recettes ;
- L'établissement des dossiers de demande périodique de remboursement des débours comportant toutes les pièces justificatives nécessaires et leur transmission au maître d'ouvrage ;
- L'établissement du dossier de clôture de l'opération et sa transmission pour approbation au maître de l'ouvrage.

Sous le contrôle du maître d'ouvrage, le mandataire assure le suivi juridique de l'opération et des procédures contentieuses pouvant naître, et ce jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

En outre, il mène et propose au maître d'ouvrage toute procédure transactionnelle visant au règlement amiable des litiges survenus à l'occasion de l'exécution de l'opération.

**Article 4 - Avances et dépenses**

Pour la réalisation de la mission d'études, aucune avance ne sera versée au mandataire.

Le maître d'ouvrage remboursera dans le mois de l'émission du titre de paiement au mandataire les sommes engagées et frais payés par ordre et pour son compte dans le cadre des missions définies par le présent contrat, les sommes étant exigibles au fur et à mesure de l'avancement des études et des travaux selon l'échéancier visé à l'article 5.

Il est convenu d'accords partis que les frais financiers qui résulteraient des retards de paiement du maître d'ouvrage seraient, sur présentation des justificatifs utiles, pris en charge par ce dernier.

**Article 5 - Caractéristiques du décompte périodique**

Tous les trois mois, le mandataire adressera au maître d'ouvrage un état des comptes en recettes et dépenses pour que le maître d'ouvrage puisse établir les règlements correspondant dans les délais évoqués ci-dessus. Le mandataire adressera au maître d'ouvrage toutes les pièces justificatives correspondant à l'état trimestriel évoqué ci-dessus dûment visé par ses soins : ordre de service, factures, état et tous documents utiles à l'établissement du décompte périodique ou définitif.

Les relevés comptables (mandats et ordres de recettes) seront dûment visés par Monsieur le trésorier des établissements publics, comptable assignataire de l'établissement.

Il est convenu d'accords partis que les frais financiers qui résulteraient des retards de paiement du maître d'ouvrage seraient, sur présentation des justificatifs utiles, pris en charge par ce dernier.

**Article 6 - Contrôle du maître d'ouvrage - Quitus**

Le mandataire s'engage à faciliter tout contrôle que le maître d'ouvrage pourrait souhaiter sur la mission confiée et mettre à la disposition de ce dernier tous les rapports d'étude et d'expertise commandés dans le cadre de la présente convention.

A l'issue des travaux, le mandataire s'engage à remettre au maître d'ouvrage un rapport de synthèse qui comportera tous les aspects juridiques, financiers et techniques du projet.

Le mandataire établira le décompte définitif, s'assurera de la conservation de l'ensemble des rapports d'étude et d'expertise remis dans le cadre de la mission et tous documents utiles avant la délivrance du quitus par le maître d'ouvrage.

**Article 7 - Rémunération du mandataire**

La rémunération du mandataire est fixée à 6%, hors taxe sur la valeur ajoutée, des dépenses engagées à hauteur de la provision déterminée selon les modalités définies à l'article 2 ci-dessus. Cette rémunération sera ajustée, par avenant, en pourcentage et en montant en fonction de l'enveloppe financière globale.

Elle est calculée trimestriellement en fonction des dépenses réglées au cours de la période considérée et fait l'objet d'une facture majorée de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur au moment de l'émission de la facture. Elle fera l'objet d'un versement dans les mêmes conditions que les remboursements prévus à l'article 4.

Cette rémunération comprend tous les frais occasionnés au mandataire, à l'exclusion des contrats, marchés ou commandes de toute nature passés au nom du mandant.

**Article 8 – Modalités de paiement**

Le paiement est effectué, selon les règles de la comptabilité publique, sur le compte de :  
Le comptable assignataire est le trésorier des établissements publics.

**Article 9 – Imputation budgétaire**

La dépense est imputable au budget d'investissement :

- Budget de la Polynésie française 200
- Exercice 2016
- Sous-chapitre 90401
- AP 62.2014
- AE : 349.2014
- Article 203

## **Article 10 - Résiliation**

### **Résiliation sans faute**

En cas de résiliation de la présente convention pendant la période nécessaire à l'exécution du programme, le maître d'ouvrage sera redevable de l'ensemble des sommes engagées pour son compte ainsi que du paiement de la rémunération du mandataire jusqu'au stade d'interruption de la mission. La résiliation devra être notifiée pour un motif valable et sérieux trois mois avant la prise d'effet. Les règlements ne dispensent pas le maître d'ouvrage du paiement de toutes les sommes qui pourraient être mises à sa charge à titre d'indemnité s'il y a lieu.

### **Résiliation pour faute**

La partie qui entend invoquer à l'encontre de l'autre une faute ou une inexécution de clauses de la présente, devra mettre en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception l'autre partie de remédier à sa carence dans un délai de soixante jours. Passé ce délai, le contrat pourra être résilié après constatation de la carence par simple lettre recommandée avec accusé réception, les conséquences de la résiliation étant à la charge de la partie défaillante.

## **Article 11 - Capacité d'ester en justice**

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester devant les juridictions compétentes, les contractants défaillants ou justifiés fauteurs de troubles. Le mandataire pourra toutefois, dans l'intérêt de l'opération, avec l'accord du maître d'ouvrage, pour la défense de ses intérêts, agir seul ou au côté du maître d'ouvrage, sur autorisation expresse, lorsque ce dernier bénéficie de l'action sauf en cas d'extrême urgence dans l'intérêt de toutes les parties ou pour la conservation des éléments de preuves susceptibles de disparaître auquel cas il pourra agir sans mandat spécial.

## **Article 12 - Litiges**

Il est convenu, qu'en cas de litiges entre les parties, l'option d'un règlement amiable est à privilégier. La médiation peut être envisagée dans ce cas avec l'accord de toutes les parties.

A défaut de règlement amiable, les éventuels litiges liés à l'application ou à l'interprétation de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Papeete.

## **Article 13 - Durée**

La convention est souscrite pour la durée de l'opération. Elle prendra effet à compter de la date de sa notification à TNAD qui interviendra après sa signature par les parties.

La convention s'achèvera à la délivrance du quitus par le maître d'ouvrage.

Cette convention sera résiliée de plein droit si le projet ne peut être réalisé.

**Article 14 - Enregistrement, nombre d'exemplaires**

La présente convention est établie, au jour de la signature, en quatre (4) exemplaires originaux comprenant deux annexes dont 1 TNAD, 1 MTF, 1 CDE, 1 REG. Il est exempté de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Pour la présente convention, les parties font éléction de domicile à :

**Ministère du tourisme et des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement**

B.P. 2551 - 9813 Papeete - Tahiti

Polynésie française

Bâtiment GIE tourisme - quai d'honneur

Tél. : 40 50 88 60, Fax. : 40 50 68 61

Email : [secretariat@tourisme.min.gov.pf](mailto:secretariat@tourisme.min.gov.pf)

**Etablissement public à caractère industriel et commercial**

**« Tahiti Nui Aménagement et Développement »**

B.P. 9030 - 98715 Motu Uta Papeete - Tahiti

Polynésie française

Avenue du Commandant Destremau

Tél. : 40 508 100 - Fax. : 40 508 102

Email : [contact@tnad.pf](mailto:contact@tnad.pf)

Fait à Papeete, le

Pour l'établissement public à caractère  
industriel et commercial Tahiti Nui  
Aménagement et Développement,  
Le Directeur général par intérim

Pour la Polynésie française  
Le Ministre  
du tourisme,  
des transports aériens  
internationaux,  
de la modernisation  
de l'administration  
et de la fonction publique,  
porte-parole du gouvernement

**Claude DRAGO**

**Jean-Christophe BOUISSOU**

## ANNEXE 2

## Construction d'un Ecomusée à MOOREA

désignation	montant HT		montant TTC
<b>Travaux</b>			
Construction 240 000 000			
V.R.D. et parkings 30 000 000			
<b>Total</b>	<b>270 000 000</b>	<b>A</b>	
<b>Maîtrise d'oeuvre de conception et d'exécution hors déconstruction</b>			
ESQ 1 600 000			
APS 3 200 000			
APD 5 100 000			
PRO 6 000 000			
ACT 2 200 000			
VISA 2 800 000			
DET 8 800 000			
AOR 1 900 000			
<b>Total</b>	<b>31 600 000</b>	<b>11,70%</b>	<b>de A</b>
<b>Dépenses annexes</b>			
Etudes, contrôles			
Etudes diverses 3 800 000			
Indemnités concours (hors lauréat soit 2 x 800 000) 1 600 000			
Contrôle et assurance 8 100 000			
Provision pour énergies renouvelables 80 000 000			
Provision pour aménagements muséographiques 89 000 000			
Provision pour aménagement paysager et adaptation du canal 15 000 000			
Déplacement du "Fare" de l'exploitant de la ferme aquacole 20 000 000			
<b>Total</b>	<b>217 500 000</b>	<b>3,00%</b>	<b>de A</b>
<b>Somme à valoir pour divers et imprévus</b>	<b>45 000 000</b>	<b>7,52%</b>	<b>de B2</b>
<b>total</b>	<b>564 100 000</b>		
Provision pour révision de prix base index BTP 00,0			
avr-14 107,570			
avr-15 107,580			
variation annuelle 0,01%			
<b>Provision pour révision de prix ( 1 )</b>	<b>100 000</b>	<b>0,02%</b>	<b>de B2</b>
<b>Total hors RMO en valeur juin 2015</b>	<b>564 200 000</b>	<b>B1</b>	
<b>Rémunération de maîtrise d'ouvrage</b>	<b>33 852 000</b>	<b>6,00%</b>	<b>de B1</b>
<b>Total en valeur juin 2015</b>	<b>598 052 000</b>	<b>B2</b>	
<b>Total opération en valeur "finale"</b>	<b>598 052 000</b>		<b>675 798 760</b>

( 1 ) estimée sur la base d'un début de travaux fin 2015 pour une fin de travaux mi 2017, 0,02% obtenu en extrapolant l'évolution de l'index BTP 00,0 sur la dernière année (dernier indice connu mai 2015).

## Engagement de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée

désignation	montant HT		montant TTC
<b>Etudes et divers</b>			
PRO 6 000 000			
ACT 2 200 000			
<b>Total études initiales</b>	<b>8 200 000</b>		
<b>total valeur juin 2015</b>	<b>8 200 000</b>	<b>8 200 000</b>	
<b>actualisation ( 2 )</b>			
<b>Somme à valoir pour divers et imprévus</b>	<b>500 000</b>		
<b>Total hors RMO valeur juin 2015</b>	<b>8 700 000</b>		
<b>RMO</b>	<b>6 770 400</b>	<b>6 770 400</b>	
<b>RMO - rapport d'analyse des offres ( 3 )</b>	<b>6 770 400</b>	<b>1,200%</b>	<b>de B1</b>
<b>Total phase études PRO ACT</b>	<b>15 470 400</b>		<b>17 481 552</b>

# CONVENTION D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE

## Construction d'un écomusée biodiversité marine d'Opunohu

### Commune de Moorea

#### *Annexe n°1 : Programme technique détaillé*

##### **1 Présentation du projet**

L'Ecomusée de Moorea, ou *Fare Natura*, est un projet de centre d'Education à l'Environnement dont les Initiateurs sont :

- le Centre de Recherches Insulaires et Observatoire de l'Environnement (CRIOBE), dirigé par Dr. Serge Planes, dont les thèmes de recherche portent essentiellement sur l'écologie marine en milieu corallien. Ce centre est affilié à l'EPHE (Ecole Pratique des Hautes Etudes) et au CNRS (Centre National de Recherche Scientifique) ;
- l'association « Te mana o te moana », association loi 1901 de protection de l'environnement marin, présidée par Dr. Cécile Gaspar. Ses actions suivent trois axes principaux qui sont la recherche, la conservation et l'éducation à l'environnement.

Le *Fare Natura* a été imaginé sur le principe d'une Maison de la Nature ; il se positionnera comme un pôle éducatif majeur, par sa capacité à accueillir et former les scolaires et les enseignants. Il représentera également un centre touristique important, par l'absence de structure comparable en Polynésie française et la diversité des thématiques abordées et adaptées au contexte local. Enfin, il participera à valoriser le patrimoine naturel de Polynésie et à vulgariser les recherches existantes sur l'environnement en Polynésie.

L'espace disponible sera organisé en deux grands pôles de découverte :

- la Terre – Te Fenua
- l'Océan – Te Moana.

A l'extérieur, une aire récréative sera aménagée avec la présence de bassins « tactiles » offrant la possibilité de toucher des spécimens vivants.

Les supports d'exposition seront typiques d'une muséographie dite traditionnelle (panneaux, vitrines, maquettes, mobiles suspendus, etc.) ainsi que des supports de haute technologie (jeux interactifs, bornes multimédia, écrans). Il y aura aussi une sélection de spécimens et de supports vivants (aquariums, terrariums, etc.).

Une description des aménagements muséographiques sera transmise par le CRIOBE.

##### **2 Maîtrise d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage de l'opération est la Polynésie française, représentée par le Ministère du Tourisme.

L'établissement Tahiti Nui Aménagement et Développement (TNAD) assurera la maîtrise d'ouvrage déléguée dans le cadre d'une convention passée avec le ministère du tourisme, représenté par le Service du Tourisme.

A ce titre, TNAD sera la personne responsable du marché (PRM).

Le CRIOBE assistera le maître de l'ouvrage pendant la phase de programmation, de conception et de réception des travaux.

### **3 Données de site**

#### **3.1 Le site à aménager**

Le *Fare Natura* sera localisé sur la parcelle dépendant du domaine Opunohu, cadastrée commune de Moorea-Malao, section de commune de Papetoai, section PL n° 29, d'une superficie de 2 hectares 5 ares 45 centiares. Cette parcelle domaniale est affectée au CRIIBE par arrêté N° 598 CM 16 juin 2008.

Une partie de ce terrain est déjà occupé par les locaux du CRIIBE (voir photo aérienne jointe en annexe).

#### **3.2 Données climatiques**

Le *Fare Natura* sera situé dans la baie d'Opunohu à Moorea.

Il est fait application pour le calcul des structures des règles dont la liste non-exhaustive est CM66, AL, CB71, BAEL91 et NV65-67 (zone 4, site exposé) pour tous les travaux.

D'une façon plus générale, la conception et les matériaux retenus seront adaptés aux spécificités du projet en ce qui concerne la climatologie.

Toutes dispositions seront donc prises pour intégrer l'action conjuguée ou antagoniste des précipitations et du soleil, de la mer, des embruns et du vent.

L'ensemble des éléments climatiques du site est supposé connu des concepteurs et ces données sont prises en compte dans l'esquisse du projet.

#### **3.3 Données géotechniques**

Le plan de prévision des risques établi par le service de l'urbanisme indique les risques suivants :

- risque moyen de mouvement de terrain, en lien avec le talus qui délimite la parcelle à l'ouest;
- risque d'inondation faible ;

Concernant le risque de mouvement de terrain, il est recommandé de construire en tenant compte des instabilités potentielles du terrain et des écoulements d'eau.

Même si le risque d'inondation est considéré comme faible, il est recommandé de construire sur vide-sanitaire ou en surélévation par rapport au terrain naturel.

Des reconnaissances géotechniques spécifiques seront indispensables au droit des ouvrages qui seront définis pour l'aménagement.

Après exploitation des données, des campagnes d'essais géotechniques complémentaires pourront être rendues nécessaires.

#### **3.4 Règles d'urbanisme**

La commune de Moorea dispose d'un Plan Général d'Aménagement (PGA). Selon celui-ci, la parcelle concernée (PL n°29) se situe sur le domaine territorial d'Opunohu, classé en zone agricole protégée (NCA).

Le règlement d'urbanisme de cette zone admet « les constructions à vocation touristique », ainsi que « les constructions à caractère culturel ou archéologique, traditionnelles ».

Le concepteur devra se conformer aux dispositions du PGA.



## **4 Objectifs fondamentaux et souhaits du maître d'ouvrage**

### **4.1 Contexte**

La construction d'un écomusée s'inscrit dans le cadre d'un projet plus global imaginé par le CRIOBE. Ce dernier souhaite faire du site une vitrine de la recherche française dans le Pacifique, mais aussi un centre scientifique de référence pour les universités du Pacifique sud. Celui-ci serait articulé autour des trois pôles suivants :

- le pôle de recherche existant ;
- un pôle d'enseignement et de vulgarisation à travers le futur musée de la nature ;
- un pôle d'échange et de conférence permettant d'accueillir des séminaires scientifiques.

La création d'un musée de la nature, objet de ce programme, est née face au constat d'une sollicitation de plus en plus accrue des chercheurs pour la vulgarisation et le transfert de leurs connaissances scientifiques et de leurs recherches.

### **4.2 Objectif des expositions**

Le musée aura donc pour objectif principal de montrer et d'expliquer la nature et les écosystèmes en Polynésie et dans le Pacifique. La trame directrice sera la place de l'Homme dans cette Nature et son avenir ; elle mettra l'écologie au cœur des consciences. L'exposition mettra en valeur la richesse de la culture et de la biodiversité polynésienne en se basant sur les travaux scientifiques, et elle connectera le visiteur à l'écologie durable.

Les publics ciblés sont principalement les touristes et les scolaires. Le CRIOBE estime que le nombre de visiteurs pourrait s'élever à 37 000 par an, soit une moyenne d'environ 100 visiteurs par jour. La salle d'exposition aura une capacité maximale de 100 de personnes, correspondant à l'accueil de 5 classes de 20 élèves.

La visite, prévue pour durer entre 1h et 2h30 en moyenne, abordera les principales sciences de la vie et de la matière (zoologie, botanique, géologie, astronomie, météorologie...) en les vulgarisant par le biais d'explications claires et d'un grand nombre de supports visuels (photographies, objets, maquettes, films).

La durée de la visite a été déterminée pour correspondre le mieux aux exigences des différentes catégories de visiteurs potentiels. Par exemple, les scolaires pourront visiter le centre dans le cadre d'une demi-journée de découverte. Sans être trop longue, la sortie abordera suffisamment de notions pour attirer à la fois des écoles primaires, mais également des collèges, des lycées et des universités.

### **4.3 Parti architectural**

L'architecture devra être originale, novatrice et unique. Le bâtiment devra être un élément marquant du paysage et un signal depuis la route et depuis le lagon tout proche.

Il devra également être vu comme le premier objet d'exposition du musée à observer et à apprécier.

L'architecture devra retranscrire l'objectif premier du musée qui est de promouvoir la nature et son respect. C'est pourquoi, elle devra être « exemplaire » dans son attitude de respect de l'environnement naturel, humain et esthétique, grâce notamment à :

- une intégration paysagère avancée, grâce entre autres à l'utilisation prépondérante de matériaux naturels ;
- une conception architecturale permettant de réduire au maximum les besoins énergétiques ;
- l'installation d'une centrale de production photovoltaïque permettant de compenser la consommation électrique du bâtiment (compensation carbone) ;
- le recours prioritaire à des matériaux issus de filières respectueuses de l'environnement.

Quant à l'emplacement, le musée devra se situer le long du futur canal mentionné précédemment. Un côté du bâtiment sera tourné vers la montagne (talus limitant la parcelle à l'ouest), l'autre côté sera tourné vers la marina du CRIOBE. De plus, une extrémité du bâtiment sera tournée vers le lagon, l'autre extrémité vers le mont Rotui.

Les vues extérieures rappelleront ainsi les deux thématiques principales de l'exposition : la terre et l'océan.

## **5 Programme**

### **5.1 Généralités**

Le maître d'œuvre s'efforcera de proposer un ouvrage qui répond aux problématiques suivantes :

- facilité de réalisation ;
- rapidité de construction ;
- souci de simplification des ouvrages ;
- économie du coût de la construction ;
- durabilité des matériaux ;
- réduction des coûts de maintenance et entretien aisé ;
- flexibilité maximale des ouvrages ;
- économie d'énergie et utilisation optimale des énergies renouvelables ;
- protection des biens et des personnes (incendie, vol).

### **5.2 Les espaces accessibles au public**

#### **5.2.1 L'espace d'accueil**

L'espace d'accueil, à l'entrée du musée, ressemblera à une entrée de musée classique. Elle comportera un comptoir d'accueil où se feront la vente des billets et la distribution de brochures.

L'entrée du bâtiment se situera au niveau de la marina du CRIOBE.

#### **5.2.2 La sortie / boutique de souvenirs**

La visite sera organisée de telle sorte que la sortie se fasse du même côté du bâtiment que l'entrée.

Une boutique de souvenirs sera aménagée à la sortie et les visiteurs devront la traverser avant de sortir définitivement du musée.

L'entrée dans la boutique sera également possible directement de l'extérieur, sans toutefois laisser la possibilité aux clients de pénétrer dans le musée.

Un local de stockage sera à prévoir pour les articles de la boutique.

#### **5.2.3 L'espace d'exposition**

Cet espace d'environ 500 m<sup>2</sup> sera organisé en 2 grands pôles de découverte : la Terre « *Fenua* », et l'Océan « *Moana* ».

La salle d'exposition aura une **capacité maximale de 100 personnes**, correspondant à l'accueil de 5 classes de 20 élèves.

Afin de proposer un centre de l'environnement qui puisse répondre aux attentes et apporter des connaissances à l'ensemble des catégories de visiteurs (scolaires, résidents, touristes, étudiants, scientifiques, ...), la conception du fil conducteur des pôles « *Fenua* » et « *Moana* » s'est axée de façon privilégiée sur la diversité des supports utilisés et sur le côté ludique que ceux-ci pourront représenter. Ainsi, on pourra retrouver un mélange :

- de supports typiques d'une muséographie dite traditionnelle (panneaux, vitrines, maquettes) où la découverte est mise en avant via la lecture et l'observation ;
- de supports plus novateurs (jeux interactifs, bornes multimédia, écrans de télévision) où la découverte sera le fait d'un apprentissage par la participation à une activité ludique ;
- et de supports « vivants » (aquariums, terrariums), essentiels pour captiver l'attention du public.

**Les deux pôles Fenua et Moana sont divisés en quinze thématiques.**

L'agencement des thématiques sera conçu de telle sorte que le visiteur ne visite pas successivement le pôle Fenua puis le pôle Moana, mais passe au contraire d'un pôle à l'autre plusieurs fois durant la visite. Cela permettra d'induire à la visite des thèmes transversaux (tenant à la fois du domaine marin et du domaine terrestre), mais également d'éviter une progression trop linéaire qui consisterait à considérer la partie terre et océan comme deux éléments totalement différents et indissociables. Le passage des thématiques marines aux thématiques terrestres et inversement est donc privilégié dans l'organisation de la visite. De même, plusieurs possibilités de parcours seront données aux visiteurs, ceux-ci ayant le choix de poursuivre sur telle ou telle thématique en fonction de leurs affinités.

Les différentes thématiques et leur agencement sont détaillés dans le rapport de l'association Te Mana o te Moana joint en annexe. Même si les choix muséographiques décrits dans ce rapport ne doivent pas être considérés comme définitifs, notamment sur le choix des supports, il donne une base de travail solide pour la conception du projet.

**Ainsi, l'espace d'exposition ne doit pas être cloisonné et le cheminement du visiteur doit pouvoir se faire de façon relativement libre et intuitive.**

Les différentes thématiques doivent nettement se distinguer par l'ambiance lumineuse et sonore (changement de luminosité, de couleur d'éclairage, de fond sonore, ...). Les seuls cloisonnements éventuellement admis peuvent être des cloisonnements partiels ou des cloisonnements modulables, tels que des panneaux suspendus pouvant également servir de support d'exposition.

De façon générale, cet espace devra être plutôt sombre afin de pouvoir mettre en valeur les différents supports multimédia (écrans, bornes multimédia, ...), mais aussi de pouvoir créer les jeux de lumière qui permettront de différencier les thématiques.

Une attention particulière sera portée sur l'isolation acoustique de cet espace vis-à-vis des bruits générés par l'environnement extérieur afin de préserver les ambiances sonores des différentes thématiques.

**5.2.4 Sanitaires**

Un bloc sanitaire sera judicieusement situé dans le musée.

Il sera séparé en deux parties :

- une partie réservée aux femmes, avec deux sanitaires et deux lavabos ;
- une partie réservée aux hommes, avec deux sanitaires, un urinoir et deux lavabos.

**5.3 Les espaces non accessibles au public**

Les parties non accessibles au public devront être habilement intégrées dans l'architecture afin d'être masquées.

**5.3.1 Espace administratif**

Cet espace comprendra :

- le bureau du directeur du musée de 20 m<sup>2</sup> pouvant contenir un bureau, une table de réunion pour 6 personnes et du mobilier de rangement ;
- un local de reprographie de 12m<sup>2</sup>. Cette pièce constitue également une réserve d'espace : elle pourra aussi bien être utilisée comme espace de rangement que comme un bureau qui pourra accueillir jusqu'à deux postes de travail ;
- des sanitaires pour le personnel : un sanitaire réservé aux hommes et l'autre réservé aux femmes, disposant chacun d'un wc, d'un lavabo simple, d'un vestiaire et d'un urinoir pour les hommes.

Ces locaux devront respecter la réglementation du code du travail.

### 5.3.2 Salle technique

Le bâtiment devra intégrer une salle technique qui servira essentiellement à l'entretien des aquariums, et accessoirement à la maintenance courante du musée et au rangement du petit matériel.

Ainsi, elle pourra être constituée d'une seule et même pièce, ou divisée en plusieurs pièces.

Elle devra impérativement se situer à l'arrière des aquariums encastrés, visibles dans l'espace d'exposition. Dans cette salle se trouveront d'une part les équipements disgracieux des aquariums tels que pompes et filtres, et d'autre part tout le matériel nécessaire à leur entretien. Quelques bassins (bassins d'appoint déplaçables) y seront également disposés afin de préparer les poissons en vue de leur exposition ou de soigner les spécimens malades.

**NB : l'apport d'eau de mer pour le remplissage des aquariums se fera par le biais de tuyaux de captage qui pomperont l'eau dans la baie d'Opunohu.**

Il est important de noter qu'étant donné son utilisation, l'hygrométrie de cette salle est très élevée : la ventilation devra être adaptée.

Compte tenu de son utilisation, cette salle devra impérativement être en rez-de-chaussée. De plus, elle doit être correctement ventilée, et présenter un revêtement de sol résistant de type industriel. La ventilation sera naturelle de façon privilégiée.

### 5.3.3 Salle du personnel

Un espace d'environ 20 m<sup>2</sup> sera aménagé pour le personnel. Il servira de vestiaire et de cafétéria. Y seront installés une table (6 personnes), des casiers pour le rangement des effets personnels et des appareils électroménagers (micro-ondes, réfrigérateur).

**NB : Le musée emploiera à terme 6 personnes, directeur compris.**

## 5.4 Tableaux des surfaces

LOCAUX	Surfaces utiles en m <sup>2</sup>
<b>Les espaces accessibles au public</b>	
Entrée ( <i>surface déterminée par la conception</i> )	-
Boutique (sortie)	75
Espace d'exposition (à titre indicatif)	500
Sanitaires ( <i>surface déterminée par le concepteur</i> )	-
<b>Les espaces non accessibles au public</b>	
<i>L'espace administratif</i>	
Bureau du directeur	20
Bureau d'appoint mitoyen	12
Sanitaires mitoyens ( <i>surface déterminée par le concepteur</i> )	-
Salle technique ( <i>surface déterminée par le concepteur</i> )	-
Salle du personnel	20
<b>TOTAL GENERAL m2</b>	<b>≈ 630</b>

## **6 Aires extérieures**

Une terrasse couverte sera aménagée dans le prolongement du bâtiment, du côté de la baie d'Opunohu (soit à l'opposé de l'entrée du musée).

Cette aire constituera un prolongement de l'exposition grâce à des bassins tactiles. Ce sont des bassins surélevés, de faible profondeur, permettant aux visiteurs, et particulièrement aux enfants, d'observer et de rentrer en contact avec les animaux marins.

Les bassins tactiles seront au nombre de deux :

- un bassin permettant d'observer et de rentrer en contact avec des habitants du récif corallien : des invertébrés tels que crustacés, échinodermes et mollusques, et des poissons lagonaux. Les dimensions indicatives de ce bassin seront les suivantes :
  - Longueur : 4 m ;
  - Largeur : 2 m ;
  - Hauteur : 50 cm ;
  - Surélévation : 50 cm.
- un bassin aux raies : ce bassin sera circulaire de grande taille, peuplé d'animaux plus imposants et notamment de raies pastenagues, de rémoras et de carangues. Les dimensions indicatives de ce bassin seront les suivantes :
  - Diamètre : 5m ;
  - Hauteur : 70 cm ;
  - Surélévation : 30 cm.

Les bassins devront être alimentés en eau de mer et oxygène.

Autour de cette terrasse pédagogique sera aménagée une aire extérieure de pique-nique, avec mise à disposition de 5 tables pour 6 personnes.

## **7 Aspects énergétiques**

### **7.1 Consommations énergétiques du bâtiment**

Dans un souci de propreté des locaux, de préservation du matériel (notamment multimédia) et de confort des usagers, l'air sera conditionné.

En climat tropical, les systèmes de climatisation, de ventilation et de conditionnement d'air (CVCA) représentent 50 à 70 % de la consommation d'électricité des bâtiments. C'est donc un point clé pour limiter les consommations énergétiques des bâtiments.

Ainsi, la conception architecturale devra s'attacher particulièrement à limiter les consommations énergétiques liées au conditionnement de l'air (isolation thermique, évitement des phénomènes de ponts thermiques, protection contre le rayonnement solaire, etc.). Ceci ira de pair avec le choix d'un système de CVCA performant.

Un système de conditionnement d'air pourra être évité dans les espaces qui n'en nécessitent pas à condition qu'ils soient parfaitement isolés des autres espaces. Cela pourrait par exemple être le cas pour la salle technique.

## **7.2 Production photovoltaïque**

Selon le souhait du maître d'ouvrage, et dans un souci de respect de l'environnement, il sera installé une centrale solaire photovoltaïque, dimensionnée pour compenser la consommation d'électricité du musée, c'est-à-dire que la centrale devra produire autant de kWh que le bâtiment n'en consomme (compensation carbone).

Par conséquent, une partie de la production photovoltaïque sera directement autoconsommée, tandis que les surplus de production seraient réinjectés sur le réseau public de distribution.

Du point de vue architectural, cela nécessite que le pan de toiture le plus propice à l'installation, côté canal (orientation Nord / Nord-Est) soit conçu dans cette perspective : charpente et couverture résistantes, et pente inférieure ou égale à 20°.

Il est important de rappeler ici que, malgré la présence d'un générateur solaire, des efforts particuliers seront faits en amont sur la conception du bâtiment pour limiter au mieux la consommation d'électricité.

## **8 Voirie et réseaux divers**

### **8.1 Données générales**

Les travaux d'aménagement de voirie extérieurs à la parcelle et notamment ceux permettant l'accès au musée depuis la route de ceinture ainsi que l'acheminement des réseaux (eau, électricité, téléphone) jusqu'en limite de parcelle sont exclus du champ de l'étude.

A contrario, toutes les autres voiries et réseaux divers situés dans l'emprise de la parcelle et nécessaires au bon fonctionnement du projet sont inclus dans le programme.

Les quatre types de réseaux nécessaires pour la viabilisation du bâtiment sont :

- le réseau électrique dont l'EDT est le concessionnaire ;
- le réseau téléphonique dont l'OPT est le concessionnaire ;
- le réseau d'adduction d'eau potable dont la commune de Moorea-Maiao est le responsable ;
- le réseau incendie dont les pompiers communaux de Moorea et la Protection Civile en sont les responsables.

De manière générale, le concepteur devra se rapprocher de ces services afin d'exprimer les besoins du projet et de définir les meilleures modalités financières et techniques en terme de raccordement à leurs réseaux existants.

Les réseaux électriques et téléphoniques seront de préférence enterrés en même temps que le réseau d'eau potable afin de participer à l'amélioration du cadre de vie. Le concepteur devra coordonner l'ensemble des réseaux à mettre en œuvre, et notamment leur pose dans une tranchée commune.

### **8.2 Voiries**

#### **8.2.1 Principes**

L'aménagement des voiries se fera en ayant comme objectif principal la sécurité de l'ensemble des utilisateurs de la voirie. Il sera recherché un réseau viaire le plus simple et efficace possible pour une meilleure lisibilité et pour des conditions d'entretien et d'exploitation aisées.

La circulation cycliste fera l'objet d'aménagements spécifiques jusqu'à la zone de stationnement des 2 roues.

Les utilisateurs de la voirie sont principalement les suivants :

- Véhicules légers,
- Piétons,
- Bus et trucks
- Deux roues motorisées,
- Cyclistes,
- Véhicules de secours

#### **8.2.2 Accès**

L'accès au musée se fera directement depuis la route de ceinture le long de la limite ouest de la parcelle, au pied du talus.

Les adaptations sur le réseau routier et les accès seront étudiés en liaison avec le Ministère de l'Équipement en temps utile.

Les accès doivent être conçus pour que les bus et les trucks puissent accéder au parking du musée.

#### **8.2.3 Stationnements**

Des places de parking seront créées pour les employés et les visiteurs, ainsi que pour les bus assurant le transport scolaire. Leur nombre se répartit approximativement comme suit :

- véhicules légers : 20
- bus : 3

Une zone de stationnement pour vélo sera prévue (avec racks à cet effet).

### **8.3 Réseaux**

#### **8.3.1 Alimentation en eau potable**

Les besoins moyens en eau seront à déterminer par le concepteur. Ce dernier devra réaliser toutes les études nécessaires pour le dimensionnement du réseau d'eau potable et de ses infrastructures.

Le concepteur prendra au préalable contact auprès du service hydraulique de la commune pour exprimer les besoins de l'ensemble du projet afin de valider les principes techniques suivants :

- possibilité de raccorder le musée au réseau hydraulique existant ;
- possibilité de raccordement ou de mise en place d'un nouveau réseau incendie selon qu'il en existe déjà ou non.

Le concepteur sera chargé d'assurer la mise en œuvre et le suivi des travaux de génie civil pour la pose de réseaux hydrauliques selon les normes françaises.

Après étude du système de lutte contre l'incendie existant, le concepteur devra définir le nombre et l'implantation des poteaux incendie en bordure de voirie. Ces choix seront arrêtés en concertation avec les services incendie de la mairie.

#### **8.3.2 Alimentation en eau de mer**

Un captage d'eau de mer sera prévu dans la baie d'Opunohu afin d'alimenter les aquariums et les bassins extérieurs.

#### **8.3.3 Eaux pluviales**

L'écoulement actuel des eaux pluviales sur les terrains du CRILOBE se fait par le biais du fossé existant. Le projet du CRILOBE prévoit le creusement d'un bassin, puis d'un chenal vers le lagon. Ces aménagements seront situés juste en aval du fossé, l'écoulement des eaux ne sera donc pas modifié. Aucun aménagement spécifique n'est nécessaire.

### 8.3.4 Réseau EDT

Les réseaux seront positionnés en fourreaux sous trottoir avec chambres de tirage selon les prescriptions des concessionnaires.

Le concepteur devra faire le bilan de puissance de l'ensemble du projet.

Il devra contacter les services techniques d'EDT afin que ces derniers effectuent la conception et le dimensionnement des réseaux Haute et Basse tension nécessaires pour le raccordement au réseau électrique existant et pour le réseau de distribution afin que l'établissement puisse être connecté.

A la suite de la remise du projet technique des réseaux EDT, le prescripteur sera chargé d'assurer la mise en œuvre et le suivi des travaux de génie civil pour la pose des fourreaux TPC en attente pour le tirage des câbles électriques, des chambres de tirage.

Une fois la réception prononcée, ce seront les services travaux de l'EDT qui assureront le tirage des câbles haute et basse tension avec pose des coffrets de raccordement électriques types.

### 8.3.5 Réseau OPT

Les réseaux seront positionnés en fourreaux sous trottoir avec chambres de tirage selon les prescriptions des concessionnaires.

A la différence de l'EDT, la conception des réseaux souterrains devra être réalisée directement par le concepteur qui assurera la mise en œuvre et le suivi des travaux de génie civil (pose des fourreaux PVC, tirage des câbles téléphoniques, boîtiers de raccordement, réalisation des chambres de tirage, etc.).

Les services techniques de l'OPT assureront le branchement du nouveau réseau téléphonique du projet Immobilier à leur réseau existant.

Une fois la réception des ouvrages prononcée, l'OPT assurera la maintenance et l'exploitation du nouveau réseau.

### 8.3.6 Eaux usées

#### ▪ Réseau

La collecte des eaux usées devra être conçue conformément aux fascicules et normes françaises relatives à la conception, réalisation et la réception des réseaux d'assainissement. En particulier, les dispositions du fascicule n°70 du CCTG métropolitain devront être respectées.

L'implantation de regards de branchements, des regards de raccordements devra être expressément situé en dehors des zones privées et zone commune afin de garantir leur accessibilité en tout temps. L'implantation de regard dans les zones de stationnement est à proscrire.

La réception des réseaux devra être précédée d'une inspection caméra et d'un essai d'étanchéité.

#### ▪ Traitement

L'assainissement sera de type individuel.

La filière de traitement devra, à minima, comprendre :

- un poste de dégrillage avec collecte, compactage et ensachage des déchets ;
- un système de traitement à culture fixée (en cas de système de type bio-disques, la charge polluante moyenne ne devra pas être supérieure à 7 g DBO5/m2/j) ;
- un système traitement ou d'épaulsissement des boues (sicité minimale de 50 g/l) afin de limiter le coût d'exploitation de l'installation ;
- un système d'infiltration dans le sol ou à défaut un système de désinfection des eaux traitées avec rejet au milieu naturel selon la norme de rejet de niveau « F ».

Les installations devront être conçues afin de permettre leurs exploitations dans de bonnes conditions d'accessibilité et d'hygiène.

L'implantation d'équipement dans les zones de stationnement est à proscrire.

Un dossier technique détaillant le budget annuel de la filière en précisant les coûts de fonctionnement et d'exploitation des installations devra être fourni par le concepteur.



**ARRETE n° 290 CM du 17 mars 2016 fixant la liste des établissements hôteliers classés admis au bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée et le plafond annuel d'exonération applicable à chaque établissement.**

NOR : SDT1600072AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu la loi du pays n° 2015-16 du 14 décembre 2015 portant diverses mesures fiscales à l'importation pour l'année 2016 ;

Vu la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1992 ;

Vu la lettre n° 908 PR du 12 février 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'avis n° 13-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — La liste des établissements hôteliers classés admis au bénéfice du régime d'exonération de droits et taxes institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée et le plafond annuel d'exonération applicable à chaque établissement pour l'année 2016 sont fixés comme suit :

ETABLISSEMENT	N° TAHITI	PLAFOND D'EXONERATION
<b>ILE DE TAHITI</b>		
INTERCONTINENTAL	032 797 (001)	36 900 000 F CFP
TAHITI RESORT		
LE MERIDIEN TAHITI	428 078 (001)	22 350 000 F CFP

HOTEL TAHITI NUI	698 951 (001)	13 650 000 F CFP
MANAVA SUITE RESORT TAHITI	618 (001)	18 150 000 F CFP
TAHITI PEARL BEACH RESORT	581736 (001)	13 650 000 F CFP
ROYAL TAHITIEN	A27091 (001)	6 000 000 F CFP

**ILE DE TETIAROA**

THE BRANDO	032 797 (005)	5 250 000 F CFP
------------	---------------	-----------------

**ILE DE MOOREA**

INTERCONTINENTAL MOOREA RESORT & SPA	032 797 (002)	21 450 000 F CFP
HILTON MOOREA LAGOON RESORT & SPA	446 708 (002)	15 900 000 F CFP
LES TIPANIERS	049 536 (001)	3 900 000 F CFP
HOTEL HIBISCUS	117 739 (001)	6 000 000 F CFP
MOOREA PEARL RESORT & SPA	575 621 (001)	14 100 000 F CFP
SOFTTEL MOOREA IA ORA BEACH RESORT	042 077 (001)	16 950 000 F CFP

**ILE DE BORA BORA**

INTERCONTINENTAL BORA BORA	032 797 (003)	9 450 000 F CFP
LE MOANA RESORT		
INTERCONTINENTAL BORA BORA RESORT & THALASSO SPA	032 797 (004)	12 000 000 F CFP
HILTON BORA BORA NUI RESORT & SPA	540 443 (001)	18 300 000 F CFP
ST REGIS RESORT BORA BORA	646 810 (001)	13 350 000 F CFP
MAITAI POLYNESIA BORA BORA	385 492 (001)	11 100 000 F CFP
SOFTTEL MOTU BORA BORA	436 758 (001)	4 650 000 F CFP
SOFTTEL BORA BORA BEACH RESORT	054 890 (001)	8 250 000 F CFP
LE MERIDIEN BORA BORA	350 876 (001)	14 700 000 F CFP
FOUR SEASONS RESORT BORA BORA	619 098 (001)	16 050 000 F CFP
BORA BORA PEARL BEACH RESORT & SPA	380 618 (001)	12 000 000 F CFP

**ILE DE RAiatea**

OPOA BEACH	837 104 (001)	1 350 000 F CFP
------------	---------------	-----------------

**ILE DE TAHAA**

TAHAA PRIVATE ISLAND & SPA	410 985 (001)	9 000 000 F CFP
----------------------------	---------------	-----------------

**ILE DE HUAHINE**

ROYAL HUAHINE	119 735 (001)	6 000 000 F CFP
RELAIS MAHANA	092 924 (001)	4 800 000 F CFP

**ILE DE RANGIROA**

MAITAI RANGIROA	688 887 (001)	5 100 000 F CFP
KIA ORA RANGIROA	37 481 (001)	9 750 000 F CFP

**ILE DE TIKEHAU**

TIKEHAU PEARL BEACH RESORT	385 518 (001)	5 550 000 F CFP
----------------------------	---------------	-----------------

**ILE DE NUKU HIVA**

KEIKAHANUI NUKU HIVA PEARL LODGE	418 608 (001)	3 000 000 F CFP
----------------------------------	---------------	-----------------

**ILE DE HIVA OA**

HIVA OA HANAKEE PEARL LODGE	418 590 (001)	2 100 000 F CFP
-----------------------------	---------------	-----------------

Art. 2. — Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre absent :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*

Teva ROHFRTSCH.

**ARRETE n° 291 CM du 17 mars 2016 constatant les index des travaux du bâtiment et des travaux publics pour le mois de février 2016.**

NOR : ISP1600173AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 modifiée portant approbation du code des marchés publics de toute nature, passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 2510 CM du 30 décembre 2010 fixant les règles de variation des prix des marchés publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — Sont constatés pour le mois de février 2016 les index du bâtiment suivants en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	index <sup>a</sup>
<b>0</b>	<b>0</b>	<b>Index général du Bâtiment et des Travaux Publics</b>	<b>BTP 00.0</b>	<b>105,61</b>
<b>1</b>	<b>1</b>	<b>Index général du Bâtiment</b>	<b>BTG 01.0</b>	<b>106,41</b>
11	2	Index général du Gros œuvre	BGO 01.0	105,38
1101	3	Gros œuvre, béton armé sur Tahiti	BGO 02.1	105,73
1102	3	Gros œuvre, béton armé hors Tahiti	BGO 02.2	105,70
1103	3	Charpente métallique	BGO 03.1	103,44
1104	3	Charpente bois	BGO 03.2	110,77
1105	3	Couvertures métalliques	BGO 04.1	105,37
1106	3	Couvertures végétales	BGO 04.2	123,68
1107	3	Étanchéité multicouche bitume	BGO 05.1	107,31
1108	3	Étanchéité multicouche résine	BGO 05.2	108,15
1109	3	Photovoltaïque - Installation en toiture sans Stockage	BGO 06.1	77,63
1110	3	Photovoltaïque - Installation en toiture avec Stockage	BGO 06.2	92,48
<b>12</b>	<b>2</b>	<b>Index général du Second œuvre</b>	<b>BSO 01.0</b>	<b>107,76</b>
1201	3	Revêtement carrelage	BSO 02.1	103,36
1202	3	Revêtement parquet	BSO 02.2	96,62
1203	3	Revêtement souple	BSO 02.3	106,72
1204	3	Menuiseries bois	BSO 03.1	116,95
1205	3	Menuiseries aluminium	BSO 03.2	116,43
1206	3	Plomberie - Installation sanitaire	BSO 04.1	103,38
1207	3	Plomberie - Installation solaire	BSO 04.2	101,10
1208	3	Installation par climatisation individuelle	BSO 05.1	106,00
1209	3	Installation par climatisation centralisée	BSO 05.2	108,36
1210	3	Installation frigorifique	BSO 05.3	110,81
1211	3	Ventilation	BSO 05.4	105,17
1212	3	Installation électrique courant fort	BSO 06.1	107,17
1213	3	Installation électrique courant faible	BSO 06.2	103,36
1214	3	Peinture	BSO 07.0	108,16
1215	3	Travaux d'ingénierie sur Tahiti et Moorea	BSO 08.1	105,73
1216	3	Travaux d'ingénierie hors Tahiti et Moorea	BSO 08.2	106,81

Art. 2. — Sont constatés pour le mois de février 2016 les index des travaux publics suivants en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	index
<b>2</b>	<b>1</b>	<b>Index général des Travaux Publics</b>	<b>TPG 01.0</b>	<b>104,63</b>
<b>21</b>	<b>2</b>	<b>Index général du Génie civil</b>	<b>TGC 01.0</b>	<b>104,51</b>
2101	3	Ouvrage d'art	TGC 02.0	104,89
2102	3	Fondations spéciales terrestres béton	TGC 03.1	108,88
2103	3	Fondations spéciales terrestres métallique	TGC 03.2	105,78
2104	3	Fondations spéciales maritimes béton	TGC 03.3	106,01
2105	3	Fondations spéciales maritimes métallique	TGC 03.4	101,49
2106	3	Dragages maritimes	TGC 04.0	101,52
2107	3	Routes et aéroports, voiries et réseaux divers	TGC 05.0	104,88
2108	3	Travaux d'enrobés avec fourniture de bitume et de granulats sur Tahiti	TGC 06.1	103,67
2109	3	Travaux d'enrobés avec fourniture de bitume et de granulats hors Tahiti	TGC 06.2	104,27
2110	3	Réseaux d'assainissement	TGC 07.1	108,12
2111	3	Station de pompage et de traitement	TGC 07.2	109,73
2112	3	Réseaux sous pression enterrés	TGC 07.3	109,53
2113	3	Travaux d'électrification aériens	TGC 08.1	104,46
2114	3	Travaux d'électrification souterrains	TGC 08.2	109,38
2115	3	Travaux de câblage télécom aériens	TGC 08.3	101,41
2116	3	Travaux de câblage télécom souterrains	TGC 08.4	106,60
<b>22</b>	<b>2</b>	<b>Index général des Travaux Spécialisés</b>	<b>TTS 01.0</b>	<b>105,25</b>
2201	3	Terrassement	TTS 02.1	106,81
2202	3	Enrochement	TTS 02.2	103,58
2203	3	Concassage	TTS 02.3	101,38
2204	3	Dynamitage	TTS 02.4	134,67
2205	3	Sondages et forages	TTS 03.0	108,73
2206	3	Protection Talus - Aménagement par gunitage	TTS 04.1	108,34
2207	3	Protection Talus - Aménagement par grillage de protection	TTS 04.2	106,20
2208	3	Protection Talus - Aménagement par végétalisation	TTS 04.3	113,05
2209	3	Photovoltaïque - Installation complète avec Infrastructure et Stockage	TTS 05.0	98,36

Art. 3. — Sont constatés pour le mois de février 2016 les index fusionnés suivants en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	index
3101	3	Gros œuvre, béton armé	FUSBT 01.0	105,72
3102	3	Etanchéité multicouche	FUSBT 02.0	107,65
3103	3	Plomberie sanitaire	FUSBT 03.0	103,16
3104	3	Ventilation et conditionnement d'air	FUSBT 04.0	107,73
3105	3	Electricité	FUSBT 05.0	106,41
3106	3	Index ingénierie	FUSBT 06.0	106,05
3201	3	Ouvrage d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales	FUSTP 01.0	105,04
3202	3	Terrassements généraux	FUSTP 02.0	105,19
3203	3	Travaux d'enrobés, fabrication et mise en œuvre (avec fourniture de bitume et de granulats)	FUSTP 03.0	103,79
3204	3	Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture	FUSTP 04.0	109,15
3205	3	Réseaux d'électrification	FUSTP 05.0	105,98

Art. 4. — Est constaté pour le mois de février 2016 l'index PSD suivant en base 100 décembre 2010 :

Code	Niveau	Libellé	Abrégé	index
5101	3	Produits et services divers	PSD HT	103,08

Art. 5. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*  
Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 292 CM du 17 mars 2016 relatif à l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de février 2016.**

NOR : ISP1600172AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 239 CM du 14 février 2008 modifié portant création d'un nouvel indice des prix de détail à la consommation des ménages ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est constaté au niveau de 107,11 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de février 2016 (base 100 en décembre 2007).

Art. 2. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*  
Teva ROHFRITSCH.

**ARRETE n° 293 CM du 17 mars 2016 portant création d'un comité de pilotage des archives de la Polynésie française.**

NOR : ARC1620214AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 83-81 du 28 avril 1983 modifiée portant réglementation archivistique en Polynésie française ;

Vu la convention cadre n° 88-5 du 31 mars sur la conservation et la mise en valeur du patrimoine archivistique de la Polynésie française ;

Vu la convention d'application n° 88-6 du 31 mars 1988 à la convention cadre sur la conservation et la mise en valeur du patrimoine archivistique de la Polynésie française, construction d'un centre d'études historiques et de documentation ;

Vu la convention n° 88-7 du 31 mars 1988 modifiée sur la conservation, communication et duplication des archives intéressant la Polynésie française ;

Vu la lettre n° HC 1046 DMME/PMAE/eg du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 1er août 2014 relative au comité de pilotage des archives de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

**Article 1er. — Constitution**

Afin d'assurer le suivi des conditions de l'archivage public en Polynésie française et en application de l'article 32 de la convention n° 88-7 du 31 mars 1988 relatives à la conservation, communication et duplication des archives intéressant la Polynésie française, il est créé un comité de pilotage dénommé "comité de pilotage des archives de la Polynésie française".

**Art. 2. — Missions**

Le comité de pilotage des archives de la Polynésie française est chargé de proposer les grands axes stratégiques nécessaires à la prise en compte et à l'amélioration du traitement archivistique des archives qui procèdent de l'activité des services, des établissements et des organismes publics du pays, des communes et de l'Etat dans l'exercice de leur activité en Polynésie française.

Ces grands axes stratégiques sont proposés au regard des normes applicables et des contraintes technologiques et de moyens liées à la centralisation, au tri, à la restauration, à la conservation, au classement, à l'indexation, à la communication et à la valorisation de l'ensemble des documents publics ou privés, quels que soient leur date, leur forme et leur support matériel, produits ou reçus par toute personne physique et morale, et par tout service ou organisme public ou privé du pays, de l'Etat et des communes en Polynésie française.

A ce titre, le comité est chargé d'orienter, d'étudier et de coordonner toutes opérations techniques permettant de dresser un constat sur la situation générale de l'activité d'archivage, en particulier auprès de l'ensemble des organisations publiques de l'Etat, de la Polynésie française et des communes, de manière à pouvoir ensuite identifier et évaluer les besoins immédiats et futurs à mettre en œuvre en terme d'infrastructures et de moyens financiers, humains et technologiques.

Le comité est également chargé d'examiner toute question relative à la constitution de la bibliothèque et de la médiathèque du pays et de proposer toute mesure propre à satisfaire l'exercice du dépôt légal en Polynésie française.

Il est compétent pour proposer toute solution permettant de garantir la sauvegarde, la sécurité et l'accessibilité des fonds archivistiques patrimoniaux du pays, des communes et de l'Etat.

Il étudie toute proposition visant à faciliter l'échange de contenus numérisés à l'échelon territorial, national, régional ou international.

**Art. 3. — Composition**

Le comité de pilotage est constitué des membres ci-après désignés :

**Co-présidents :**

- le ministre en charge des archives ;
- le secrétaire général du haut-commissariat.

Les co-présidents peuvent se faire représenter par la personne de leur choix.

**Membres :**

- le directeur des moyens et de la modernisation de l'action de l'Etat ;
- le secrétaire général du gouvernement de la Polynésie française ;
- le chef du service du patrimoine archivistique et audiovisuel - Te Piha Faufa'a Tupuna ;
- le représentant du Syndicat pour la promotion des communes.

Chaque membre peut librement se faire représenter aux réunions du comité par une personne de son choix. Le comité peut inviter, à titre consultatif, toute personne qu'il jugera utile.

Art. 4. — *Expertise*

Le comité de pilotage des archives de la Polynésie française peut s'adjoindre, à chaque fois que cela lui paraît nécessaire, l'expertise d'une ou de plusieurs commissions d'études, notamment dans les domaines spécialisés suivants :

- champs d'intervention et périmètre d'action ;
- tableau de gestion et de tri des archives ;
- sécurité, défi numérique et nouvelles technologies ;
- dépôt légal ;
- réutilisation commerciale des fonds d'archives numérisés et propriété intellectuelle ;
- valorisation, action culturelle et éducative ;
- formation des correspondants d'archives ;
- contrôle scientifique et technique ;
- conservation et restauration.

La composition des commissions d'études, de même que la désignation des domaines à étudier sont arrêtées par décision collégiale du comité de pilotage.

Le comité peut consulter des experts de la direction des archives de France, de la Bibliothèque nationale de France, de l'Institut national audiovisuel, du Centre national cinématographique ou de tout autre organisme national, régional ou international reconnu dans leur domaine d'activité respectif.

Art. 5. — *Organisation et fonctionnement*

Le comité de pilotage des archives de la Polynésie française se réunit sur convocation conjointe de ses co-présidents, en tout lieu, au moins deux fois par an.

Son secrétariat est assuré par le service du patrimoine archivistique et audiovisuel - Te Piha Faufa'a Tupuna.

Art. 6. — Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la promotion des langues,  
de la culture, de la communication  
et de l'environnement,*  
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

**ARRETE n° 294 CM du 17 mars 2016 portant diverses modifications du code de la route de la Polynésie française.**

NOR : DTT1620208AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière (code de la route de la Polynésie française) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'article 156-19 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée est modifié ainsi qu'il suit :

1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

"Un rapport d'expertise, établi par un expert automobile agréé auprès de la cour d'appel de Papeete et destiné à vérifier la conformité des dispositifs d'attelage et de freinage installés sur chaque véhicule composant l'ensemble routier avec ceux décrits par le constructeur ou son représentant, doit être fourni à l'appui de la demande de réception prévue à l'article 114" ;

2° Au deuxième alinéa, après le mot : "routiers", sont insérés les mots : ", ainsi que les conditions d'intervention de l'expert automobile mentionné à l'alinéa précédent".

Art. 2. — Le II de l'article 312-12 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée susvisée est rédigé ainsi qu'il suit :

"II - La circulation des petits trains routiers est soumise à autorisation délivrée par le Président de la Polynésie française.

Les services de transport exécutés par les petits trains routiers sur le domaine public, dans le cadre de l'animation touristique ou à l'occasion de manifestations à caractère commercial ou de prestations de service ponctuelles, sont assimilés à des circuits à la place au sens de la réglementation en vigueur.

L'autorisation de circulation précise l'itinéraire pour lequel elle est valable, qui doit emprunter des voies carrossables goudronnées ou bétonnées, ainsi que l'inclinaison maximale et moyenne des portions de route concernées par l'itinéraire. Elle prévoit également la circulation du petit train routier à vide dans le cadre des déplacements liés aux besoins normaux d'exploitation, comme les trajets entre le lieu de stationnement ou de stockage et le lieu de prise en charge, les déplacements pour l'approvisionnement en carburant ou en vue d'effectuer les visites techniques réglementaires.

La délivrance de l'autorisation de circulation est subordonnée à la production d'un règlement de sécurité d'exploitation établi en langue française concernant l'itinéraire du petit train routier qui :

- identifie les points sensibles de l'itinéraire, en particulier les virages, pentes ou obstacles ;
- détermine, le cas échéant, les règles de conduite particulières à observer, comme la limitation de la vitesse ou le comportement du conducteur, notamment à l'approche des intersections ou points sensibles mentionnés à l'alinéa précédent ;
- précise les conditions de chargement des passagers, et notamment la prévention des dépassements de la charge utile de chaque remorque (surcharges), ainsi que les mesures d'urgence à mettre en œuvre en cas d'accident.

Le règlement de sécurité d'exploitation doit être porté à la connaissance du conducteur et conservé en permanence à bord du véhicule tracteur pour rester à sa disposition.

Un arrêté du Président de la Polynésie française précise les modalités de demande et de délivrance de l'autorisation de circulation.

Sur la voie publique, le petit train routier doit circuler avec les feux spéciaux allumés.

Le fait pour tout conducteur, de faire circuler un petit train routier sans respecter les prescriptions du présent article est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

Art. 3.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 295 CM du 17 mars 2016 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire relatives à la réalisation d'un abri paracyclonique dans la commune de Tatakoto, archipel des Tuamotu.**

NOR : DEQ1620172AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— En vue de la maîtrise des parcelles de terre nécessaires à la réalisation d'un abri paracyclonique dans la commune de Tatakoto, il sera procédé :

- 1° A une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique la réalisation visée ci-dessus ;
- 2° A une enquête parcellaire en vue de délimiter exactement les parcelles de terre nécessaires à cette opération.

Art. 2.— Sont désignés en qualité de :

- commissaire enquêteur : M. Ken Khi dit Bernard Siu ;
- commissaire enquêteur suppléant : M. Yvon Chagne.

Le commissaire enquêteur a son siège au bureau foncier de la direction de l'équipement, BP 85, 98713 Papeete.

Art. 3.— Lesdites enquêtes seront ouvertes à compter du 18 mai au 3 juin 2016 dans les bureaux de la mairie de Tatakoto et dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement de Papeete situés dans la vallée de Tipaerui, bâtiment de l'arrondissement infrastructure.

Art. 4.— Le présent arrêté, ainsi qu'un avis faisant connaître au public l'ouverture des enquêtes seront affichés à la porte de la mairie. Ces formalités devront être justifiées par un certificat d'affichage de l'arrêté et par l'exemplaire joint au dossier, de l'avis affiché.

Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents dans au moins un journal diffusé dans tout le territoire et diffusé sur un support radiophonique permettant de couvrir l'ensemble du territoire, une première fois, huit jours au moins avant le début de l'enquête et une seconde fois, durant les huit premiers jours de l'enquête, par les soins de la direction de l'équipement.

Art. 5.— Deux dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprenant une notice explicative, les plans et caractéristiques principales des ouvrages et le coût de l'opération seront déposés :

- un dans les bureaux de la mairie de Tatakoto ;
- le deuxième dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement du 18 mai 2016 au 3 juin 2016 inclus.

Toute personne pourra chaque jour de huit heures à quatorze heures, les samedis, dimanches et jours fériés exceptés, prendre connaissance sur place des pièces déposées et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur dont le siège est indiqué à l'article 2.

Art. 6.— A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé, le maire de la commune de Tatakoto et le directeur de l'équipement procéderont, chacun en ce qui le concerne, sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 5 du présent arrêté, c'est-à-dire le 2 juillet 2016.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur aura énoncé ses conclusions sera déposée à la mairie de Arutua ainsi qu'à la direction de l'équipement.

Art. 7.— Deux dossiers destinés à l'enquête parcellaire resteront également déposés :

- un dans les bureaux de la mairie de Tatakoto ;
- le deuxième dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement pendant le même délai que celui prévu à l'article 5 du présent arrêté c'est-à-dire du 18 mai au 3 juin 2016 inclus.

Toute personne pourra en prendre connaissance dans les mêmes conditions fixées à l'article 5 et consigner éventuellement ses observations concernant les limites des biens à exproprier sur le registre prévu pour la circonstance.

Notification individuelle et collective du dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la mairie de Tatakoto sera faite, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception, aux propriétaires intéressés et s'il y a lieu, au maire de la commune de Tatakoto par la direction de l'équipement.

Art. 8.— Conformément à l'article R. 11-23 du code de l'expropriation, les propriétaires auxquels notification sera faite du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie, seront tenus de fournir les indications relatives à leur identité, ou à défaut, de donner tout renseignement en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

Art. 9.— A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé le maire de la commune de Tatakoto et le directeur de l'équipement procéderont, chacun en ce qui le concerne, sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 5 du présent arrêté, c'est-à-dire le 2 juillet 2016.

Art. 10.— Si le commissaire enquêteur propose en accord avec l'expropriant un changement et si le changement rend nécessaire l'expropriation de nouvelles surfaces, avertissement en sera donné dans les mêmes conditions fixées à l'article 7 du présent arrêté. Les propriétaires ou intéressés seront tenus de se conformer aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté.

Pendant un délai de huit jours à dater de l'avertissement suscité, le procès-verbal et les dossiers resteront déposés :

- à la mairie de Tatakoto ;
- au bureau foncier de la direction de l'équipement de Papeete situé dans la vallée de Tipaerui, bâtiment de l'arrondissement infrastructure, les intéressés pourront fournir leurs observations.

A l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur fera connaître dans un délai maximum de huit jours ses conclusions et transmettra le dossier au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Art. 11.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 296 CM du 17 mars 2016 ordonnant l'ouverture de deux enquêtes conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire relatives à la maîtrise des parcelles de terre nécessaires à la réalisation de l'aérodrome de Takapoto dans l'archipel des Tuamotu.**

NOR : DEQ1620209AC

Le Président de la Polynésie française,



Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — En vue de la maîtrise des parcelles de terre nécessaires à la réalisation de l'aérodrome de Takapoto, il sera procédé :

- 1° A une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique la réalisation visée ci-dessus ;
- 2° A une enquête parcellaire en vue de délimiter exactement les parcelles de terre nécessaires à cette opération.

Art. 2. — Sont désignés en qualité de :

- commissaire enquêteur : M. Yvon Chagne ;
- commissaire enquêteur suppléant : M. Ken Khi dit Bernard Siu.

Le commissaire enquêteur a son siège au bureau foncier de la direction de l'équipement, BP 85, 98713 Papeete.

Art. 3. — Lesdites enquêtes seront ouvertes à compter du 23 mai 2016 au 8 juin 2016 dans les bureaux de la mairie de Takapoto et dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement de Papeete situés dans la vallée de Tipaerui, bâtiment de l'arrondissement infrastructure.

Art. 4. — Le présent arrêté, ainsi qu'un avis faisant connaître au public l'ouverture des enquêtes seront affichés à la porte de la mairie. Ces formalités devront être justifiées par un certificat d'affichage de l'arrêté et par l'exemplaire joint au dossier, de l'avis affiché.

Cet avis sera, en outre, inséré en caractères apparents dans au moins un journal diffusé dans tout le territoire et diffusé sur un support radiophonique permettant de couvrir l'ensemble du territoire, une première fois, huit jours au moins avant le début de l'enquête et une seconde fois, durant les huit premiers jours de l'enquête, par les soins de la direction de l'équipement.

Art. 5. — Deux dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprenant une notice explicative, les plans et le coût de l'opération seront déposés :

- un dans les bureaux de la mairie de Takapoto ;
- le deuxième dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement du 23 mai au 8 juin 2016 inclus.

Toute personne pourra chaque jour de huit heures à quatorze heures, les samedis, dimanches et jours fériés exceptés, prendre connaissance sur place des pièces déposées et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur dont le siège est indiqué à l'article 2.

Art. 6. — A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé, le maire de la commune associée de Takapoto et le directeur de l'équipement procéderont, chacun en ce qui le concerne, sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 5 du présent arrêté, c'est-à-dire le 12 juillet 2016.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur aura énoncé ses conclusions sera déposée à la mairie de la commune associée de Takapoto ainsi qu'à la direction de l'équipement.

Art. 7. — Deux dossiers destinés à l'enquête parcellaire resteront également déposés :

- un dans les bureaux de la mairie de Takapoto ;
- le deuxième dans les locaux du bureau foncier de la direction de l'équipement pendant le même délai que celui prévu à l'article 5 du présent arrêté c'est-à-dire du 23 mai au 8 juin 2016.

Toute personne pourra en prendre connaissance dans les mêmes conditions fixées à l'article 5 et consigner éventuellement ses observations concernant les limites des biens à exproprier sur le registre prévu pour la circonstance.

Notification individuelle et collective du dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la mairie de Takapoto sera faite, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception, aux propriétaires intéressés et s'il y a lieu, au maire de la commune associée de Takapoto par la direction de l'équipement.

Art. 8.— Conformément à l'article R. 11-23 du code de l'expropriation, les propriétaires auxquels notification sera faite du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie, seront tenus de fournir les indications relatives à leur identité, ou à défaut, de donner tout renseignement en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

Art. 9.— A l'expiration du délai d'enquête ci-dessus fixé le maire de la commune associée de Takapoto et le directeur de l'équipement procéderont, chacun en ce qui le concerne, sous sa signature, à la clôture du registre et le fera parvenir avec le dossier d'enquête, dans les vingt-quatre heures au commissaire enquêteur. Celui-ci après avoir entendu toutes les personnes susceptibles de l'éclairer sur le projet, fera parvenir l'ensemble des pièces avec son avis sur le projet au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Ces opérations devront être terminées dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 5 du présent arrêté, c'est-à-dire le 12 juillet 2016.

Art. 10.— Si le commissaire enquêteur propose en accord avec l'expropriant un changement et si le changement rend nécessaire l'expropriation de nouvelles surfaces, avertissement en sera donné dans les mêmes conditions fixées à l'article 7 du présent arrêté. Les propriétaires ou intéressés seront tenus de se conformer aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté.

Pendant un délai de huit jours à dater de l'avertissement suscité, le procès-verbal et les dossiers resteront déposés :

- à la mairie de Takapoto ;
- au bureau foncier de la direction de l'équipement de Papeete situé dans la vallée de Tipaerui, bâtiment de l'arrondissement infrastructure, les intéressés pourront fournir leurs observations.

A l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur fera connaître dans un délai maximum de huit jours ses conclusions et transmettra le dossier au Président de la Polynésie française (direction de l'équipement).

Art. 11.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

# **ARRETE n° 297 CM du 17 mars 2016 relatif à la représentativité des organisations syndicales de salariés au niveau de la Polynésie française.**

NOR : TRA1600165AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 2011-15 du 4 mai 2011 modifiée relative à la codification du droit du travail, et notamment les articles LP. 2221-1 et suivants du code du travail ;

Vu les articles A. 2221-1 à A. 2221-12 du code du travail relatifs aux modalités d'appréciation de la représentativité et à la commission de validation des résultats des élections professionnelles ;

Vu le compte-rendu de la commission de validation des résultats des élections professionnelles en date du 15 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le seuil fixé aux articles LP. 2221-2 et LP. 2221-3 du code du travail s'élève, compte tenu des résultats des élections des délégués du personnel, titulaires et suppléants, des années 2014 et 2015, à 1 807 voix (soit 903,5 voix en moyenne annuelle.)

Art. 2.— Sont reconnues représentatives au niveau de la Polynésie française, les organisations syndicales de salariés ci-après, classées en fonction du nombre de voix obtenues aux élections des délégués du personnel, titulaires et suppléants, des années 2014 et 2015 :

- 1° Confédération des syndicats des travailleurs de Polynésie/Force ouvrière (CSTP/FO) : (11 999 voix, soit 33,21 % des suffrages 2014 et 2015) ;
- 2° Confédération des syndicats indépendants de Polynésie (CSIP) : (6 438 voix, soit 17,82 % des suffrages 2014 et 2015) ;
- 3° Confédération A Ti'a I Mua : (6 292 voix, soit 17,42 % des suffrages 2014 et 2015) ;
- 4° Confédération Otahi : (3 904 voix, soit 10,80 % des suffrages 2014 et 2015) ;
- 5° Confédération O Oe To Oe Rima (3 165 voix, soit 8,76 % des suffrages 2014 et 2015).

Art. 3.— Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organisations syndicales précitées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail, des solidarités  
et de la condition féminine,*  
Priscille Tea FROGIER.

**AVIS n° 298 CM du 17 mars 2016 sur le projet de décret relatif à la création de l'agence nationale de santé publique.**

NOR : DSP1620237AV-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° HC 243 DIRAJ/BAJC/rr du 2 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Emet l'avis suivant :

Article 1er.— Le projet de décret relatif à la création de l'agence nationale de santé publique appelle un avis favorable.

Art. 2.— Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 299 CM du 18 mars 2016 portant application, pour les professions de santé, de l'article 56 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.**

NOR : DRH1600154AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les titres ou diplômes dont l'obtention peut donner lieu au reclassement des fonctionnaires en application de l'article 56 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française sont les suivants :

- le diplôme d'Etat d'infirmier ;
- le diplôme d'Etat d'infirmier de bloc opératoire ;
- le diplôme d'Etat d'infirmier anesthésiste ;
- le diplôme d'Etat de puéricultrice ;
- le diplôme de cadre de santé ;
- le diplôme d'Etat de préparateur en pharmacie ou pharmacie hospitalière ;
- le diplôme d'Etat de kinésithérapeute ;
- le diplôme d'Etat d'aide-soignant ou le titre ou le diplôme permettant l'exercice de la profession d'aide-soignant en Polynésie française ;
- le diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture ;
- le diplôme d'Etat de sage-femme ;
- le diplôme ou le titre permettant l'exercice de la profession de cadre sage-femme sur le territoire français ;
- le diplôme de directeur des soins délivré par l'école des hautes études en santé publique.

Art. 2.— Les modalités de sélection des candidats aux formations pouvant conduire à l'obtention d'un diplôme visé à l'article 1er en application de l'article 56 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française sont fixées ci-dessous :

1° Conditions préalables à la prise en charge de la formation

Après avoir établi les besoins de formation pour l'année à venir dans le cadre de l'article 56 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française, l'autorité compétente doit s'assurer de la date officielle de la vacance du poste sur lequel le reclassement est envisagé et l'inscrire au plan de formation de la structure administrative considérée.

Un appel à candidature est diffusé dans chacune des structures considérées par voie d'affichage et, le cas échéant, auprès des fonctionnaires qui ne sont pas affectés dans ces structures mais peuvent être éligibles au dispositif, par voie électronique. Cet appel à candidature précise la nature et la durée de la formation, indique que l'obtention du titre ou diplôme à son issue peut donner lieu à reclassement dans une catégorie supérieure et la date de clôture des dépôts de dossiers de candidatures.

Après sélection, les candidats sont placés en formation sous réserve de la disponibilité des crédits lors de la réalisation de la formation.

### 2° Conditions d'accessibilité à la formation

Les candidats doivent déposer un dossier complet auprès de la direction de la santé ou du Centre hospitalier de la Polynésie française, composé comme suit :

#### a) Dans tous les cas :

- un projet professionnel rédigé et argumenté par le candidat accompagné d'une lettre de motivation avec avis motivé des supérieurs hiérarchiques et d'un *curriculum vitae* ;
- un état de service justifiant d'une ancienneté de trois ans minimum en qualité de fonctionnaire de la Polynésie française ;

#### b) Pour les formations auxquelles l'inscription est subordonnée à la réussite d'un concours d'entrée :

- le formulaire d'inscription à la formation visée par les supérieurs hiérarchiques ;
- un courrier signé de l'agent sollicitant une autorisation pour participer au concours ;
- un document de confirmation à l'inscription au concours ;

#### c) Pour les formations se déroulant sur plusieurs années :

- la formation ne peut plus être prise en charge au-delà d'un redoublement.

### 3° Sélection des candidats

Au sein de chacune des structures concernées une commission examine les candidatures en vue de sélectionner les candidats en application des critères suivants :

- complétude du dossier ;
- absentéisme au cours des trois dernières années ;
- fiches de notation des trois dernières années ;
- diplômes ou titres détenus par le candidat ;
- formations suivies antérieurement, le cas échéant ;
- durée d'exercice en qualité de "faisant fonction", le cas échéant ;
- coût de la formation retenue comprenant les frais d'inscription et les frais pédagogiques.

Art. 3. — Les commissions de sélection visées à l'article 2 ci-dessus sont composées comme suit :

#### a) Au Centre hospitalier de la Polynésie française :

- le directeur des ressources humaines et des affaires médicales ;
- le responsable du pôle formation ;
- un cadre supérieur de santé désigné par note du directeur ;

- un représentant du personnel soignant désigné par note du directeur ;
- un représentant du personnel médical désigné par note du directeur ;
- un représentant du personnel médico-technique désigné par note du directeur ;
- un représentant du personnel technique et ouvrier désigné par note du directeur ;
- un représentant du personnel administratif désigné par note du directeur ;

#### b) A la direction de la santé :

- le responsable du bureau des ressources humaines et de la formation ou son représentant ;
- le responsable du bureau des professions de santé ou son représentant désigné par note du directeur ;
- un cadre de santé d'une structure de soins hospitalière ou extra hospitalière ou son représentant désigné par note du directeur ;
- un représentant du cadre d'emplois considéré désigné par note du directeur.

Art. 4. — Les commissions visées à l'article ci-dessus rendent un avis à la majorité des voix exprimées. Elles peuvent délibérer valablement dès lors que la moitié au moins de leurs membres est présente.

Ces avis sont transmis au directeur de la structure administrative concernée.

Art. 5. — L'arrêté n° 599 CM du 26 juin 2006 fixant la liste des titres et des diplômes pouvant donner lieu au reclassement des fonctionnaires est abrogé.

Art. 6. — Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du tourisme,  
des transports aériens internationaux,  
de la modernisation de l'administration  
et de la fonction publique,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**AVIS n° 300 CM du 18 mars 2016 sur le projet de décret relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire.**

NOR : SGG1620227AV-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° 190 DIRAJ du 18 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Emet l'avis suivant :

Article 1er. — Le projet de décret relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire appelle un avis favorable sous réserve des observations suivantes :

Pour assurer une bonne lisibilité des nouvelles dispositions de fond, rendues applicable en Polynésie française par le projet de décret, il serait souhaitable de modifier parallèlement, dans les titres consacrés aux "Dispositions particulières applicables aux communes de Polynésie française", les articles D. 2573-30 et D. 5842-5 afin de préciser que les nouveaux articles D. 2312-3 et D. 5211-18-1 sont applicables en Polynésie française.

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

**AVIS n° 301 CM du 18 mars 2016 sur le projet de décret relatif à la mise en ligne de documents des collectivités territoriales.**

NOR : SGG1620230AV-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° 190 DIRAJ du 18 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Emet l'avis suivant :

Article 1er. — Le projet de décret relatif à la mise en ligne de documents des collectivités territoriales appelle un avis favorable.

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

**AVIS n° 303 CM du 18 mars 2016 sur le projet relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et à l'organisation du Conseil national des activités privées de sécurité.**

NOR : DAE1620165AV-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° HC 202 DIRAJ/BAJC/lc du 19 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 mars 2016,

Emet l'avis suivant :

Article 1er. — Le projet de décret relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité et à l'organisation du Conseil national des activités privées de sécurité appelle un avis favorable.

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Edouard FRITCH.

**ARRETES DU PRESIDENT  
DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**

**MINISTERE DU TOURISME,  
DES TRANSPORTS AERIENS INTERNATIONAUX,  
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**ARRETE n° 2163 MTF/DGRH du 18 mars 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016.**

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-229 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1895 CM du 28 décembre 2007 relatif aux examens professionnels d'accès au grade d'agent de bureau principal et d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 998 MTF/DGRH du 8 février 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016,

#### Arrête :

Article 1er. — Sont nommées membres du jury de l'examen professionnel susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- M. Gérard Vanizette, représentant le directeur des ressources humaines, *président* ;
- Mme Charlotte Teraiarue, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;
- Mme Chantal Howan épouse Serra, directrice des transports terrestres ;
- Mme Carmella Puupuu épouse Temarii, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des agents de bureau.

Art. 2. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur des ressources humaines,  
Bruno LONJON.

**MINISTERE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,  
DE L'ECONOMIE BLEUE,  
DE LA POLITIQUE NUMERIQUE  
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

**RECTIFICATIF n° 2157 ME/DAE du 17 mars 2016 à l'arrêté n° 186 ME/DAE du 12 janvier 2016 portant extension de 25 dépôts portant sur l'enregistrement de 37 dessins et modèles français.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", notamment son article LP. 138 ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée “La propriété industrielle”, et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l’INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l’Institut national de la propriété industrielle relatif à l’extension des titres de propriété industrielle (accord d’extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle n° 2015-25 du 4 décembre 2015 ayant publié les dépôts n° 2015 3435 comportant 4 modèles, n° 2015 5236 comportant 1 modèle, n° 2015 4595 comportant 1 modèle, n° 2015 0210 comportant 2 modèles, n° 2015 3894 comportant 1 modèle, n° 2015 4238 comportant 2 modèles, n° 2015 5127 comportant 1 modèle ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle n° 2015-26 du 18 décembre 2015 ayant publié les dépôts n° 2015 4228 comportant 1 modèle, n° 2015 4637 comportant 1 modèle, n° 2015 4610 comportant 2 modèles, n° 2015 3944 comportant 1 modèle, n° 2015 3945 comportant 1 modèle, n° 2015 3948 comportant 1 modèle, n° 2015 3949 comportant 1 modèle, n° 2015 3950 comportant 1 modèle, n° 2015 3951 comportant 1 modèle, n° 2015 3952 comportant 1 modèle, n° 2015 3953 comportant 1 modèle, n° 2015 3041 comportant 1 modèle, n° 2015 3943 comportant 1 modèle, n° 2015 3946 comportant 1 modèle, n° 2015 3947 comportant 1 modèle ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle n° 2015-27 du 31 décembre 2015 ayant publié les dépôts n° 2015 4596 comportant 6 modèles, n° 2015 5725 comportant 1 modèle, n° 2015 4646 comportant 2 modèles ;

Vu l’arrêté n° 186 MEI/DAE du 12 janvier 2016 portant extension de 25 dépôts portant sur l’enregistrement de 37 dessins et modèles français,

Arrête :

Article 1er. — Dans le titre de l’annexe à l’arrêté n° 186 MEI/DAE du 12 janvier 2016 susvisé, *au lieu du* chiffre : “28” ; *lire* : le chiffre “37”.

Dans l’annexe à l’arrêté n° 186 MEI/DAE du 12 janvier 2016 susvisé, au lieu de “BOPI n° 2015-49 du 4 décembre 2015”, “BOPI n° 2015-50 du 18 décembre 2015” et “BOPI n° 2015-51 du 31 décembre 2015”, il convient de lire “BOPI n° 2015-25 du 4 décembre 2015”, “BOPI n° 2015-26 du 18 décembre 2015” et “BOPI n° 2015-27 du 31 décembre 2015”.

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**RECTIFICATIF n° 2158 du 17 mars 2016 à l’arrêté  
n° 9244 MEI/DAE du 15 octobre 2015 portant  
reconnaissance de 208 titres de propriété industrielle  
délivrés par l’Institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, de l’économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l’assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d’autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d’autonomie de la Polynésie française ;

Vu l’arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l’arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l’économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l’assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l’arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé “direction générale des affaires économiques” ;

Vu l’arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l’arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé “direction générale des affaires économiques” ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu’applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée “La propriété industrielle”, et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l’INPI ;

Vu l’arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l’article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée “propriété industrielle” ;

Vu l’arrêté n° 9244 MEI/DAE du 15 octobre 2015 portant reconnaissance de 208 titres de propriété industrielle délivrés par l’Institut national de la propriété industrielle,

Arrête :

Article 1er.— Dans le tableau annexé à l'arrêté n° 9244 MEI/DAE du 15 octobre 2015 susvisé :

- dans la colonne intitulée "date de dépôt de la demande d'enregistrement auprès INPI", à la ligne relative à la marque n° 3374803, *au lieu de* : "29 août 2015" ; *lire* : "9 août 2015" ;
- dans la colonne intitulée « nom du titulaire/déposant du titre », aux lignes relatives aux marques n° 95589493 et n° 95589494, *au lieu de* : "Viking office productions, INC" ; *lire* : "Viking office products, INC".

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**RECTIFICATIF n° 2159 du 17 mars 2016 à l'arrêté n° 9531 MEI/DAE du 2 novembre 2015 portant reconnaissance de 171 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété industrielle" ;

Vu l'arrêté n° 9531 MEI/DAE du 2 novembre 2015, portant reconnaissance de 171 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle,

Arrête :

Article 1er.— Dans le tableau annexé à l'arrêté n° 9531 MEI/DAE du 2 novembre 2015 susvisé :

- dans la colonne intitulée "nom du titulaire/déposant du titre", aux lignes relatives aux marques n° 95595636 et n° 95598334 *au lieu de* : "Compagnie méditerranéenne des cafés" ; *lire* : "Compagnie méditerranéenne des cafés" ;
- dans la colonne intitulée "nom du titulaire/déposant du titre", à la ligne relative à la marque n° 95598333 *au lieu de* : "Compagnie méditerranéenne des cafés société" ; *lire* : "Compagnie méditerranéenne des cafés".

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**RECTIFICATIF n° 2160 du 17 mars 2016 à l'arrêté n° 6675 MEI/DAE du 4 août 2015 rectifié portant reconnaissance de 268 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,



Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété industrielle" ;

Vu l'arrêté n° 6675 MEI/DAE du 4 août 2015 rectifié portant reconnaissance de 268 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle,

Arrête :

Article 1er. — Dans le tableau annexé à l'arrêté n° 6675 MEI/DAE du 4 août 2015 rectifié, susvisé :

- dans la colonne intitulée "nom du titulaire/déposant du titre", à la ligne relative à la marque n° 3364974, *au lieu de* : "Kesa Electricals GIE" ; *lire* : "Etablissements Darty et fils".

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**RECTIFICATIF n° 2161 du 17 mars 2016 à l'arrêté n° 7393 VP/DAE du 8 août 2014 portant extension de 33 marques enregistrées par l'institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", notamment son article LP. 138 ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 7393 VP/DAE du 8 août 2014 portant extension de 33 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle ;

Vu le BOPI n° 2014-24 du 13 juin 2014 ayant publié l'enregistrement des marques dont la Polynésie française a accepté l'extension par arrêté n° 7393 VP/DAE du 8 août 2014 susvisé,

Arrête :

Article 1er. — A la première ligne de l'annexe n° 1 à l'arrêté n° 7393 VP/DAE du 8 août 2014 susvisé :

- *au lieu du* : numéro "4069094" ; *il convient de lire* : "4069150" ;
- *au lieu du* : déposant "Mum & Friends" ; *il convient de lire* : "La mutuelle générale" ;
- *au lieu du* : mandataire "Partenaires pi, Mme Malaurie Pantalacci" ; *il convient de lire* : "Inlex TP expertise" ;
- *au lieu des* : classes de produits et de services "35, 38, 41" ; *il convient de lire* : "35, 36, 44".

Le reste sans changement.

Art. 2. — A la deuxième ligne de l'annexe n° 1 à l'arrêté n° 7393 VP/DAE du 8 août 2014 susvisé, *au lieu du* : numéro "4069097" ; *il convient de lire* : "4069161".

Le reste sans changement.

Art. 3. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**RECTIFICATIF n° 2162 du 17 mars 2016 à l'arrêté n° 7427 MEI/DAE du 31 août 2015 portant reconnaissance de 101 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété industrielle" ;

Vu l'arrêté n° 7427 MEI/DAE du 31 août 2015, portant reconnaissance de 101 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle,

Arrête :

Article 1er. — Dans le tableau annexé à l'arrêté n° 7427 MEI/DAE du 31 août 2015 susvisé :

- dans la colonne intitulée "numéro d'enregistrement par l'INPI", à la ligne relative à la marque n° 95584569, *au lieu de* : "95584569", *lire* : "95584589" ;
- dans la colonne intitulée "nom du titulaire/déposant du titre", à la ligne relative à la marque n° 1336372, *au lieu de* : "Sumitoko Seika Chemicals Co., LTD" ; *lire* : "Sumitomo Seika Chemicals Co., LTD."

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**RECTIFICATIF n° 2176 du 18 mars 2016 à l'arrêté  
n° 289 MEI/DAE du 15 janvier 2016 portant  
reconnaissance de 253 titres de propriété industrielle  
délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété industrielle" ;

Vu l'arrêté n° 289 MEI/DAE du 15 janvier 2016 portant reconnaissance de 253 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle,

Arrête :

Article 1er.— Dans le tableau annexé à l'arrêté n° 289 MEI/DAE du 15 janvier 2016 susvisé :

- la ligne relative à la marque n° 3756801 est supprimée.

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**ARRETE n° 2177 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant  
extension des renouvellements de 62 marques françaises.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-04 du 29 janvier 2016,

# **ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES RENOUVELLEMENTS DE 62 MARQUES FRANCAISES**

**BOPI n° 2016-04 du 29/01/2016**

Date de la déclaration de renouvellement : 5 AOÛT 2015  
Déclarant : NEW BALANCE ATHLETIC SHOE, INC., Société de droit américain selon les lois de l'Etat du Massachusetts, 20 Guest Street, BOSTON, MA 02135, Etats-Unis d'Amérique  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSIDE (Schmit Chretien), M. Morteux Guillaume, 29 rue de Lisbonne, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 323 261  
Marque française  
Signe concerné : ENCAP  
Date du dépôt : 13 SEPTEMBRE 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/23  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 OCTOBRE 2015  
Déclarant : CONVATEC INC, société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 200 Headquarters Park Drive, SKILLMAN, NJ 08558, Etats-Unis d'Amérique  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 500 449  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 325 309  
Marque française  
Signe concerné : DURAHESSIVE  
Date du dépôt : 2 OCTOBRE 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/30  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 5, 10.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 OCTOBRE 2015  
Déclarant : ERAM, Société par actions simplifiée, 49111 SAINTPIERRE-  
MONTLIMART CEDEX  
No SIREN : 388 583 239  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 159 400  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 325 407  
Marque française  
Signe concerné : BUGGY  
Date du dépôt : 3 OCTOBRE 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/23  
Portée du renouvellement

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé, et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 18, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 OCTOBRE 2015  
Déclarant : ERAM, Société par actions simplifiée, 49111 SAINTPIERRE-  
MONTLIMART CEDEX  
No SIREN : 388 583 239  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 159 413  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 325 408  
Marque française  
Signe concerné : BOCAGE  
Date du dépôt : 3 OCTOBRE 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/23  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 18, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 OCTOBRE 2015  
Déclarant : TOTO LTD., Société de droit japonais, No. 1-1, Nakashima 2-chome, Kokurakita-ku, Kitakyushu-Shi, Japon  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mme DOUHAIRE Armelle, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 326 736  
Marque française  
Signe concerné : TOTO  
Date du dépôt : 14 OCTOBRE 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/34  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 9, 11, 19, 21.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 OCTOBRE 2015  
Déclarant : CARREFOUR, société anonyme, 33 Avenue Emile Zola, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT  
No SIREN : 652 014 051  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 428 262  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mme DOUHAIRE ARMELLE, Bâtiment O2, CS 90017, 2 Rue Sarah Bernhardt, 92665 ASNIERES SUR SEINE CEDEX.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 326 987  
Marque française  
Signe concerné : BURGRANDES  
Date du dépôt : 16 OCTOBRE 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/06

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 33.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 9 OCTOBRE 2015

**Déclarant :** Mistral International B.V., Société de droit Néerlandais, Industrieweg 4A, 7641 AT WIERDEN, Pays-Bas

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques :** 186 016 - 485 679

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet Weinstein, M. FRANCOIS Dominique, 176 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 327 860

**Marque française**

**Signe concerné :** MISTRAL

**Date du dépôt :** 22 OCTOBRE 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/28

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 28.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 9 OCTOBRE 2015

**Déclarant :** TENNECO AUTOMOTIVE OPERATING COMPANY Inc., Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 500

North Field Drive, IL 60045 LAKE FOREST, Etats-Unis d'Amérique

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet LAURENT & CHARRAS, M. SCICLUNA Julien, Le Contemporain, 50 Chemin de la Bruyère, 69574 DARDILLY Cedex.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 328 356

**Marque française**

**Signe concerné :** MONROE

**Date du dépôt :** 25 OCTOBRE 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/37

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 12.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 14 OCTOBRE 2015

**Déclarant :** KABUSHIKI KAISHA YASKAWA DENKI, Société régie selon les lois du Japon, 2-1, Kurosaki-shiroishi, Yahatanishi-ku, KITAKYUSHU-SHI FUKUOKA 806-0004, Japon

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 328 771

**Marque française**

**Signe concerné :** Motoman

**Date du dépôt :** 29 OCTOBRE 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/24

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 7.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 14 OCTOBRE 2015

**Déclarant :** LES ROBINETS PRESTO, Société Anonyme, 7, rue Racine, 92120 MONTROUGE

**No SIREN :** 542 091 434

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CABINET VANDER-HEYM, 22 avenue de Friedland, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 329 071

**Marque française**

**Signe concerné :** S

**Date du dépôt :** 31 OCTOBRE 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/39

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 11.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 8 OCTOBRE 2015

**Déclarant :** CONVATEC INC., société organisée selon les lois du Delaware, 200 Headquarters Park Drive, SKILLMAN, NJ 08558, Etats-Unis d'Amérique

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques :** 500 449

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 330 441

**Marque française**

**Signe concerné :** SUR-FIT

**Date du dépôt :** 8 NOVEMBRE 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/36

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 5, 10.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 12 OCTOBRE 2015

**Déclarant :** METRO-GOLDWYN-MAYER STUDIOS INC., Société constituée sous les lois de l'Etat de Delaware, 245 N. Beverly

Drive, Beverly Hills, CALIFORNIA 90210-5317, ETATS-UNIS D'AMERIQUE

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

**Registre National des Marques :** 656 436

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

BOURGEOIS REZAC MIGNON, Avocats à la Cour, 17 Boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 331 051

**Marque française**

**Signe concerné :** ROCKY

**Date du dépôt :** 15 NOVEMBRE 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/39

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 16, 25, 28, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : RADISSON HOTELS INTERNATIONAL, INC., Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, Carlson Parkway, P.O. Box 59159, Minneapolis, 55459-8249 MINNESOTA, Etats-Unis d'Amérique  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : Hirsch et Associés, Selarl d'Avocats, Mme Tévenin Emmanuel, 137 Rue de l'Université, 75008 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 1 331 467  
 Marque française  
 Signe concerné : RADISSON  
 Date du dépôt : 18 NOVEMBRE 1985  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/39  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : PIERRE FABRE DERMATOLOGIE, Société par Actions Simplifiée, 45 Place Abel Gance, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT  
 No SIREN : 409 067 006  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : PIERRE FABRE, S.A., M. ROUSSEAU Pierick, 17 Avenue Jean Moulin, 81106 CASTRES CEDEX.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 1 331 529  
 Marque française  
 Signe concerné : MYCOSTER  
 Date du dépôt : 19 NOVEMBRE 1985  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/36  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : PIN-UP, Société anonyme, 23, avenue Jean Moulin, 75014 PARIS  
 No SIREN : 307 046 730  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET DEGRET, 24, place du Général Catroux, 75017 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 1 332 893  
 Marque française  
 Signe concerné : PIN-UP STUDIOS  
 Date du dépôt : 29 NOVEMBRE 1985  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/32  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : SIKAG, Société de droit suisse, Zugerstrasse 50, 6340 BAAR, Suisse  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 576 277  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : Brandstock Services AG, Mme Morris Laura, Rückertstrasse 1, 80336 MUNICH, Allemagne.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 1 335 849  
 Marque française  
 Signe concerné : SILYGUTT  
 Date du dépôt : 20 DÉCEMBRE 1985  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/41  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 1, 2, 9, 17, 19, 22, 24, 27.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : LEHNING ENTREPRISE, S.A.S., 1-3, rue du Petit Marais, 57640 SAINTE BARBE  
 No SIREN : 343 131 371  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : LEHNING ENTREPRISE, 1-3, rue du Petit Marais, 57640 SAINTE BARBE.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 1 336 380  
 Marque française  
 Signe concerné : VOXPAX  
 Date du dépôt : 27 DÉCEMBRE 1985  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/40  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : LEHNING ENTREPRISE, S.A.S., 1-3, rue du Petit Marais, 57640 SAINTE BARBE  
 No SIREN : 343 131 371  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 34 139  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : LEHNING ENTREPRISE, 1-3, rue du Petit Marais, 57640 SAINTE BARBE.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 1 336 381  
 Marque française  
 Signe concerné : FERUBIA  
 Date du dépôt : 27 DÉCEMBRE 1985  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/41  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 5.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 13 OCTOBRE 2015  
Déclarant : LEHNING ENTREPRISE, S.A.S., 1-3, rue du Petit Marais, 57640 SAINTE BARBE  
No SIREN : 343 131 371  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 34 139  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : LEHNING ENTREPRISE, 1-3, rue du Petit Marais, 57640 SAINTE BARBE.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 336 382  
Marque française  
Signe concerné : CALSIBIA  
Date du dépôt : 27 DÉCEMBRE 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/41  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 5.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 9 OCTOBRE 2015  
Déclarant : The Gillette Company, société de droit américain régie sous les lois du Delaware, One Gillette Park, Boston, MASSACHUSETTS 02127, Etats-Unis d'Amérique  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GEVERS FRANCE, M. PIRASTRU Léonard, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 336 860  
Marque française  
Signe concerné : GILLETTE G II  
Date du dépôt : 3 JANVIER 1986  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/37  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 3.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 9 OCTOBRE 2015  
Déclarant : The Gillette Company, société de droit américain régie sous les lois du Delaware, One Gillette Park, Boston, MASSACHUSETTS 02127, Etats-Unis d'Amérique  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GEVERS FRANCE, M. PIRASTRU Léonard, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 336 861  
Marque française  
Signe concerné : G II  
Date du dépôt : 3 JANVIER 1986  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/37  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 3.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 26 AOÛT 2015  
Déclarant : SAS BOEUF A 6 PATTES – GIF SUR YVETTE, société par actions simplifiée à associé unique, Tour Manhattan, 5/6, Place de l'Iris, 92400 COURBEVOIE  
No SIREN : 317 942 738  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : TAYLOR WESSING – SELAS Valsamidis Amsallem Jonath Flaicher et Associés, 69, Avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 337 725  
Marque française  
Signe concerné : LE BOEUF A 6 PATTES (semi-figurative)  
Date du dépôt : 30 AOÛT 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/35  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 29, 43.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 13 OCTOBRE 2015  
Déclarant : LEHNING ENTREPRISE, S.A.S., 1-3, rue du Petit Marais, 57640 SAINTE BARBE  
No SIREN : 343 131 371  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 312 408  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : LEHNING ENTREPRISE, 1-3, rue du Petit Marais, 57640 SAINTE BARBE.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 344 378  
Marque française  
Signe concerné : SOLUDOR  
Date du dépôt : 26 FÉVRIER 1986  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/46  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 5.

---

Date de la déclaration de renouvellement : 14 OCTOBRE 2015  
Déclarant : BOIRON, Société Anonyme à Conseil d'Administration, 2 Avenue de l'Ouest Lyonnais, 69510 MESSIMY  
No SIREN : 967 504 697  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 428 634  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet PLASSERAUD, Mme MEUNIER-COEUR Isabelle, 235 Cours Lafayette, 69006 LYON.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 385 351  
Marque française  
Signe concerné : VIVRE SA SANTE  
Date du dépôt : 29 NOVEMBRE 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 07/52  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.

**Classes de produits et de services : 5.**

**Date de la déclaration de renouvellement :** 9 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** CHARVET PLACE VENDOME, société par actions simplifiée, 28 place Vendôme, 75001 PARIS  
**No SIREN :** 572 201 937  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET LAVOIX, Mme LEVALET Catherine, 2 place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 9.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 400 863  
**Marque française**  
**Signe concerné :** CHARVET Place Vendôme Cuvée royale  
**Date du dépôt :** 11 OCTOBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/49  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 9 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** CHARVET PLACE VENDOME, société par actions simplifiée, 28 place Vendôme, 75001 PARIS  
**No SIREN :** 572 201 937  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET LAVOIX, Mme LEVALET Catherine, 2 place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 9.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 400 864  
**Marque française**  
**Signe concerné :** CHARVET Place Vendôme Cuvée impériale  
**Date du dépôt :** 11 OCTOBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/49  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 9 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** CHARVET PLACE VENDOME, société par actions simplifiée, 28 place Vendôme, 75001 PARIS  
**No SIREN :** 572 201 937  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET LAVOIX, Mme LEVALET Catherine, 2 place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 9.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 400 865  
**Marque française**  
**Signe concerné :** CHARVET Place Vendôme Cuvée spéciale  
**Date du dépôt :** 11 OCTOBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/49  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 9 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** DISTRIBORG GROUPE, Société anonyme, 217 Chemin du grand Revoyet, 69230 SAINT-GENIS-LAVAL  
**No SIREN :** 970 502 761  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Benhardt, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 594 594  
**Marque française**  
**Signe concerné :** LES BISCUITS DE NATTY  
**Date du dépôt :** 24 OCTOBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/15  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 30.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 29 SEPTEMBRE 2015  
**Déclarant :** COMPTOIR NOUVEAU DE LA PARFUMERIE, société anonyme, 23, rue Boissy d'Anglas, 75008 PARIS  
**No SIREN :** 542 053 285  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 440 465  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 HERMES INTERNATIONAL, Mme de CHAUNAC Annick, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 594 911  
**Marque française**  
**Signe concerné :** KELLY  
**Date du dépôt :** 24 OCTOBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/12  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 15 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** PIERRE FABRE DERMO-COSMETIQUE, Société par Actions Simplifiée, 45 Place Abel Gance, 92100 BOULOGNE  
**No SIREN :** 319 137 576  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 PIERRE FABRE, S.A., M. ROUSSEAU Pierick, 17 Avenue Jean Moulin, 81106 CASTRES CEDEX.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 598 360  
**Marque française**  
**Signe concerné :** KERTYOL  
**Date du dépôt :** 16 NOVEMBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/32  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 8 OCTOBRE 2015



Déclarant : CARREFOUR FRANCE, société par actions simplifiée,  
Route de Paris, Zone Industrielle, 14120 MONDEVILLE  
No SIREN : 672 050 085  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
NOVAGRAAF FRANCE, Mme DOUHAIRE ARMELLE, Bâtiment  
O2, CS 90017, 2 Rue Sarah Bernhardt, 92665 ASNIERES SUR  
SEINE CEDEX.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 601 269  
Marque française  
Signe concerné : ETX INC  
Date du dépôt : 24 NOVEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/46  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 15 OCTOBRE 2015  
Déclarant : HERMES INTERNATIONAL, société en commandite  
par actions, 24, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS  
No SIREN : 572 076 396  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
HERMES INTERNATIONAL, Mme de CHAUNAC Annick, 24, rue  
du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 601 462  
Marque française  
Signe concerné : Montre Clipper (semi-figurative)  
Date du dépôt : 15 DÉCEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/43  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 14.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 OCTOBRE 2015  
Déclarant : SOCIETE DE RECHERCHE COSMETIQUE SARL,  
Société de droit luxembourgeois, 4 Place de Paris, 2314  
LUXEMBOURG, Luxembourg  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 631 274  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
IPSILON BREMA LOYER, Mme TOUILLIER Clémence, Le  
Centralis, 63 avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG LA  
REINE.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 602 259  
Marque française  
Signe concerné : RESULTIME  
Date du dépôt : 21 DÉCEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/30  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 OCTOBRE 2015

Déclarant : SAS ANDRIEU, Société par actions simplifiée, ZA  
Sainte-Croix, 7 allée de Gibélou, 64100 BAYONNE  
No SIREN : 324 294 735  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 649 609  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
IP SPHERE, M. RODHAIN Philippe, 8 cours Maréchal Juin, 33000  
BORDEAUX.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 96 606 276  
Marque française  
Signe concerné : L'ATELIER DU CHOCOLAT  
Date du dépôt : 9 JANVIER 1996  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/43  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 OCTOBRE 2015  
Déclarant : PROSIGN, Société par actions simplifiée à associé  
unique, 8 Rue Jean Mermoz, 78114 MAGNY LES HAMEAUX  
No SIREN : 542 050 406  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
Cabinet HARLE et PHELIP, 14/16 Rue Ballu, 75009 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 96 606 644  
Marque française  
Signe concerné : PROSIGN (semi-figurative)  
Date du dépôt : 18 JANVIER 1996  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 07/08  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 2, 7, 35, 37, 40, 42, 43, 44, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 OCTOBRE 2015  
Déclarant : MATERNA OPERATIONS, Société par actions  
simplifiée, Les Vergers, 2 bis rue d'Armancourt, 60200  
COMPIEGNE  
No SIREN : 501 623 250  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 509 880  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
CABINET HERRBURGER, Mme HERRBURGER Sophie, 115  
boulevard Haussmann, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 96 608 572  
Marque française  
Signe concerné : MATERNA  
Date du dépôt : 31 JANVIER 1996  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/44  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 5, 29, 30, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 OCTOBRE 2015

**Déclarant :** MATERNA OPERATIONS, Société par actions simplifiée, Les Vergers, 2 bis rue d'Armancourt, 60200 COMPIEGNE  
**No SIREN :** 501 623 250  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 509 880  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** CABINET HERRBURGER, Mme HERRBURGER Sophie, 115 boulevard Haussmann, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 96 608 573  
**Marque française**  
**Signe concerné :** FIGURATIVE  
**Date du dépôt :** 31 JANVIER 1996  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/44  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 5, 29, 30, 32.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 9 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** Graine d'Europe, association, 15 Quai Ernest Renaud, 44100 NANTES  
**No SIREN :** 484 928 437  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** Graine d'Europe, Mme Catherine HOSTIOU, 15 Quai Ernest Renaud, 44100 NANTES.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 358 534  
**Marque française**  
**Signe concerné :** Graine d'Europe  
**Date du dépôt :** 12 MAI 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/41  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 16, 28, 41.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 6 JUILLET 2015  
**Déclarant :** Agence Française Abonnement Presse, Société par actions simplifiée, 27 Boulevard de Launay, 44100 NANTES  
**No SIREN :** 482 399 854  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** Parthema 2, Antoine GONTIER, 3, Mail du Front Populaire, 44265 NANTES CEDEX 2.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 368 454  
**Marque française**  
**Signe concerné :** A2Presse  
**Date du dépôt :** 4 JUILLET 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 05/49  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 16, 35, 38, 41.  
 Renouvellement effectué en même temps qu'un nouveau dépôt de la même marque sous une forme modifiée ou pour d'autres produits et services : 15 4 194 745

**Date de la déclaration de renouvellement :** 9 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** Société pour l'Edition Radiophonique Ediradio, Société anonyme, 22 rue Bayard, 75008 PARIS  
**No SIREN :** 775 670 599  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** PROMARK, M. Moreau Nicolas, 62 avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 376 927  
**Marque française**  
**Signe concerné :** L'heure du Jazz  
**Date du dépôt :** 25 AOÛT 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/04  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 9, 16, 25, 28, 38, 41, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 9 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** Société pour l'Edition Radiophonique Ediradio, Société anonyme, 22 rue Bayard, 75008 PARIS  
**No SIREN :** 775 670 599  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** PROMARK, M. Moreau Nicolas, 62 avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 377 554  
**Marque française**  
**Signe concerné :** On Refait Les Courses  
**Date du dépôt :** 30 AOÛT 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/05  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 9, 16, 25, 38, 41, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 5 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** BUZZMAN, Société par actions simplifiée, 22 rue Saint Georges, 75009 PARIS  
**No SIREN :** 492 589 270  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 464 244  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** TAYLOR WESSING – SELAS Valsamidis Amsallem Jonath Flaicher et Associés, 69, Avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 385 369  
**Marque française**  
**Signe concerné :** BUZZMAN  
**Date du dépôt :** 12 OCTOBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/11  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 35, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 OCTOBRE 2015  
Déclarant : OMEGA PHARMA INNOVATION & DEVELOPMENT  
N.V., Société de droit belge, Venecoweg 26, 9810 NAZARETH,  
Belgique  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 654 920 - 654 921  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
CABINET BEAU DE LOMENIE, M. BELENUS Julien, 158 rue de  
l'Université, 75007 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 385 861  
Marque française  
Signe concerné : XL-S DRAINEUR EXPRESS (semi-figurative)  
Date du dépôt : 13 OCTOBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/12  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 OCTOBRE 2015  
Déclarant : SOCIETE DE RECHERCHE COSMETIQUE SARL,  
Société de droit luxembourgeois, 4 Place de Paris, 02314  
LUXEMBOURG, Luxembourg  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 631 274  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
IPSILON BREMA LOYER, Mme TOUILLIER Clémence, Le  
Centralis, 63 Avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG LA  
REINE.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 386 599  
Marque française  
Signe concerné : COLLAGENY  
Date du dépôt : 18 OCTOBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/35  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 3, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 OCTOBRE 2015  
Déclarant : BIOTECHNI, Société par actions simplifiée, Avenue  
du Serpolet, ZI Athelia II, 13600 LA CIOTAT  
No SIREN : 329 072 011  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
CABINET LAVOIX, M. LAUBET-XAVIER Jean-Christophe, 2 Place  
d'Estiennes d'Orves, 75441 PARIS Cedex 9.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 386 635  
Marque française  
Signe concerné : ANATOMIX  
Date du dépôt : 18 OCTOBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/12  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 10.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 OCTOBRE 2015  
Déclarant : AEDIS, SARL, 72 Avenue Raymond Poincaré, 03200  
VICHY  
No SIREN : 345 257 026  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
AVOCAT, Mme EYZAT Florence, 42 avenue Julien, 63000  
CLERMONT-FERRAND.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 386 762  
Marque française  
Signe concerné : LE COMPAGNON DU SAVOIR  
Date du dépôt : 14 OCTOBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/13  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 9, 16, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 OCTOBRE 2015  
Déclarant : GROUPE FOREST HILL, SA, 75 rue de Villiers, 92200  
NEUILLY SUR SEINE  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
Mme BELLESORT JULIE, 22 AVENUE DE FRIEDLAND, 75008  
PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 386 948  
Marque française  
Signe concerné : PACHA FRIENDS  
Date du dépôt : 19 OCTOBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/12  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 9, 16, 41, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 OCTOBRE 2015  
Déclarant : SPBI, Société anonyme, Parc d'Activités de  
l'Eraudière, 85170 DOMPIERRE-SUR-YON  
No SIREN : 491 372 702  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 523 251  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
SANTARELLI, 49, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 388 511  
Marque française  
Signe concerné : (figurative)  
Date du dépôt : 26 OCTOBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/13  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 6, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 16, 18,  
19, 20, 21, 22, 24, 25, 28, 34, 35, 36, 37, 39, 41, 42, 43, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 OCTOBRE 2015  
Déclarant : CARREFOUR, société anonyme, 33 Avenue Emile

Zola, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

No SIREN : 652 014 051

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

NOVAGRAAF FRANCE, Mme DOUHAIRE ARMELLE, Bâtiment O2, CS 90017, 2 Rue Sarah Bernhardt, 92665 ASNIERES SUR SEINE CEDEX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 391 160

Marque française

Signe concerné : Marché + (semi-figurative)

Date du dépôt : 10 NOVEMBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/16

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30, 31, 32, 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 OCTOBRE 2015

Déclarant : LEHNING ENTREPRISE, S.A.S., 1-3, rue du Petit Marais, 57640 SAINTE BARBE

No SIREN : 343 131 371

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LEHNING ENTREPRISE, 1-3, rue du Petit Marais, 57640 SAINTE BARBE.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 392 069

Marque française

Signe concerné : NAUSEPAX

Date du dépôt : 17 NOVEMBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/16

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 OCTOBRE 2015

Déclarant : LEHNING ENTREPRISE, S.A.S., 1-3, rue du Petit Marais, 57640 SAINTE BARBE

No SIREN : 343 131 371

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LEHNING ENTREPRISE, 1-3, rue du Petit Marais, 57640 SAINTE BARBE.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 392 071

Marque française

Signe concerné : ANGIPAX

Date du dépôt : 17 NOVEMBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/16

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 OCTOBRE 2015

Déclarant : VENTE-PRIVEE.COM, Société anonyme à conseil d'administration, 249, avenue du Président Wilson, 93210 LA PLAINE SAINT DENIS

No SIREN : 434 317 293

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET DEGRET, 24, place du Général Catroux, 75017 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 393 310

Marque française

Signe concerné : VENTE-PRIVEE (semi-figurative)

Date du dépôt : 23 NOVEMBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/17

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 35, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 OCTOBRE 2015

Déclarant : Margaritaville Enterprises, LLC, Société organisée sous les lois de l'Etat du Delaware, 256 Worth Avenue, Suite QR, Palm Beach, FLORIDE 33480, Etats-Unis d'Amérique

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 468 904 - 468 905

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 398 445

Marque française

Signe concerné : MARGARITAVILLE

Date du dépôt : 19 DÉCEMBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/21

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 39.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 OCTOBRE 2015

Déclarant : Margaritaville Enterprises, LLC, Société organisée sous les lois de l'Etat du Delaware, 256 Worth Avenue, Suite QR, Palm Beach, FLORIDE 33480, Etats-Unis d'Amérique

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 468 904 - 468 905

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 398 449

Marque française

Signe concerné : JIMMY BUFFETT'S MARGARITAVILLE

Date du dépôt : 19 DÉCEMBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/34

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 35, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 8 OCTOBRE 2015

Déclarant : Margaritaville Enterprises, LLC, Société organisée sous les lois de l'Etat du Delaware, 256 Worth Avenue, Suite QR, Palm Beach, FLORIDE 33480, Etats-Unis d'Amérique

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 468 904 - 468 905  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de  
l'Université, 75007 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 398 450  
Marque française  
Signe concerné : AIR MARGARITAVILLE  
Date du dépôt : 19 DÉCEMBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/21  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 12 OCTOBRE 2015  
Déclarant : SOCIÉTÉ DE RECHERCHE COSMETIQUE SARL,  
Société de droit luxembourgeois, 4 Place de Paris, 02314  
LUXEMBOURG, Luxembourg  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 631 274  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
IPSILON BREMA LOYER, Mme TOUILLIER Clémence, Le  
Centralis, 63 avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG LA  
REINE.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 398 840  
Marque française  
Signe concerné : COLLAGENY C  
Date du dépôt : 20 DÉCEMBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 07/01  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 3, 5, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 OCTOBRE 2015  
Déclarant : TERRITOIRE REDSKINS, Société anonyme, 45,  
avenue Victor Hugo, Bât. 279, 93300 AUBERVILLIERS  
No SIREN : 334 027 992  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
SELAS CASALONGA, 5-7 Avenue Percier, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 400 752  
Marque française  
Signe concerné : R REDSKINS jeans (semi-figurative)  
Date du dépôt : 29 DÉCEMBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/22  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 9, 18, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 14 OCTOBRE 2015  
Déclarant : UNIVÉG KATOPE FRANCE, Société par actions  
simplifiée, 24 rue du Pont des Halles, 94656 RUNGIS CEDEX  
No SIREN : 318 477 528  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 571 375  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
CABINET HERRBURGER, Mme HERRBURGER Sophie, 115  
boulevard Haussmann, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 06 3 401 205  
Marque française  
Signe concerné : KATOPE  
Date du dépôt : 2 JANVIER 2006  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/23  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 5, 29, 30, 31.

Date de la déclaration de renouvellement : 2 OCTOBRE 2015  
Déclarant : EVOL ACTION, SARL, 3 rue du Dr Léonard, 76000  
ROUEN  
No SIREN : 481 650 919  
Déclarant : REBER-ADLER VALERIE, 3 rue du Dr Léonard, 76000  
ROUEN  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
EVOL ACTION, Mme REBER-ADLER Valérie, 3 rue du Dr Léonard,  
76000 ROUEN.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 401 354  
Marque française  
Signe concerné : EVOL ACTION  
Date du dépôt : 26 DÉCEMBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/23  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 19 AOÛT 2015  
Déclarant : GROUPE CANAL+, Société anonyme à directoire et  
conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 93130 ISSY-  
LESMOULINEAUX  
No SIREN : 420 624 777  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 394 286 - 497 610 - 621 531  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
BRANDSTORMING, Mme ARTUPHEL Emilie, 11 rue Lincoln,  
75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 598 974  
Marque française  
Signe concerné : MEDIABOX  
Date du dépôt : 23 NOVEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/52  
Portée du renouvellement  
Renouvellement limité aux produits et services suivants :  
Appareils et instruments scientifiques (autres qu'à usage  
medical), nautiques, géodésiques, photographiques,  
cinématographiques, optiques, de pesage, de mesurage, de  
signalisation, de contrôle (inspection), de secours (sauvetage),  
appareils et instruments pour la conduite, la distribution, la  
transformation, l'accumulation, le réglage ou la commande du  
courant électrique ; appareils et instruments d'enseignement ;  
appareils et instruments pour l'enregistrement, la transmission,

la reproduction, le stockage, le cryptage, le decryptage, la transformation, le traitement du son ou des images ; appareils et instruments audiovisuels, de telecommunication, telematique, televiseurs, magnetophones, magnetoscopes, appareils de radios, projecteurs, auto radios, antennes, antennes paraboliques, enceintes, amplificateurs, chaines haute fidelite, ordinateurs, logiciels enregistres, decodeurs, encodeurs, micros, films (pellicules) impressionnes, videogrammes et phonogrammes, bandes magnetiques, bandes video, disques compacts (audio video), disques optiques, disques magnetiques, telephones ; supports d'enregistrements magnetiques, cartes magnetiques, disques acoustiques ; installations de television, distributeurs automatiques et mecanismes pour appareils a prepalement ; caisses enregistreuses, machines a calculer ; appareils pour le traitement de l'information ; ordinateurs ; satellites a usage scientifique et de telecommunication ; extincteurs ; Papier et carton (brut, mi-oeuvre ou pour la papeterie ou l'imprimerie) ; cahiers, albums, chemises pour documents, classeurs ; produits de l'imprimerie ; articles pour reliures ; journaux, periodiques, livres, revues, catalogues ; photographies ; supports en papier ou en carton pour photographies ; papeterie ; adhesifs (matieres collantes) pour la papeterie ou le menage ; materiel pour les artistes ; pinceaux ; machines a ecrire et articles de bureau (a l'exception des meubles) ; materiel d'instruction ou d'enseignement (a l'exception des appareils) ; sacs, sachets et pochettes en matieres plastiques pour l'emballage ; films plastiques (etirables, extensibles) pour la palettisation ; cartes d'abonnement (non magnetiques), cartes de credit (non magnetiques) ; caracteres d'imprimerie ; cliches ; stylos, bloc notes, sous mains, cartes de visite, chequiers, porte chequier ; agendas, calendriers muraux ; cartes postales ; Telecommunications ; agence de presse et d'information ; communications radiophoniques, telegraphiques ou telefoniques, par television ; communications par services telematiques ; teletext ; transmission de messages, transmission de telegraphes ; emissions televisees, diffusion de programmes notamment par radio, television, videogrammes et phonogrammes, cable, voie hertzienne, satellites ; location d'appareils pour la transmission des messages ; communications par terminaux d'ordinateurs ; location de temps d'accès a un centre serveur de bases de donnees ; Education ; formation ; divertissement ; divertissements radiophoniques ou par television ; activites sportives et culturelles ; edition de livres, revues ; prêts de livres ; dressage d'animaux ; production de spectacles, de films, de telefilms, d'emissions televisees, de reportages, de debats, de videogrammes, phonogrammes ; agences pour artistes ; location de videogrammes, phonogrammes, de films, d'enregistrements phonographiques, d'enregistrements sonores, de bandes video, d'appareils de projection de cinema, de decodeurs, d'encodeurs, de decors de theatre et leurs accessoires ; organisation de concours, de jeux en matiere d'education ou de divertissement ; montage de programmes, d'emissions, de debats, de reportages ; organisation et conduite de colloques, conferences, congres ; organisation d'expositions a buts culturels ou educatifs ; reservation de places pour le spectacle ; services de reporters ; filmage sur bandes video ; Recherche scientifique et industrielle ; programmation pour ordinateurs ; travaux d'ingenieurs, consultations professionnelles et etablisement de plans sans rapport avec la conduite des affaires ; travaux du genie (pas pour la construction) ; prospection ; essais de materiaux ; laboratoires ; conception, elaboration, mise a jour et location de logiciels informatiques ; programmation pour ordinateurs, location d'ordinateurs ; conception de systemes de cryptage, decryptage, de controle d'accès a des programmes televises, radiodiffuses, et a toute transmission d'information ; service de normalisation technique correction.

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 7, 9, 16, 38, 41, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 22 SEPTEMBRE 2015

**Déclarant :** McDONALD'S INTERNATIONAL PROPERTY COMPANY, Ltd, Société de l'Etat du Delaware, 2711 Centerville Road, Suite 400, 19808 WILMINGTON, DELAWARE, Etats-Unis d'Amérique

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

DLA PIPER France LLP, Mme Disdier-Mikus Karine, 27 rue Laffitte, 75009 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 95 599 987

**Marque française**

**Signe concerné :** MC GENERATION

**Date du dépôt :** 7 DÉCEMBRE 1995

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/45

**Portée du renouvellement**

**Renouvellement limité aux produits et services suivants :**

Produits de l'imprimerie ; Services rendus par un franchiseur de restaurants et des autres établissements mentionnés ci-avant, à savoir mise à disposition de savoir faire, concession de licences ; Services de consultation, études, rédaction et dessins d'instruction pour le fonctionnement de restaurants ; services de consultations, d'études et d'établissement de plans en relation avec la conception, la construction, l'équipement et le fonctionnement des restaurants et autres établissements mentionnés ci-avant ; Services de restauration, restaurants, restaurants libre-service, restaurants à service rapide et permanent, cafés-restaurants, cafétarias, cantines, services de bars ; préparations d'aliments à emporter.

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 16, 35, 42, 43.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 20 JUILLET 2015

**Déclarant :** RAILTEAM B.V., Société de droit néerlandais, Building De Oost, Stationsplein 9, P.O. Box 767, NL 1000 AT AMSTERDAM, Pays-Bas

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 495 624

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CLAIRMONT Avocats AARPI, Mme CABANNE-DESGRANGES Sandra, 9 rue Pierre le Grand, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 374 388

**Marque française**

**Signe concerné :** RAILTEAM

**Date du dépôt :** 5 AOÛT 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/01

**Portée du renouvellement**

**Renouvellement limité aux produits et services suivants :**

Papier, carton ; produits de l'imprimerie, imprimés, prospectus, tracts, plaquettes, dépliants, brochures, catalogues, journaux, périodiques, revues, magazines, publications, guides, guides de voyage, lettres d'information, horaires imprimés, indicateurs horaires de chemin de fer ; cartes de réseaux, plans ; titres de transport ; papier à lettres, autocollants ; panoneaux, écriteaux et enseignes en papier et/ou carton. Gestion des affaires commerciales ; publicité en ligne sur réseaux informatiques, services d'informations commerciales en ligne ; publication de textes promotionnels et/ou publicitaires, distribution de matériel promotionnel et/ou publicitaire, location de matériel et d'espaces publicitaires, diffusion d'annonces promotionnelles et/ou publicitaires ; affichage ; relations publiques ; organisation de programmes de fidélisation de clientèle ; organisation

d'événements à buts commerciaux et/ou promotionnels et/ou de publicité ; services d'informations commerciales et d'affaires ; recherche et étude de marché ; sondage d'opinion ; gestion de fichiers informatiques et de bases de données en matière de transport de passagers ; saisie et traitement de données relatives au transport de passagers. Services de transport ferroviaire de passagers ; information en matière de transport ; réservation et location de places dans les transports ferroviaires ; émission, réservation, échange ou remboursement de titres de transport ferroviaires ; informations en matière de transport et de voyages, notamment informations concernant les tarifs et horaires de chemin de fer et les voyages en train ; les informations et services précités étant consultables ou disponibles par voie télématique ou sur des réseaux de télécommunications ou informatiques, y compris Internet ; organisation de voyages.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 16, 35, 39.

**DECISION n° 2178 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3399495.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3399495 publiée au BOPI n° 2016-04 du 29 janvier 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3399495 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2179 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3393649.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3393649 publiée au BOPI n° 2016-04 du 29 janvier 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3393649 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.



**DECISION n° 2180 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3395141.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3395141 publiée au BOPI n° 2016-04 du 29 janvier 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3395141 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2181 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3395092.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3395092 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2182 ME/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3401157.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3401157 publiée au BOPI n° 2016-04 du 29 janvier 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la

protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3401157 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2183 ME/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95601459.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 95601459 publiée au BOPI n° 2016-04 du 29 janvier 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 95601459 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2184 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1331011.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 1331011 publiée au BOPI n° 2016-04 du 29 janvier 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 1331011 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2185 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3382840.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3382840 publiée au BOPI n° 2016-04 du 29 janvier 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3382840 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2186 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3401403.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3401403 publiée au BOPI n° 2016-04 du 29 janvier 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3401403 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2187 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3397364.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3397364 publiée au BOPI n° 2016-04 du 29 janvier 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;



Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3397364 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2188 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3391036.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de

propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3391036 publiée au BOPI n° 2016-04 du 29 janvier 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,



Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3391036 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**RECTIFICATIF n° 2189 du 18 mars 2016 à l'arrêté  
n° 2578 MRE/DAE du 11 mars 2015 portant  
reconnaissance de 236 titres de propriété industrielle  
délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété industrielle" ;

Vu l'arrêté n° 2578 MRE/DAE du 11 mars 2015 portant reconnaissance de 236 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle,

Arrête :

Article 1er.— Dans le tableau annexé à l'arrêté n° 2578 MRE/DAE du 11 mars 2015 susvisé, la ligne relative au titre de propriété industrielle n° 4073523 dont le titulaire est Les Grands Chais de France SAS est supprimée.

Le reste sans changement.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**ARRETE n° 2190 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant  
reconnaissance de 162 titres de propriété industrielle  
délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété industrielle",

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au sens de LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée susvisée, et listés en annexe au présent arrêté sont reconnus par la Polynésie française, où ils produisent strictement les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

## ANNEXE A L'ARRETE PORTANT RECONNAISSANCE DE 162 TITRES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE DELIVRES PAR L'INPI

Nom du titulaire/déposant du titre	Nature du titre de propriété industrielle	Numéro d'enregistrement INPI	Date de dépôt de la demande d'enregistrement auprès INPI	Numéro du BOPI ayant publié l'acte objet de la reconnaissance
SAINT-GOBAIN PAM	DESSIN & MODELE	070213	19/01/2007	2012-12
" SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE VINICOLE DE BEBLENHEIM ET ENVIRONS " " LES PRODUCTEURS VIGNERONS DE BEBLENHEIM ET ENVIRONS " " CAVE DE HOEN VITICULTEURS RÉUNIS DE BEBLENHEIM ET ENVIRONS " " CAVE DES VIGNERONS DE BEBLENHEIM ET ENVIRONS " " LES VITICULTEURS RÉUNIS DE BEBLENHEIM ET ENVIRONS " " CAVES VINICOLES DE BEBLENHEIM – AU CHATEAU " " CAVE DE HOEN – AU CHATEAU " " LES PRODUCTEURS VIGNERONS – AU CHATEAU " " LES PRODUCTEURS REUNIS – AU CHATEAU "	MARQUE	3429084	16/05/2006	2006-42
ALAIN BENSOUSSAN SELAS	MARQUE	95585820	24/08/1995	2006-14
ALL STAR C.V.	MARQUE	1356944	30/05/1986	2007-16
AMBROSIA	MARQUE	3402343	02/01/2006	2006-23
BAYER CROPS SCIENCE LIMITED	MARQUE	96610013	09/02/1996	2007-22
BAYER INTELLECTUAL PROPERTY GMBH	MARQUE	3417114	17/03/2006	2006-33
BAYER SANTE FAMILIALE	MARQUE	1338618	15/01/1986	2006-50
BIASINI SARAH	MARQUE	3410924	17/02/2006	2006-43
BLOCKBUSTER L.L.C.	MARQUE	96606533	19/01/1996	2006-49
BLOCKBUSTER L.L.C.	MARQUE	96606536	19/01/1996	2006-49
BONDUELLE	MARQUE	3441186	18/07/2006	2006-51
BONDUELLE	MARQUE	96607238	22/01/1996	2006-46
BPCE	MARQUE	3420982	04/04/2006	2006-36
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE CENTRE France	MARQUE	3440344	12/07/2006	2006-50
CARREFOUR	MARQUE	95592726	17/10/1995	2006-36
CASIO KEISANKI KABUSHIKI KAISHA (CASIO COMPUTER CO., LTD.)	MARQUE	96607927	29/01/1996	2006-38
CASIO KEISANKI KABUSHIKI KAISHA (CASIO COMPUTER CO., LTD.)	MARQUE	3405874	26/01/2006	2006-26
CASIO KEISANKI KABUSHIKI KAISHA (CASIO COMPUTER CO., LTD.)	MARQUE	3407018	31/01/2006	2006-27
CEPHALON, INC.	MARQUE	3365121	14/06/2005	2005-46
CHOCOLATERIE DE L'OPERA	MARQUE	96608207	30/01/1996	2007-01
CJ CHEILJEDANG CORPORATION	MARQUE	3407897	03/02/2006	2006-27
COLE-PARMER INSTRUMENT COMPANY	MARQUE	1338765	16/01/1986	2006-51
COLE-PARMER INSTRUMENT COMPANY	MARQUE	1338766	16/01/1986	2006-51
COMITÉ ÉCONOMIQUE AGRICOLE RÉGIONAL FRUITS ET LÉGUMES DE BRETAGNE	MARQUE	96612112	22/02/1996	2007-04
COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CONSERVE	MARQUE	1344972	03/03/1986	2007-06
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96604922	09/01/1996	2006-51
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96604921	09/01/1996	2006-51
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96606101	17/01/1996	2006-51
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96606098	17/01/1996	2006-51
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96606096	17/01/1996	2006-51
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3406920	31/01/2006	2006-27
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	1393129	16/01/1986	2006-51
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96606097	17/01/1996	2006-51
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96604923	09/01/1996	2006-52
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96606100	17/01/1996	2006-51
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96606099	17/01/1996	2006-51
CROMOLOGY SERVICES	MARQUE	96613627	28/02/1996	2006-50
DAKO DENMARK A/S	MARQUE	1340180	27/01/1986	2006-49
DAVID SHERMAN CORPORATION	MARQUE	1346293	12/03/1986	2007-03
DELTA NEU	MARQUE	96635872	16/07/1996	2007-12
DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME	MARQUE	3348066	21/03/2005	2005-34
EDITIONS DU REGARD	MARQUE	3386021	14/10/2005	2006-12
ESKER	MARQUE	3419283	28/03/2006	2006-35
ETAT FRANCAIS REPRESENTÉ PAR LE MINISTRE DES TRANSPORTS, DE L'EQUIPEMENT, DU TOURISME ET DE LA MER DIRECTION DE LA SECURITE ET DE LA CIRCULATION ROUTIERES ADMINISTRATION CENTRALE	MARQUE	3377834	29/08/2005	2007-08

EXPO B.T.P.	MARQUE	1356602	28/05/1986	2006-45
FINANCIERE ELYSEES BALZAC	MARQUE	1367539	11/08/1986	2007-26
FINANCIERE ELYSEES BALZAC	MARQUE	1357761	05/06/1986	2007-42
FRANCE RESTAURATION RAPIDE	MARQUE	1359471	18/06/1986	2007-16
FRANCE RESTAURATION RAPIDE	MARQUE	1359472	18/06/1986	2007-14
FRANCE RESTAURATION RAPIDE	MARQUE	1374321	27/05/1986	2007-13
FRED PERRY (HOLDINGS) LIMITED	MARQUE	1364327	12/03/1986	2007-07
FRUEHAUF	MARQUE	1341690	06/02/1986	2007-15
GRANT THORNTON INTERNATIONAL	MARQUE	96613485	29/02/1996	2006-49
GROUPE ADEO	MARQUE	3408210	06/02/2006	2006-28
GUERLAIN SA	MARQUE	3412245	24/02/2006	2006-30
GUERLAIN SA	MARQUE	3412246	24/02/2006	2006-30
HACHETTE FILIPACCHI PRESSE	MARQUE	96614716	07/03/1996	2007-16
HEARST HOLDINGS, INC.	MARQUE	1347022	18/03/1986	2007-07
HEARST HOLDINGS, INC.	MARQUE	1365294	26/06/1986	2007-19
HEARST HOLDINGS, INC.	MARQUE	1380020	10/09/1986	2007-07
HEARST HOLDINGS, INC.	MARQUE	1365320	26/06/1986	2007-19
HEARST HOLDINGS, INC.	MARQUE	3417812	21/03/2006	2006-34
HEARST HOLDINGS, INC.	MARQUE	96623756	02/05/1996	2007-20
HOLDING SOPREMA	MARQUE	1343260	17/02/1986	2006-50
IMAGEWEAR APPAREL CORP.	MARQUE	1353568	05/05/1986	2007-14
INTUIT INC.	MARQUE	3413366	01/03/2006	2006-31
IPSEN PHARMA SAS	MARQUE	95583682	04/08/1995	2006-03
IRRIFRANCE GROUPE	MARQUE	1338906	17/01/1986	2006-50
K2 CORPORATION	MARQUE	3416870	16/03/2006	2006-33
KAPORAL GROUPE	MARQUE	4050016	26/11/2013	2014-12
KONIKA MINOLTA HOLDINGS, INC.	MARQUE	1340584	29/01/1986	2007-01
KSB S.A.S.	MARQUE	9559373	17/10/1995	2006-25
KWINTET France	MARQUE	1341412	05/02/1986	2007-07
LABORATOIRE BIODERMA	MARQUE	1365249	09/10/1985	2006-29
LABORATOIRES ETHYPHARM	MARQUE	1344552	27/02/1986	2006-40
LABORATOIRES OMEGA PHARMA FRANCE	MARQUE	3467433	05/12/2006	2007-22
LABORATOIRES OMEGA PHARMA FRANCE	MARQUE	1384845	17/12/1986	2007-41
LABORATOIRES OMEGA PHARMA France	MARQUE	3439365	06/07/2006	2006-50
LABORATOIRES OMEGA PHARMA FRANCE	MARQUE	3445829	11/08/2006	2007-03
LABORATOIRES OMEGA PHARMA FRANCE	MARQUE	3467430	05/12/2006	2007-22
LABORATOIRES OMEGA PHARMA FRANCE	MARQUE	3445830	11/08/2006	2007-03
LAITA	MARQUE	3409884	14/02/2006	2006-29
LAITA	MARQUE	3409888	14/02/2006	2006-29
LAITA	MARQUE	1340127	23/01/1986	2006-50
LAITA	MARQUE	3406251	27/01/2006	2006-26
LAMY LEXEL AVOCATS ASSOCIES	MARQUE	3433857	09/06/2006	2006-46
LPG SYSTEMS	MARQUE	1349007	25/03/1986	2007-09
M. OZIOL FRANCIS SOUS DIRECTEUR DE L'ACTION INTERMINISTERIELLE ET DE LA COMMUNICATION ET DSCR MINISTERE DES TRANSPORTS	MARQUE	3377835	29/08/2005	2006-35
M/A-COM TECHNOLOGY SOLUTIONS HOLDINGS, INC.	MARQUE	96611911	21/02/1996	2007-06
MALIBU (TRADEMARKS) LTD	MARQUE	96608180	30/10/1996	2007-04
MALIBU (TRADEMARKS) LTD	MARQUE	96610228	12/02/1996	2007-04
MARMOT MOUNTAIN LLC	MARQUE	96617995	27/03/1996	2007-03
METRO-GOLDWYN-MAYER STUDIOS INC.	MARQUE	95590772	03/10/1995	2006-33
MINISTERE DES TRANSPORTS DE L'EQUIPEMENT, DU TOURISME ET DE LA MER - DJCR SOUS DIRECTION DE L'ACTION INTERMINISTERIELLE ET DE LA COMMUNICATION ET M. OZIOL FRANCIS	MARQUE	3377833	29/08/2005	2006-35
NAVVIS	MARQUE	3409108	09/02/2006	2006-28
NINE WEST DEVELOPMENT LLC	MARQUE	1365589	28/07/1986	2007-33
NOUVEAU TOURING-CLUB DE FRANCE	MARQUE	96605875	16/01/1996	2006-52
NOUVEAU TOURING-CLUB DE FRANCE	MARQUE	96605876	16/01/1996	2006-52
OMEGA PHARMA N.V.	MARQUE	3463711	16/11/2006	2007-27
ORIAS.REGISTRE UNIQUE DES INTERMEDIAIRES EN ASSURANCE BANQUE...	MARQUE	3440004	11/07/2006	2006-50
ORIAS.REGISTRE UNIQUE DES INTERMEDIAIRES EN ASSURANCE BANQUE...	MARQUE	3440003	11/07/2006	2006-50
ORLANE S.A.	MARQUE	1339941	24/01/1986	2006-49
PANTONE LLC	MARQUE	1340739	30/01/1986	2007-08
PAREXGROUP SA	MARQUE	96604889	05/01/1996	2006-46
PAREXGROUP SA	MARQUE	96604892	05/01/1996	2006-46
PAREXGROUP SA	MARQUE	96608964	30/01/1996	2006-46
PAREXGROUP SA	MARQUE	96604893	05/01/1996	2006-46

PAREXGROUP SA	MARQUE	96604888	05/01/1996	2006-46
PAREXGROUP SA	MARQUE	96604890	05/01/1996	2006-46
PARFUMS CHRISTIAN DIOR	MARQUE	3432836	06/06/2006	2006-45
PARFUMS CHRISTIAN DIOR	MARQUE	1358860	13/06/1986	2007-01
PARIS-DAKAR	MARQUE	1486678	18/08/1986	2007-32
PARIS-DAKAR	MARQUE	1368051	18/08/1986	2007-32
PERRIN ET FILS	MARQUE	96652492	21/11/1996	2007-33
PLR IP Holdings, LLC,	MARQUE	1334730	12/12/1985	2006-40
PRICEMINISTER	MARQUE	3359102	04/05/2005	2005-42
PRICEMINISTER	MARQUE	3359101	04/05/2005	2005-42
PRICEMINISTER	MARQUE	3359103	04/05/2005	2005-42
REVLON CONSUMER PRODUCTS CORPORATION	MARQUE	1343319	19/02/1986	2006-51
RULQUIN Michel	MARQUE	1349416	03/04/1986	2007-12
S.A.M. CORYNE DE BRUYNES	MARQUE	3413152	28/02/2006	2006-31
SANOFI -AVENTIS France	MARQUE	3372197	18/07/2005	2006-01
SANOFI -AVENTIS France	MARQUE	3372196	18/07/2005	2006-01
SANOFI AVENTIS France	MARQUE	1307783	02/05/1985	2005-13
SARL BAUMANIERE	MARQUE	1370419	24/04/1986	2007-25
SCHOLASTIC INC.	MARQUE	96611636	20/02/1996	2007-08
SCHOLASTIC INC.	MARQUE	96611634	20/02/1996	2007-03
SEDDIF	MARQUE	3368059	30/06/2005	2005-48
SERB	MARQUE	96608667	01/02/1996	2007-20
SHISEIDO COMPANY LTD	MARQUE	96605089	05/01/1996	2006-42
SHISEIDO COMPANY LTD	MARQUE	96605500	12/01/1996	2007-28
SOCIETE DU TOUR DE FRANCE	MARQUE	96607472	25/01/1996	2006-52
SOCIETE DU TOUR DE FRANCE	MARQUE	1368310	21/08/1986	2008-16
Société Jas Hennessy & Co	MARQUE	1350600	09/12/1985	2006-22
Société Nouvelle DINAMIC EMBALLAGES	MARQUE	1395218	05/02/1986	2006-52
TEVA SANTE	MARQUE	95601804	19/02/1995	2006-27
TEVA SANTE	MARQUE	3413611	27/02/2006	2006-31
THAI PRESIDENT FOODS PUBLIC COMPANY LIMITED	MARQUE	1379966	07/02/1986	2007-11
THAI PRESIDENT FOODS PUBLIC COMPANY LIMITED	MARQUE	1341824	07/02/1986	2006-42
THE BOEING COMPANY	MARQUE	1340690	30/01/1986	2006-38
THE INDIAN HOTELS COMPANY LIMITED	MARQUE	3401913	05/01/2006	2006-23
THE ISOPURE COMPANY LLC	MARQUE	96606122	17/01/1996	2006-35
TIMAC AGRO	MARQUE	96608167	30/01/1996	2006-36
UNITED BISCUITS FRANCE	MARQUE	96621679	18/04/1996	2006-51
UNITED BISCUITS FRANCE	MARQUE	96615157	11/03/1996	2006-51
UNITED BISCUITS FRANCE	MARQUE	3952974	12/10/2012	2013-05
UNITED BISCUITS FRANCE	MARQUE	93464487	16/04/1993	2013-21
UNITED BISCUITS FRANCE	MARQUE	93464488	16/04/1993	2013-21
UNITED BISCUITS FRANCE	MARQUE	94508500	25/02/1994	2014-08
UNITED BISCUITS FRANCE	MARQUE	94508498	25/02/1994	2014-08
UNITED BISCUITS FRANCE	MARQUE	94508499	25/02/1994	2014-08
UNITED BISCUITS FRANCE	MARQUE	99818742	20/10/1999	2009-33
UNITED BISCUITS FRANCE	MARQUE	94508501	25/02/1994	2014-08
UNITED BISCUITS FRANCE	MARQUE	96621678	18/04/1996	2006-51
UNITED BISCUITS FRANCE	MARQUE	93464683	19/04/1993	2013-21
VEEDER-ROOT COMPANY	MARQUE	1341696	06/02/1986	2007-03
VOYAGER MOINS CHER	MARQUE	3372660	27/07/2005	2005-52
WERNER CO.	MARQUE	1344803	28/02/1986	2006-45
WILSON SPORTING GOODS COMPANY	MARQUE	1361005	10/03/1986	2006-52
WING COMPANY GMBH	MARQUE	3403036	12/01/2006	2006-24
ZEBRA CO., LTD	MARQUE	96605406	08/01/1996	2006-48

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME,  
ET DES TRANSPORTS INTÉRIEURS**

**ARRETE n° 2154 MET du 17 mars 2016 portant modification de l'arrêté n° 1368 MET du 24 février 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Ganatopaka cadastrées A-542 (plan 5) et A-545 (plan 7) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'application des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1867 CM du 24 novembre 2015 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake dans l'archipel des Tuamotu ;

Vu l'arrêté n° 1368 MET du 24 février 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Ganatopaka cadastrées A-542 (plan 5) et A-545 (plan 7)

nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu ;

Attendu que le montant de la déconsignation de M. Georges Tihoti Tuiho figurant dans le tableau de l'article 1er est erroné ;

Vu les pièces du dossier,

Arrête :

Article 1er. — Le tableau contenu à l'article 1er de l'arrêté n° 1368 MET du 24 février 2016 est remplacé ainsi qu'il suit :

Indemnités à déconsigner en F CFP		Bénéficiaire
Plan 5	Plan 7	
92 978	278 560	Georges Tihoti Tuiho (bf 2.1.1.2.u)

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.

Albert SOLIA.

**ARRETE n° 2155 MET du 17 mars 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux en terrain privé en faveur de l'arrondissement infrastructure de la direction de l'équipement.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 99-16 du 14 janvier 1999 portant réglementation des extractions de matériaux en terrain privé ;

Vu l'arrêté n° 511 CM du 16 avril 2003 portant modalité des attestations de garanties financières pour la remise en état ou la réhabilitation d'un site d'extraction en terrain privé ;

Vu l'arrêté n° 512 CM du 16 avril 2003 approuvant l'arrêté type d'autorisation d'extraction de matériaux en terrain privé ;

Vu les avis de la commune de Rangiroa et de la commune associée de Mataiva ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 19 février 2016 ;

Vu la saisine du tavana hau des Tuamotu-Gambier en date du 19 février 2016 ;

Vu la saisine du service de l'urbanisme en date du 19 février 2016 ;

Vu la demande en date du 3 décembre 2015, reçue au GEGDP le 10 février 2016, présentée par l'arrondissement infrastructure de la direction de l'équipement,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux en terrain privé est délivrée sous réserve des droits des tiers et sous les conditions suivantes :

*Conditions d'exploitation :*

- 1° L'arrondissement infrastructure de la direction de l'équipement, BP 85, 98713 Papeete, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisé à utiliser neuf mille neuf cents mètres cubes (9 900 m<sup>3</sup>) de matériaux coralliens, sur la terre Teavatia, cadastrée BA 9, sise à Mataiva, commune de Rangiroa.  
Avant le début des travaux, la zone d'extraction devra être matérialisée par des repères visibles et contrôlables à tout moment. Les éventuels abattages d'arbres devront faire l'objet d'une autorisation à solliciter auprès du service du développement rural.
- 2° Les matériaux extraits sont destinés à la mise aux normes de l'aérodrome de Mataiva.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une drague et transportés par des camions.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne peuvent s'effectuer que pendant le jour, du lever au coucher du soleil, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au vendredi inclus.
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° DCE018 du 30 novembre 2015 ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée et notamment à moins de 10 mètres des limites de propriétés voisines et de la limite du domaine public maritime.
- 6° Toutes les précautions utiles devront être prises afin d'éviter les accidents et dégâts que pourraient provoquer les travaux ou qui en seraient leur conséquence, et dont le bénéficiaire serait civilement responsable vis-à-vis des tiers, de l'administration et de la commune de Rangiroa.

Une signalisation adaptée sera mise en place et entretenue par le bénéficiaire.

- 7° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 8° Le bénéficiaire fait son affaire personnelle de tous les litiges relatifs soit à l'origine de la propriété du terrain concerné, soit aux éventuels droits de passage.
- 9° Le bénéficiaire doit tenir un état des quantités de matériaux extraits et être en mesure de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de l'administration.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits.
- 11° Conformément à la réglementation en vigueur, cette extraction réalisée au profit de la Polynésie française ne donne pas lieu à la perception de la redevance.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, sur demande des agents de la force publique et des agents assermentés de l'administration un état de l'extraction sera produit par le bénéficiaire.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

*Modalités de remise en état du site après exploitation :*

- 14° La remise en état du site d'exploitation est exigée. Elle sera exécutée conformément aux prescriptions de l'étude d'impact sur l'environnement.

Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée de deux (2) ans. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.

Albert SOLIA.



**DIRECTION DE  
L'EQUIPEMENT**

Groupeement d'Etudes et de  
Gestion du Domaine Public

TEL : 48 54 74 — FAX : 48 54 69  
<http://www.equipement.gov.pf>

**ILE DE :**  
*MATAIVA*

**COMMUNE DE**  
*RANGIROA*

**LIEU :**  
*TERRE TEAVATIA cadastrée BA 9*

**QUANTITE :**  
*9 900 M3 DE MATERIAUX  
CORALLIENS*

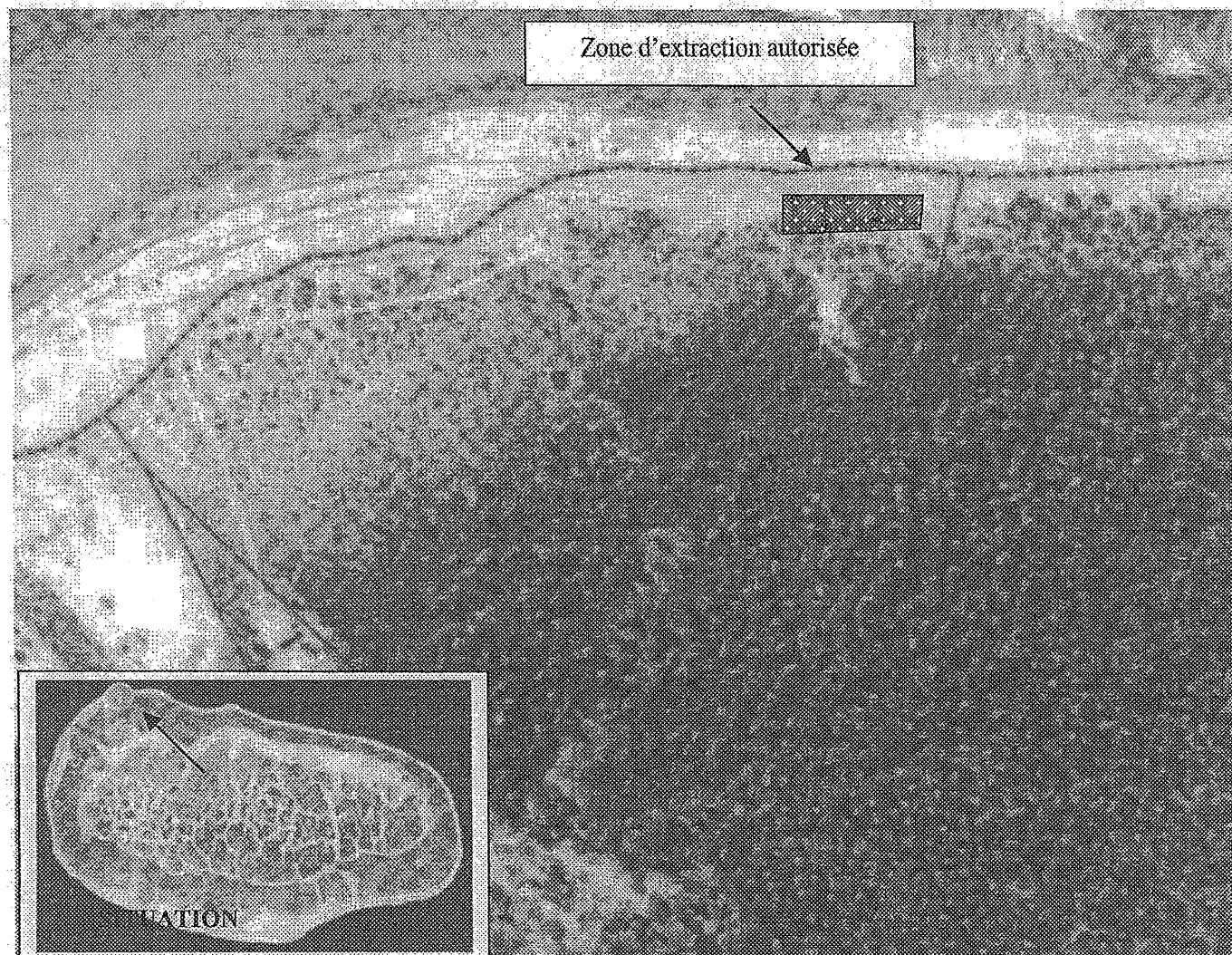
**DEMANDE DE :**  
*Arrondissement infrastructure de la  
direction de l'équipement*

**EN DATE DU :**  
*3 DECEMBRE 2016*

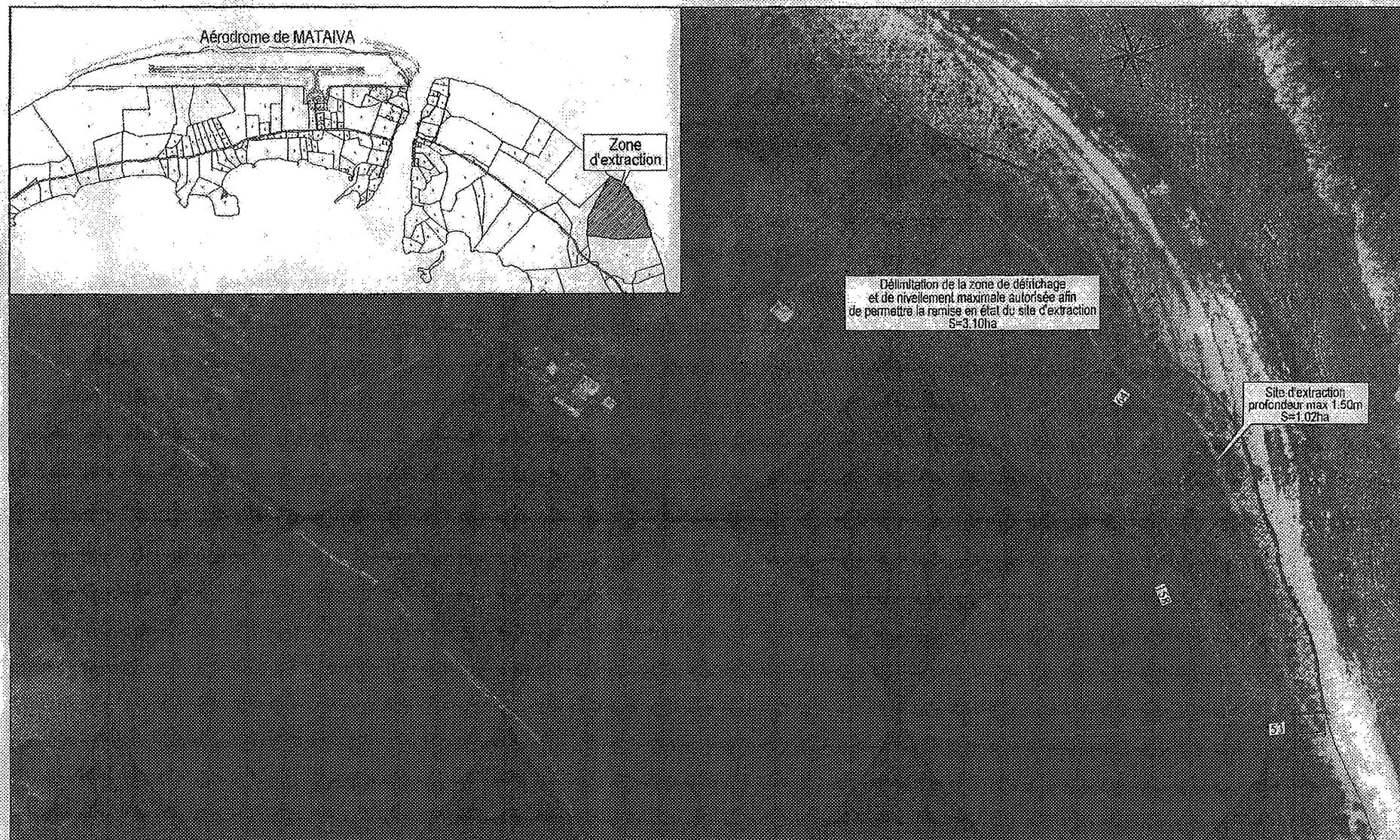
**PLAN N°**  
*2016-402-101/DEQ/GEGDP*


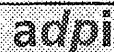

**DRESSE LE :**  
*11 FEVRIER 2016*

**DOSSIER N° 2016-133**

**SITE D'EXTRACTION**





Polynésie Française Aérodrome de MATAIVA Archipel des tuamotu	 Direction de l'équipement, Arrondissement Infrastructures, Subdivision des Aérodromes Territoriaux	N° d'Affaire : 1577 14 AM  Mise aux normes de l'aérodrome de MATAIVA  Plan zone extraction	D C E 0 1 8				ECHELLE 1/2000	 
			DESSINE PAR	DATE	HEURE	VERIFIE PAR		
			LOSA	30/11/15	10h00	P.M.		
			INDICE	VISAS	DATE	HEURE	DENOMINATION	

**ARRETE n° 2156 MET du 17 mars 2016 portant modification de l'arrêté n° 7364 MET du 27 août 2015 modifié portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef du service de l'urbanisme, et à certains de ses agents.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 88-18 AT du 11 février 1988 modifiée portant création du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 347 CM du 6 avril 1988 portant organisation du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 639 CM du 29 juin 1988 créant une subdivision du service de l'urbanisme aux îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 640 CM du 29 juin 1988 relatif à la subdivision du service de l'urbanisme aux îles Sous-le-Vent ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la note de service n° 620 MET/AU.D du 3 mars 2015 portant nomination de Mme Laurence Casimir en qualité d'adjointe au chef du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 1010 CM du 30 juillet 2015 portant nomination de M. Bernard Amigues en qualité de chef du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 7364 MET du 27 août 2015 modifié portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef du service de l'urbanisme, et à certains de ses agents,

Arrête :

Article 1er.— Le deuxième tiret des articles 5 et 6 de l'arrêté n° 7364 MET du 27 août 2015 modifié susvisé est rédigé ainsi qu'il suit :

“- pour les actes, avis, renseignements et transmissions visés aux 2.1, 2.2, 3.1, 3.3, 4°, 5.1 et 5.2 de l'article 2 ci-dessus.”

Art. 2.— Le chef de service est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2016.  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 2171 MET du 18 mars 2016 autorisant le navire Aremiti 1 à desservir les îles de Hiva Oa, Fatu Hiva et Tahuata en mars et avril 2016 dans le cadre des transports scolaires.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaire ;

Vu le marché négocié de prestation de services n° 3866 du 6 juillet 2015 conclu entre la SNC Degage et cie (navire Aremiti 1) et le ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication, ayant pour objet le transport par voie maritime des élèves originaires de Fatu Hiva et Tahuata qui sont scolarisés à Hiva Oa, Taiohae et Tahiti ;

Vu le courrier n° 50194 MEE/DGEE/pts du 1er décembre 2015 reconduisant le marché public de prestation de services n° 3866 du 6 juillet 2015 pour l'année 2016 ;

Vu la demande de la SNC Degage et cie réceptionnée le 9 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le navire Aremiti 1, exploité par la SNC Degage et cie, est autorisé à desservir les îles de Hiva Oa, Fatu Hiva et Tahuata en mars et avril 2016 dans le cadre des transports scolaires.

Art. 2.— Cette autorisation exclut toute autre opération commerciale, sans lien direct avec l'objet du présent arrêté.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 2172 MET du 18 mars 2016 autorisant le navire Cobia II à desservir certains atolls des Tuamotu dans le cadre du transport scolaire en mars et avril 2016.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 58 MDA du 26 juillet 2007 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la SNC Degage et cie pour l'exploitation du navire Cobia II sur la desserte des Tuamotu du centre et ouest ;

Vu le marché public de prestation de services n° 731 du 11 février 2014 conclu entre la SNC Degage et cie (navire Cobia II) et le ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, chargé de la vie associative, ayant pour objet le transport par voie maritime des élèves originaires des Tuamotu-Gambier et scolarisés aux Tuamotu-Gambier et à Tahiti ;

Vu le courrier n° 50195 MEE/DGEE/pts du 1er décembre 2015 reconduisant le marché public de prestation de services n° 731 du 11 février 2014 pour l'année 2016 ;

Vu la demande de la SNC Degage et cie réceptionnée le 14 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 58 MDA du 26 juillet 2007 modifié susvisé, le navire Cobia II est autorisé à desservir en mars et avril 2016 les îles de Hao, Makemo, Amanu, Hereheretue, Tematangi et Vairaatea au titre du transport scolaire.

Art. 2. — Le navire Cobia II est autorisé à desservir en mars et avril 2016 les îles de Taenga, Raraka et Nihiru au titre du transport scolaire, en remplacement du navire Aremiti 1.

Art. 3. — Cette autorisation exclut toute autre opération commerciale, sans lien direct avec l'objet du présent arrêté.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 2174 MET du 18 mars 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Nuku Hiva (îles Marquises) et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Florence Teikitohe épouse Chu.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et ses arrêtés d'application ;

Vu le dossier de l'intéressée réceptionné à la circonscription des îles Marquises le 11 janvier 2016 ;

Vu la lettre n° 605 MET/DTT du 23 février 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu la lettre n° 79-16 BM/avp du 29 février 2016 portant avis du maire de l'île de Nuku Hiva ;

Vu la lettre n° 434 MTF/SDT du 3 mars 2016 portant avis du service du tourisme ;

Vu la lettre n° 435-2016 PR/CMQ/CDV du 14 mars 2016 du tavana hau de la circonscription des îles Marquises,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription sur le plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Nuku Hiva (îles Marquises) à Mme Florence Teikitohe épouse Chu.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'autorisation désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : excursions dans Taiohae et les différentes vallées de Nuku Hiva (Taipivai, Temehea, Muake, Hooumi, Hatiheu, Kamuihei, Hikokua et retour) ;
- points de desserte : sites archéologiques et touristiques de l'île ;

- zone d'exploitation : île de Nuku Hiva ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie C (véhicule à transmission intégrale tout-terrain destiné aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

Art. 3.— Une licence de transport touristique portant le n° 01C 31MQ, est délivrée à Mme Florence Teikitohe épouse Chu.

Art. 4.— La directrice des transports terrestres et le tavana hau de la circonscription des îles Marquises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 2175 MET du 18 mars 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Hiva Oa (îles Marquises) et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Jean Napuauhi.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des

transports routiers en Polynésie française et ses arrêtés d'application ;

Vu le dossier de l'intéressé réceptionné à la circonscription des îles Marquises le 19 janvier 2016 ;

Vu la lettre n° 9-2016 du 10 février 2016 portant avis du maire de l'île de Hiva Oa ;

Vu la lettre n° 606 MET/DTT du 23 février 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu la lettre n° 456 MTF/SDT du 9 mars 2016 portant avis du service du tourisme ;

Vu la lettre n° 435-2016 PR/CMQ/CDV du 14 mars 2016 du tavana hau de la circonscription des îles Marquises,

Arrête :

Article 1er.— Il est attribué une inscription sur le plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Hiva Oa (îles Marquises) à M. Jean Napuauhi.

Art. 2.— Les services effectués au titre de l'autorisation désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : transfert vers l'aéroport, excursions dans la vallée de Puamau et les différentes vallées de Hiva Oa (Atuona, Taaoa) ;
- points de desserte : sites archéologiques et touristiques de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Hiva Oa ;
- nombre de véhicules prévus et caractéristiques : un véhicule de catégorie C (véhicule à transmission intégrale tout-terrain destiné aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

Art. 3.— Une licence de transport touristique portant le n° 01C 32MQ, est délivrée à M. Jean Napuauhi.

Art. 4.— La directrice des transports terrestres et le tavana hau de la circonscription des îles Marquises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française

Fait à Papeete, le 18 mars 2016.  
Albert SOLIA.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### TE MATA DESIGNS EURL

#### *Avis de constitution*

Suivant acte sous seing privé en date du 10 mars 2016 à Pirae, il a été constitué une société à responsabilité limitée TE MATA DESIGNS présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : EURL.

*Dénomination* : TE MATA DESIGNS.

*Enseigne commerciale* : TE MATA DESIGNS.

*Siège social* : Pirae, rue Frédéric-Gadiot, Tahiti, Polynésie française.

*Objet* : L'étude des techniques, la réalisation, la conception de bateaux, de moules de fabrication de coques en polyester et la réparation.

*Apport en numéraire* : 200 000 F CFP.

*Capital social* : 200 000 F CFP.

Le capital social est fixé à deux cent mille francs CFP, divisé en 100 parts de 2 000 F CFP chacune, libérées pour la totalité de leur valeur nominale, numérotées de 1 à 100 et attribuées en totalité à M. Matuanui Jean-Michel BOOSIE, associé unique.

*Gérant* : Aux termes de l'article 10 des statuts, M. Matuanui Jean-Michel BOOSIE, associé unique, assure la gérance de la société sans limitation de durée.

*Durée* : Pour une durée de 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

*Immatriculation au registre du commerce et des sociétés* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Tahiti.

*Pour avis de constitution,*  
La gérance.

### SOCIETE CIVILE TARARIKI

#### *Avis de location-gérance*

Suivant acte sous seing privé en date du 31 octobre 2015, la SOCIETE CIVILE TARARIKI, immatriculée au RCS n° TPI 0077C (550004) ancien n° RCS 7768C00, représentée par Mme Manuia ANANIA, domiciliée au PK 21,500, baie de Vaianae, Haapiti, Moorea,

A donné en location-gérance à Mme Anna MARIA et M. Raphaël KETTERER le fonds de commerce de pension de famille sis et exploité au PK 21,500, baie de Vaianae, Haapiti, Moorea.

Le présent contrat est consenti pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2016 renouvelable ensuite d'année en année par tacite reconduction, sauf dénonciation.

*Pour insertion unique,*  
La gérance.

### EURL OBTP

#### *Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 21 mars 2016, il a été constitué une société à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont les suivantes :

*Dénomination* : OBTP.

*Forme* : EURL.

*Capital social* : 100 000 F CFP.

*Siège social* : PK 2,100, côté montagne, île de Moorea.

*Objet social* : Travaux de bâtiment et travaux publics.

*Durée* : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Gérant* : M. Olivier BILLAUDET.

*Immatriculation* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

### SOCIETE AMOA

SCI en cours de transformation en SARL  
au capital de 100 000 F CFP

*Siège social* : Résidence Tahiri, appartement B2

BP 1129, 98713 Papeete

RCS de Papeete n° TPI 15 9 C

Du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés réunie le 12 décembre 2015 à 9 heures à Papeete, il résulte que :

- cette transformation n'entraîne pas la création d'une nouvelle personne morale ;
- aucune modification n'est apportée à l'objet, à la dénomination, au siège, à la durée, au capital de la société.

Les dispositions suivantes donnent lieu à publicité :

- *Forme* : SARL.
- *Capital* : 100 000 F CFP.
- M. Nicolas GOURDON, ayant cessé ses fonctions de gérant-associé, du fait de la transformation de la société, M. Nicolas THOMAS a été nommé pour le remplacer et M. Yannick DELLA-VALLE a été reconduit comme gérant-associé.

Les dépôts légaux seront effectués au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis.

#### GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Suivant acte aux minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE en date du 4 mars 2016, enregistré à Papeete, le 10 mars 2016, folio 103, bordereau n° 3267/1,

La société SAFARI CLUB MOOREA, société par actions simplifiée pluripersonnelle, au capital de 172 000 000 F CFP, dont le siège est à Teavaro (Moorea), identifiée à l'ISPF sous le numéro TAHITI 042077, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 74 46 B (ancien numéro RCS 576 B),

A vendu à la société LUPESINA MOOREA, société par actions simplifiée au capital de 5 000 000 F CFP, dont le siège est à Papeete, boulevard Pomare, centre Paofai, identifiée à l'ISPF sous le numéro TAHITI B 67517 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 15 258 B,

Son fonds de commerce d'hôtel classé dans la catégorie 4 étoiles exploité à Moorea-Maiao, section Teavaro, sous l'enseigne SOFITEL MOOREA IA ORA BEACH RESORT, avec tout ce qui en dépend, à l'exclusion de la marque et de l'enseigne SOFITEL,

Moyennant le prix de 65 188 592 F CFP, payé comptant.

L'entrée en jouissance a été fixée rétroactivement au 1er mars 2016.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au siège social de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, à Papeete, 415, boulevard Pomare, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

Pour avis,

Le greffier en chef  
du tribunal mixte de commerce.

#### GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Suivant acte aux minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE en date du 4 mars 2016, enregistré à Papeete, le 10 mars 2016, folio 103, bordereau n° 3267/3,

La société MARARA, société anonyme au capital de 160 000 000 F CFP, dont le siège est à Nunue (Bora Bora), identifiée à l'ISPF sous le numéro TAHITI 054890 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 77 96 B,

A vendu à la société LUPESINA MARARA, société par actions simplifiée au capital de 5 000 000 F CFP, dont le siège est à Papeete, boulevard Pomare, centre Paofai, identifiée à l'Institut de la statistique de Polynésie française (ISPF) sous le numéro TAHITI B67509 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 15 257 B,

Son fonds de commerce d'hôtel classé dans la catégorie 4 étoiles, exploité à Bora Bora, Nunue, sous l'enseigne SOFITEL BORA BORA BEACH RESORT, avec tout ce qui en dépend, à l'exclusion de l'enseigne et de la marque SOFITEL,

Moyennant le prix de 10 185 704 F CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée rétroactivement au 1er mars 2016.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au siège social de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, à PAPEETE, 415, boulevard Pomare, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

Pour avis,

Le greffier en chef  
du tribunal mixte de commerce.

#### GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Suivant acte aux minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE en date du 4 mars 2016, enregistré à Papeete, le 10 mars 2016, folio 103, bordereau n° 3267/2,

La société SA MOTU, société anonyme au capital de 5 000 000 F CFP, ayant son siège social à Nunue, BP 516, 98730 Bora Bora (île de Bora Bora, Polynésie française), identifiée à l'ISPF sous le numéro TAHITI 436758, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro TPI 98 83 B (ancien n° RCS 6598 B 98),

A vendu à la société LUPESINA PRIVATE ISLAND, société par actions simplifiée au capital de 5 000 000 F CFP, dont le siège social est à Papeete (Tahiti, Polynésie française), boulevard Pomare, centre Paofai, identifiée à l'Institut de la statistique de Polynésie française (ISPF) sous le numéro TAHITI B67582, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro TPI 15 259 B,

Son fonds de commerce d'hôtel, classé dans la catégorie 4 étoiles, exploité à Bora Bora, district de Nunue, sous l'enseigne SOFITEL BORA BORA PRIVATE ISLAND, avec tout ce qui en dépend, à l'exclusion de la marque et de l'enseigne SOFITEL,

Moyennant le prix de 15 278 664 F CFP, payé comptant.



L'entrée en jouissance a été fixée rétroactivement au 1er mars 2016.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au siège social de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, à Papeete, 415, boulevard Pomare, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

*Pour avis,*  
Le greffier en chef  
du tribunal mixte de commerce.

**SCP RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE**  
**415, boulevard Pomare BP 33, 98713 Papeete**  
**Tahiti, Polynésie française**

Le contrat de location-gérance qui avait été consenti suivant acte aux minutes de la SCP Office notarial CALMET-RESTOUT-DELGROSSI, titulaire d'un office notarial à Papeete, en date du 25 novembre 2008, modifié par acte dudit office notarial en date du 19 décembre 2008, par M. Maurice Gérard ALLOUCH, né à Paris (9e) le 1er juillet 1949, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 86775 A (ancien n° 14246 A), à la société AME, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP, dont le siège est à Papeete (98713), centre Vaima, identifiée à l'ISPF sous le numéro TAHITI 880666 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 08264 B, et portant sur un fonds de commerce de bar-restaurant, exploité à Papeete, centre Vaima,

A été résilié à compter rétroactivement du 1er mars 2016, ainsi qu'il résulte d'un acte aux minutes de la SCP Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, titulaire d'un office notarial à Papeete, en date du 17 mars 2016.

*Pour unique insertion,*  
Me Michel DELGROSSI,  
notaire associé.

**SCP RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE**  
**415, boulevard Pomare, BP 33, 98713 Papeete,**  
**Tahiti, Polynésie française**

Suivant acte aux minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE en date des 26 et 29 février 2016, enregistré à Papeete, le 3 mars 2016, folio 101, bordereau n° 3206/2,

La société API CALIFORNIA, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP, dont le siège est à Uturoa (Raiatea) (98735), centre-ville, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 02 135 B (ancien 8922-B),

A cédé à la société TIMAJE, société à responsabilité limitée au capital de 120 000 F CFP, dont le siège est à Papeete, rue du 22-Septembre-1914, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 14262 B,

Un fonds de commerce de vente de vêtements prêt-à-porter, de tous articles de chemiserie, lingerie, de tous accessoires et objets vestimentaires, chaussures, et en général de tout ce qui se rattache à l'habillement et à la mode, sis et exploité à Uturoa (Raiatea), centre-ville, sous l'enseigne CALIFORNIA,

Moyennant le prix de 6 000 000 F CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 22 janvier 2016.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au siège social de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, à Papeete, 415, boulevard Pomare, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

*Pour avis,*  
Le greffier en chef  
du tribunal mixte de commerce.

**Etude de Me Dominique DUBOUCH**  
**Notaire à Papeete**

**SCI TETOU**  
**Société civile immobilière**  
**au capital de 100 000 F CFP**  
**Siège social : Moorea, Temae, Terre Tetou**  
**RCS n° 6086 C**

Aux termes d'un acte reçu par Me Stéphane MOUNIER, notaire au sein de l'Office notarial de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete (île de Tahiti), le 18 mars 2016, il a été décidé suite à la démission de M. et Mme Patrice LUCAS, de nommer M. et Mme Michel BESOMBES en qualité de nouveaux gérants.

Il en résulte les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

*Nomination du gérant*

*Ancienne mention :* M. Patrice LUCAS et Mme Elodie VAHIRUA.

*Nouvelle mention :* M. Michel BESOMBES et Mme Pauline TAHAL.

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce de Papeete.

*Pour avis,*  
Me Stéphane MOUNIER,  
notaire salarié.

**ADDITIF TEMPORAIRE AUX REGLEMENTS DU JEU DE LA**  
**FRANÇAISE DES JEUX DENOMME "AMIGO"**  
**RELATIF A L'OPERATION DENOMMEE**  
**"GAGNEZ AVEC 3 BONS NUMEROS BLEUS - AVRIL 2016"**

Article 1er.— Le présent règlement est pris en complément du règlement du jeu Amigo fait le 10 octobre 2011 et publié au *Journal officiel* de la République française du 7 décembre 2011 dont la dernière modification a eu lieu le 3 février 2016 avec publication au *Journal officiel* de mars

2016 et du règlement Amigo applicable en Polynésie française fait le 8 avril 2014, dont la dernière modification a eu lieu le 3 février 2016 avec publications au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les dates mentionnées dans le présent additif font référence aux dates métropolitaines.

Art. 2. — 2.1 - Il est organisé, dans les conditions décrites ci-dessous, une opération dénommée "GAGNEZ AVEC 3 BONS NUMEROS BLEUS - AVRIL 2016" offerte sur le territoire de la France métropolitaine, en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, à la Réunion, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy, sur le territoire de la principauté de Monaco et en Polynésie française dans les points de validation Amigo (ci-après dénommée "l'Opération").

2.2 - Du lundi 4 avril 2016 au dimanche 10 avril 2016 inclus (dates métropolitaines), un nouveau rang de gains est ajouté aux tirages quotidiens Amigo visés dans le tableau ci-dessous. Du fait du décalage horaire, les dates locales de l'Opération et les numéros de tirage concernés sur chacun des territoires d'exploitation de l'offre Amigo sont les suivantes :

Territoires	Dates locales	Tirages concernés
Métropole et Principauté de Monaco	Du 4 au 10 avril 2016	Tirages n° 95 à 131 inclus Tirages n° 167 à 215 inclus
Guyane	Du 4 au 10 avril 2016	Tirages n° 95 à 131 inclus Tirages n° 167 à 215 inclus
Guadeloupe, Martinique, Saint Martin, Saint Barthelemy	Du 4 au 10 avril 2016	Tirages n° 96 à 131 inclus Tirages n° 167 à 215 inclus
Réunion	Du 4 au 10 avril 2016	Tirages n° 95 à 131 inclus Tirages n° 167 à 215 inclus
Polynésie française	Le 3 avril 2016	Tirages n° 95 à 106 inclus
	Du 4 au 9 avril 2016	Tirages n° 95 à 106 inclus Tirages n° 167 à 215 inclus
	Le 10 avril 2016	Tirages n° 167 à 215 inclus

2.3 - En conséquence, pendant la période de l'Opération et pour les prises de jeux réalisées pour les tirages concernés, les joueurs ayant 3 bons numéros BLEUS gagnants et 0 bon numéro BONUS à un tirage gagnent le montant de leur mise liée à cette combinaison pour ce tirage.

Les probabilités d'obtenir ce nouveau rang de gain sont de 1 chance sur 18.59. Durant la période de l'Opération et pour les tirages identifiés à l'article 2.2 du présent additif, les probabilités d'obtention d'un gain tous rangs de gains confondus sont de 1 chance sur 2,62.

Pour les prises de jeux réalisées durant l'Opération pour les tirages autres que ceux identifiés au sous-article 2.2 du présent règlement, cette Opération ne s'applique pas.

2.4 - La valeur des avantages en numéraires attribués dans le cadre de l'Opération est prélevée sur les fonds gérés par La Française des Jeux conformément aux dispositions du décret n° 78-1067 du 9 novembre 1978 modifié.

2.5 - La participation à l'Opération organisée dans les points de vente Amigo implique l'adhésion aux présentes dispositions, ainsi qu'à celles des règlements du jeu Amigo.

2.6 - L'Opération peut être arrêtée prématurément par La Française des Jeux, en cas d'incident technique rendant impossible sa poursuite dans le respect des présentes dispositions et de celles des règlements du jeu Amigo.

Art. 3. — Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française et peuvent être obtenues en écrivant soit au service client FDJ®, "Promotion Gagnez avec 3 bons numéros bleus - Avril 2016", TSA 36707, 95905 Cergy Pontoise, cedex 9, ou soit à La Pacifique des Jeux, "Promotion Gagnez avec 3 bons numéros bleus - Avril 2016", 1, rue Colette, BP 20730, 98713 Papeete, Tahiti.

Fait le 24 février 2016.

Par délégation  
de la présidente-directrice générale  
de La Française des Jeux,  
C. LANTIERI.

Le président-directeur général  
de La Pacifique des Jeux,  
T. GABARRET.

#### AVIS RELATIF AU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX DENOMME LOTO®

Article 1er. — En application du sous-article 10.2. du règlement du jeu Loto® fait à Paris le 10 septembre 2008 et publié au *Journal officiel* de la République française du 23 septembre 2008, dont la dernière modification a eu lieu le 3 février 2016 avec publication au *Journal officiel* de la République française du 10 mars 2016 et du sous-article 10.2 du règlement du jeu dénommé Loto® applicable en Polynésie française fait le 10 septembre 2008 dont la dernière modification a eu lieu le 3 février 2016 avec publications au *Journal officiel* de la Polynésie française, un montant minimum de 10 millions d'euros (soit 1 193 317 422 F CFP) sera garanti pour le 1er rang du tirage Loto® du samedi 26 mars 2016.

Les dates mentionnées dans le présent avis font référence aux dates métropolitaines.

Fait le 9 mars 2016.

Par délégation  
de la présidente-directrice générale  
de La Française des Jeux,  
C. LANTIERI.

Par délégation  
du président-directeur général  
de La Pacifique des Jeux,  
C. LAGE.

#### ADDITIF TEMPORAIRE AUX REGLEMENTS DES JEUX LOTO®, JOKER® ET KENO GAGNANT A VIE DE LA FRANÇAISE DES JEUX RELATIF A L'OPERATION DENOMMEE "PROMOTION LOTO® - BAV MULTI OPTIONS - MARS 2016" ORGANISEE EN POINTS DE VENTE

Article 1er. — Le présent règlement est pris en complément du règlement du jeu de La Française des jeux dénommé Loto® fait le 10 septembre 2008 avec publication au *Journal officiel* de la République française du 23 septembre 2008 dont la dernière modification a eu lieu le 2 février 2015 avec publication au *Journal officiel* de la République française du 10 mars 2015.

Ce règlement est aussi pris en complément du règlement du jeu Loto® applicable en Polynésie française fait le 10 septembre 2008 dont la dernière modification a eu lieu le 28 août 2015 avec publications au *Journal officiel* de la Polynésie française.



Le présent règlement est pris en complément du règlement du jeu Joker+® fait le 22 février 2006 avec publication au *Journal officiel* de la République française du 21 mars 2006, dont la dernière modification a eu lieu le 3 avril 2014 avec publication au *Journal officiel* de la République française du 22 mai 2014.

Ce règlement est aussi pris en complément du règlement du jeu Joker+® applicable en Polynésie française fait le 3 mars 2006 dont la dernière modification a eu lieu le 28 août 2015 avec publications au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le présent règlement est pris en complément du règlement du jeu Keno Gagnant à vie fait le 24 septembre 2007 avec publication au *Journal officiel* de la République française du 30 septembre 2007, dont la dernière modification a eu lieu le 29 septembre 2015 avec publication au *Journal officiel* de la République française du 9 octobre 2015.

Ce règlement est aussi pris en complément du règlement du jeu Keno Gagnant à vie applicable en Polynésie française fait le 24 septembre 2007 dont la dernière modification a eu lieu le 29 septembre 2015 avec publications au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les dates mentionnées dans le présent additif font référence aux dates métropolitaines.

#### Art. 2.— Conditions de participation et modalités d'obtention des bons de réductions

2.1. Il est organisé dans les conditions décrites ci-dessous, une opération dénommée "PROMOTION LOTO® - BAV MULTI OPTIONS - MARS 2016" (ci-après désignée l'"Opération") offerte dans les points de vente agréés par La Française des jeux en France métropolitaine, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à la Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans la Principauté de Monaco ou La Pacifique des jeux en Polynésie française.

2.2. Sous réserve des dispositions du sous-article 3.4. ci-dessous, participent à l'Opération les joueurs faisant enregistrer, dans un point de vente agréé par La Française des jeux ou La Pacifique des jeux dans la limite des heures d'ouverture des points de vente, une prise de jeu Loto® d'un montant minimum de 4 euros (ou d'un montant minimum de 500 francs CFP pour les prises de jeu participantes ayant été validées en Polynésie française), ou une prise de jeu Keno Gagnant à vie, ou une prise de jeu Joker+® pendant la période comprise entre le lundi 21 mars 2016 et le dimanche 27 mars 2016.

Par prise de jeu Loto®, il est entendu toute prise de jeu Loto® d'un montant minimum de 4 euros (ou d'un montant minimum de 500 francs CFP pour les prises de jeu participantes ayant été validées en Polynésie française) participant à un tirage Loto® et qui n'est pas enregistrée à l'aide d'un bulletin Loto® Multi Options.

Par prise de jeu Joker+®, il est entendu toute prise de jeu Joker+® indépendamment du montant de la prise de jeu et qui n'est pas faite en complément d'une prise de jeu Loto® ou en complément d'une prise de jeu Keno Gagnant à vie.

Par prise de jeu Keno Gagnant à vie, il est entendu toute prise de jeu Keno Gagnant à vie indépendamment du montant de la prise de jeu.

Les prises de jeu gagnantes seront déterminées instantanément par le site central informatique de La Française des jeux, à raison d'une prise de jeu Loto® gagnante toutes les 2 prises de jeu Loto® (d'un montant minimum de 4 euros ou d'un montant minimum de 500 francs CFP pour les prises de jeu participantes validées en Polynésie française), à raison d'une prise de jeu gagnante Keno Gagnant à vie toutes les 3 prises de jeu Keno Gagnant à vie et à raison d'une prise de jeu Joker+® gagnante toutes les 3 prises de jeu Joker+® effectuées et enregistrées par le site central informatique de La Française des jeux.

2.3. La prise de jeu ainsi sélectionnée émet immédiatement un bon de réduction d'une valeur de 1 euro ou d'une valeur de 125 F CFP pour les prises de jeu participantes ayant été validées par des joueurs en Polynésie française, à valoir sur la validation d'une prochaine prise de jeu Loto® réalisée exclusivement sur un bulletin Loto® Multi Options avec au moins une option cochée (Duo, Compte Double ou Double Chance).

#### Art. 3.— Conditions d'utilisation des bons de réduction

3.1. Les bons de réduction, émis entre le lundi 21 mars 2016 et le dimanche 27 mars 2016 inclus, sont valables à compter du lendemain de leur émission jusqu'au dimanche 24 avril 2016 inclus.

3.2. Pour utiliser son bon de réduction, le joueur doit présenter au détaillant, avant que celui-ci procède à la prise de jeu Loto® sur un bulletin Loto® Multi Options avec au moins une option cochée (Duo, Compte Double ou Double Chance), l'original du bon de réduction pour bénéficier de la réduction. Celle-ci est appliquée au prix de la prise de jeu Loto® réalisée sur le bulletin Loto® Multi Options.

3.3. Il ne peut être utilisé qu'un seul bon de réduction pour une même prise de jeu Loto® sur un bulletin Loto® Multi Options avec au moins une option cochée (Duo, Compte Double ou Double Chance). Le bon de réduction n'est pas utilisable pour les autres jeux de La Française des jeux ni pour les bulletins Loto® lorsqu'aucune option n'est cochée.

3.4. Une même prise de jeu ne permet pas le cumul de deux opérations promotionnelles organisées par la Française des jeux. Une prise de jeu effectuée grâce à un bon de réduction ne participe pas aux opérations promotionnelles pouvant donner lieu à des réductions.

3.5. Un bon de réduction n'est ni modifiable, ni échangeable, ni remboursable, ni fractionnable ni réutilisable.

3.6. Un bon de réduction libellé en euros ne peut pas être utilisé en Polynésie française. Un bon de réduction libellé en francs CFP ne peut pas être utilisé ailleurs qu'en Polynésie française.

3.7. L'annulation d'une prise de jeu n'étant pas un droit du joueur mais une simple faculté offerte aux joueurs par La Française des jeux, par l'intermédiaire de ses détaillants, dans les conditions qu'elle détermine, la valeur d'un bon de réduction utilisé pour payer une prise de jeu Loto® sur un bulletin Loto® Multi Options avec au moins une option cochée (Duo, Compte Double ou Double Chance) n'est pas remboursée au joueur et il ne lui est pas délivré de bon de réduction de remplacement, en cas d'annulation de ladite prise de jeu.

En tout état de cause, conformément au règlement du jeu Loto® visé à l'article 1, il n'est pas possible d'annuler une prise de jeu participant à l'option Double Chance.

De même, l'annulation d'une prise de jeu Loto®, Keno Gagnant à vie, ou Joker+® participant à l'opération entraîne automatiquement l'annulation du bon de réduction éventuellement gagné à l'occasion de cette prise de jeu.

3.8. Les prises de jeu Loto® ou Keno Gagnant à vie, ou Joker+®, enregistrées avant le début de l'Opération, pour des tirages Loto® ou Keno Gagnant à vie, ou Joker+® correspondant à la période de participation à l'Opération ne permettent pas de participer à l'Opération.

#### Art. 4. — Informations générales

4.1. A peine de forclusion, le cachet de la Poste faisant foi, toutes les réclamations relatives à l'Opération organisée dans les points de validation, notamment celles relatives aux prises de jeu ou au paiement des lots, sont à adresser par écrit avant le 25 juin 2016 :

- A l'adresse suivante si le joueur a fait une prise de jeu en euros : Service Clients FDJ® - PROMOTION LOTO® - BAV MULTI OPTIONS - MARS 2016 - TSA 36707 - 95 905 CERGY - PONTOISE Cedex 9 ;
- Ou à l'adresse suivante si le joueur a effectué une prise de jeu en Polynésie française : La Pacifique des jeux - "PROMOTION LOTO® - BAV MULTI OPTIONS - MARS 2016" - angle rue Colette et rue du 22-Septembre-1914, BP 20730, 98713 Papeete, Tahiti.

Au-delà de ce délai, aucune réclamation ne sera admise.

4.2. La valeur des avantages en numéraires attribués dans le cadre de l'Opération est prélevée sur les fonds gérés par La Française des jeux conformément aux dispositions du décret n° 78-1067 du 9 novembre 1978 modifié.

4.3. La participation à l'Opération organisée dans les points de vente agréés implique l'adhésion aux présentes dispositions, ainsi qu'à celles des règlements visés à l'article 1er.

4.4. L'Opération peut être arrêtée prématurément par La Française des jeux, en cas d'incident technique rendant impossible sa poursuite dans le respect des présentes dispositions et de celles des règlements visés à l'article 1er.

4.5. Sans préjudice des dispositions prévues dans les règlements visés à l'article 1er, La Française des jeux, par l'intermédiaire de ses détaillants, pourra prendre toute mesure appropriée et refuser des bons de réduction en cas de fraude, notamment en cas de présentation d'un nombre important de bons de réduction.

4.6. Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait le 13 janvier 2016.

Par délégation  
de la présidente-directrice  
générale de La Française des Jeux,  
C. LANTIERI.

Le président-directeur général  
de La Pacifique des Jeux,  
T. GABARRET.

## ANNONCES DIVERSES

### ASSOCIATION TE PARAU ORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(25 janvier 2016)

Président	: PERIDOU Luc
Vice-président	: CHARGUERAUD Didier
Secrétaire	: PETRAS Francis
Trésorier	: LOUSSAN Guy

### ASSOCIATION FAUFAA TUPUNA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(1er mars 2016)

Présidente	: HO Cathy
Trésorière	: BRODIEN Heirani

### ASSOCIATION COLIBRIS TAHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(30 janvier 2016)

Présidents	: LARGEAUD-ORTEGA Sylvie LEBON Sabrina JACQUES Claude PARENT Laure THOREZ Aurélie VALLAUX Terii ERHEL Pascal
Trésoriers	: VIGNEAU Emilie VONS Marina BITOT Stéphane

**ASSOCIATION SPORTIVE FOOTBALL AMERICAIN TE ONO**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(25 février 2016)

Président : COLONNA de LECA  
CRISTINACCE François  
Vice-président : MARANDIN Stéphane  
Secrétaire : LIHAULT Isabelle  
Secrétaire adjoint : FRERE Marc  
Trésorière : ALBORGHETTI Valérie  
Trésorier adjoint : TEEHU Jean-Paul

**ASSOCIATION ARTISANALE TERAPIIA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(23 février 2016)

Présidente : MOEAU Samantha  
Secrétaire : VIVI Céline  
Trésorière : RANGIMAKEA Teraimateata

**ASSOCIATION SPORTIVE TIARE TEKOFAI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(4 mars 2016)

Présidente : PITO Pauline  
Secrétaire : ARUTAHAI Raina  
Trésorière : PITO Angéla

**ASSOCIATION SPORTIVE SAMINE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(22 janvier 2016)

Présidente : SILLOUX Maryse  
Vice-président : LAMAUD Gaston  
Secrétaire : LESOURD Dimitri  
Secrétaire adjointe : NEUFFER Mhirau  
Trésorier : MONPAS Frédéric  
Trésorier adjoint : MOUX Yann  
Commissaires aux comptes : FONTENEAU Jean-François  
MOULON Georges  
Assesseur : CHOUPAGUE Yannick

**DISTRICT RAHITI VOLLEY-BALL**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(2 mars 2016)

Présidente : TEMAURIORAA Denise  
Vice-présidents : TEAI Yanice  
ZINGUERLET Jean-Marc  
Secrétaire : TEINA Christine  
Trésorier : ARAPARI Tetuarii

**ASSOCIATION HAUNINEHE CANTINE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(7 mars 2016)

Présidente : CHONG Suzanne  
Vice-président : KAHIIHA Robert  
Secrétaire : TIPAHAEHAE Elodie  
Secrétaire adjointe : BROWN Colette  
Trésorière : KAHIIHA Marae  
Trésorier adjoint : TEIKITEEPUPUNI Benoît

**ASSOCIATION ARTISANALE AVATORU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(12 février 2016)

Présidente : MAIRAI-BELLAIS Justine  
Secrétaire : MAIRAI-BELLAIS Tuepa  
Trésorière : MAIRAI-BELLAIS Naomi

**ASSOCIATION HOTU RAU NO VAITERAA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(9 mars 2016)

Présidente : TERAITETIA Emilienne  
Secrétaire : SALMON Yolande  
Trésorière : SALMON Ahuura

**CHAMBRE SYNDICALE DES ENTREPRENEURS  
DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (CSEBTP)**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(22 février 2016)

Président : CHAMPS Patrick  
Vice-présidents : LOUX Olivier  
LANVIN Jérôme  
Secrétaire : MOUSSET Pascal  
Trésorier : GENDRON Arnaud

**ASSOCIATION OHANA FUTSAL NO HAVA'I**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(15 janvier 2016)

Présidente : TIATIA Rarahu  
Vice-présidente : MOU-SING Rosina  
Secrétaire : REIATUA Reia  
Secrétaire adjoint : PANAI Teriitea  
Trésorière : TIATIA Aimata  
Trésorière adjointe : HOLMAN Vaiohina

**COMITE JEUNESSE SPORT ET CULTURE DE RANGIROA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(16 février 2016)

Président	:	ANANIA Robert
Secrétaire	:	TAIAAPU Angéla
Trésorier	:	MARE Edy
Assesseurs	:	HEUEA Rose
	:	ESTALL Ronald
	:	TOI Evarii
	:	TETIHIA Michel
	:	TAUHA Jean-Marie
	:	MATAARERE Alexander
	:	TAHUHUATAMA Richard

**ASSOCIATION TAMARI'I POINTE DES PECHEURS****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(14 mars 2016)

Président	:	PERE Paul
Vice-président	:	A MAI Jean-Marie
Secrétaire	:	FOC'HLAY Carine
Secrétaire adjoint	:	POUANT James
Trésorière	:	TEHARURU Tilda
Trésorière adjointe	:	DOMARD Brigitte

**ASSOCIATION TEMAURI VALLEE***Modification de statuts*

Le siège social est situé à Titioro, Temauri village.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(29 janvier 2016)

Président	:	TARANO Francis
Vice-président	:	TEVERO Terai
Secrétaire	:	TEPA Alice
Secrétaire adjoint	:	LENOIR Teipo
Trésorier	:	TEVERO Marcel
Trésorier adjoint	:	LUCAS Mathias

**ASSOCIATION SPORTIVE TEAM MY GYM MOZ**

(Récépissé n° W9P1000418 du 10 mars 2016)

*Extraits de statuts*

Il est fondé le 25 janvier 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION SPORTIVE TEAM MY GYM MOZ.

Elle a pour but de regrouper toute personne voulant adhérer au club Team My Gym Moz et de participer à des compétitions d'haltérophilie, force athlétique, culturisme, fitness et tout autre sport pour maintenir la forme et bouger pour sa santé.

Son siège social est fixé à Maharepa, à la salle de sport My Gym.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	:	MOREAU Thomas
Secrétaire	:	TERIITAUMIHAU Mike
Trésorier	:	RICHMOND Manuiti

**ASSOCIATION FAMILIALE TEUIRA TERIINOHORAI - NADIA AUE**

(Récépissé n° W9P1000302 du 18 mars 2016)

*Extraits de statuts*

Il est constitué le 9 décembre 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE TEUIRA TERIINOHORAI - NADIA AUE.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaires, mairie, archives...) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Maharepa, PK 5, côté montagne, Moorea.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	:	TERIINOHORAI Iete
Vice-président	:	TERIINOHORAI Ieremia
Secrétaire	:	TERIINOHORAI Patricia
Secrétaire adjointe	:	TERIINOHORAI Tchérina
Trésorière	:	TERIINOHORAI Tepeta
Trésorière adjointe	:	SAN CHIO ON Florence

**ASSOCIATION OLYMPIC MAHINE**

(Récépissé n° W9P1000437 du 17 mars 2016)

*Extraits de statuts*

L'ASSOCIATION OLYMPIC MAHINE, fondée le 4 mars 2016, a pour objet :

- de rassembler et d'occuper les jeunes par des activités diverses (sportives, culturelles, économiques...) en vue de prévenir la jeunesse contre toute forme de délinquance et de lutter contre l'obésité et toute maladie due à la sédentarité et la mauvaise alimentation ;
- d'organiser, de développer et de contrôler l'enseignement de la pratique du futsal en particulier ;
- de gérer ou de financer (hors subvention publique) toutes opérations ou toutes actions aptes à développer les ressources du futsal afin d'en assurer la promotion ;
- de favoriser la création d'école de sport afin d'aider les jeunes à lutter contre l'inactivité et la morosité de la société ;
- de promouvoir toute action en faveur de l'organisation des centres de vacances ;
- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- de défendre les intérêts moraux et matériels de ses adhérents ;
- d'organiser des sorties et toutes manifestations ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres et de renouer les liens intergénérationnels ;
- d'organiser des rencontres, des déplacements à l'intérieur de la Polynésie française et hors territoire ;

Elle peut étendre son action à d'autres domaines (populaire, protection de l'environnement, artistique et autres).

Son siège social est fixé à Mahina, au lotissement Atima Nui, lot n° 18.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEISSIER Anna
Secrétaire	: HAAPII Mateata
Trésorière	: HUTIA Mélina

#### ASSOCIATION JEUNESSE EKALESLA CHERESSETIANO AMUIRAA MAKEDONIA NO PIRAE

(Récépissé n° W9P1000419 du 11 mars 2016)

#### Extraits de statuts

L'ASSOCIATION JEUNESSE EKALESLA CHERESSETIANO AMUIRAA MAKEDONIA NO PIRAE est fondée le 1er février 2016.

Elle a pour but de poursuivre dans toute la Polynésie française le développement de la personnalité des jeunes gens au point de vue physique, culturel et social, leur formation civique et leur épanouissement spirituel, les prépare ainsi à devenir quel que soit leur origine confessionnelle ou idéologique, des hommes qui répondent à leur vocation en servant Dieu et leurs semblables dans l'esprit de l'Evangile.

Son siège social est fixé à Pirae, rue Tihoni-Tefaatau.

Sa durée est indéterminée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: KONG FOU Marona
Vice-présidente	: HURIA Lidwine
Secrétaire	: TAUEFITU Vairea
Secrétaire adjointe	: PAEAMARA Claudia
Trésorière	: PAEAMARA Vaiarii
Trésorier adjoint	: HOUARIKI Armand

#### ASSOCIATION TE AHO ROA DE PAREA

(Récépissé n° W9P2000114 du 3 mars 2016)

#### Extraits de statuts

Il est fondé l'ASSOCIATION TE AHO ROA DE PAREA.

Cette association a pour but :

- de développer et de diversifier la culture vivrière traditionnelle ;
- de réduire l'utilisation des produits chimiques ;
- de favoriser la culture naturelle, voire biologique ;
- d'introduire les nouvelles techniques de plantation de légumes ;
- d'apprendre à vivre en société ;
- d'améliorer les conditions de vie au sein des familles de l'association ;
- d'organiser des recherches de fonds ;
- de subvenir, sur un temps déterminé, aux besoins alimentaires nécessaires, des membres de l'association.

Son siège social est situé à Parea, Huahine Iti.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEMEHARO Marcel
Secrétaire	: TEMEHARO Paulette
Trésorière	: PANI Juliana

#### ASSOCIATION SPORTIVE PATA'E VA'A

(Récépissé n° W9P1000388 du 25 février 2016)

#### Extraits de statuts

Il est fondé le 14 février 2016 l'ASSOCIATION SPORTIVE PATA'E VA'A conforme à la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour but d'organiser et d'aider les jeunes dans le va'a et des exercices physiques pour tous les jeunes du territoire d'encadrer les jeunes dans le sport. Elle peut étendre son action dans des domaines autres que sportifs (éducation populaire, éducation artistique, etc.). Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique ou religieux.

Son siège social est situé à Moorea, Afareaitu.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: ARAPARI Ina
Vice-président	: FAATAHE Thomas
Secrétaire	: FAATAHE Dayenne
Secrétaire adjoint	: ROOINO Ciano
Trésorière	: TERIITAU Elisabeth
Trésorier adjoint	: TEIHOTU Julien

#### ASSOCIATION TAMARII MOTIO

(Récépissé n° W9P1000438 du 17 mars 2016)

#### Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TAMARII MOTIO, fondée le 1er février 2016, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour objet d'organiser, de représenter, de défendre les intérêts des jeunes et des locataires de l'ASSOCIATION TAMARII MOTIO :

- en incitant les jeunes et adultes à participer au fonctionnement de l'association ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de leur activité ;

- en favorisant les rencontres et échanges amicaux entre jeunes et adultes ;
- en organisant et en mettant en place toute action à caractère économique en faveur des jeunes et adultes (pêche, artisanat, agriculture, chasse, culture, protection de l'environnement, etc.) dans un but d'insertion ou de réinsertion sociale et professionnelle ;
- en promouvant la musique polynésienne sur le plan local et international et en organisant des journées et soirées musicales, sportives, culturelles au profit des jeunes et adultes ;
- en promouvant également le sport dans le quartier (football, volley-ball, pétanque, etc.) ;
- en organisant et en encadrant des sorties ponctuelles, éducatives et culturelles telles que randonnées, rivières, plage, visite des sites ou des îles de la Polynésie, etc. ;
- en travaillant avec les partenaires concernés (service, associations, communes, familles, quartiers, etc.) et en utilisant tous les moyens dont ils disposent.

Son siège social est situé à Faa'a, résidence Motio.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MAPU Elisabeth
Vice-président	: TEPEA Jean-Pierre
Secrétaire	: HAITI Teumere
Secrétaire adjointe	: ARAI Emilie
Trésorier	: TAKI Maputekura
Trésorier adjoint	: ARAI Tepapare

**ANNONCES MARCHES PUBLICS****AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE N° 4-16 TNAD**

Marché passé par Tahiti Nui Aménagement  
et Développement

1 - *Objet du marché* : gardiennage des sites gérés par TNAD.

Le présent appel d'offres est décomposé en 6 lots désignés ci-après :

- Lot 1A : gardiennage du site de Tahiti Mahana Beach, Punaauia, Outumaoro, zone 1 Carrefour ;
- Lot 1B : gardiennage du site de Tahiti Mahana Beach, Punaauia, Outumaoro, zone 2 ex Maeva beach ;
- Lot 2 : gardiennage du site de Atimaono ;
- Lot 3 : gardiennage du site de Faratea ;
- Lot 4 : gardiennage du site de Mamao et de l'immeuble Van Bastolaer ;
- Lot 5 : gardiennage du site de Moorea Mahana Beach, Haapiti.

2 - *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (articles : 19, 20, 23 à 25 quater du CMP)

3 - *Consultation et retrait sur support informatique du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* : auprès du secrétariat de TNAD (tél. : 40 50 81 00).

4 - *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées, sont indiquées* dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3.

5 - *Envoi à la publication* : vendredi 25 mars 2016.

6 - *Remise des offres au secrétariat de TNAD* avant le mardi 26 avril 2016 à 12 heures délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée)

7 - *Validité des offres* : 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

8 - *Critère de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 25 du code des marchés publics selon les critères d'attribution pondérés suivants :

- pour 70 % de l'évaluation : le prix ;
- pour 30 % de l'évaluation : la valeur technique concernant les dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. (mémoire justificatif).

*Justifications à produire détaillées dans le règlement de consultation.* Entre autres : références, mémoire justificatif, certificats CPS, (la date de validité portée sur le certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres), certifications de l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant au 31 décembre précédent, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années), l'attestation sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux alinéas 1 et 2 de l'article 9 du CMP et pour les candidats à la procédure judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code de commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française, la copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'ils sont en période d'observation l'attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

## RECEPTION DES ANNONCES

### pour publication au *Journal officiel* de la Polynésie française

### pour l'année 2016

Les délais limites sont fixés à 11 heures :

- le jeudi *de la semaine précédente* pour le JOPF du mardi ;
- le mardi *de la semaine en cours* pour le JOPF du vendredi,

**SAUF** pour les numéros suivants :

PUBLICATION AU JOPF		DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS	JOURS FERIES
N°	DATE		
25	Vendredi 25 mars	Lundi 21 mars	Vendredi 25 mars (Vendredi Saint)
26	Mardi 29 mars	Mercredi 23 mars	Lundi 28 mars (Lundi de Pâques)
37	Vendredi 6 mai	Lundi 2 mai	Jeudi 5 mai (Ascension)
38	Mardi 10 mai	Mercredi 4 mai	
40	Mardi 17 mai	Mercredi 11 mai	Lundi 16 mai (Pentecôte)
53	Vendredi 1 <sup>er</sup> juillet	Lundi 27 juin	Mercredi 29 juin (Autonomie)
57	Vendredi 15 juillet	Lundi 11 juillet	Jeudi 14 juillet (Fête nationale)
58	Mardi 19 juillet	Mercredi 13 juillet	
66	Mardi 16 août	Mercredi 10 août	Lundi 15 août (Assomption)
88	Mardi 1 <sup>er</sup> novembre	Mercredi 26 octobre	Mardi 1 <sup>er</sup> novembre (Toussaint)
91	Vendredi 11 novembre	Lundi 7 novembre	Vendredi 11 novembre (Armistice 1918)
92	Mardi 15 novembre	Mercredi 9 novembre	

Ces délais peuvent être modifiés en cours d'année.